

Cahiers du mouvement ouvrier

Nicole Perron : Marat deux fois assassiné
Rémy Janneau : Falsifications et idéologie
Alexandra Passiouta : "Le lion de la révolution"
Martemian Rioutine : Staline
et la dictature du prolétariat
José Hinijosa Durán : Le noyau trotskyste de Llerena

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- Rémy Janneau :
Falsifications et idéologie
dans l'enseignement de l'histoire p. 5
- Nicole Perron : Marat deux fois assassiné p. 23
- Jean-Jacques Marie :
Remarques sur une biographie d'Engels p. 37
- Howard Zinn :
Le massacre des mineurs grévistes
de Ludlow (Etats-Unis, 1914) p. 45
- Gr. Baltanski :
La révolution en Bulgarie en 1918 p. 51
- Boris Souvarine : Eloge des bolcheviks p. 57
- Alexandra Passiouta (*Sévodnia*, 28 novembre 2009) :
Le lion de la révolution
venant de la steppe ukrainienne (Trotsky) p. 63
- Martemian Rioutine :
Staline et la dictature du prolétariat (suite) p. 69
- Jose Hinojosa Duran :
Le noyau trotskyste de Llerena (Estramadure) p. 75
- Joseph Staline :
"Démâsquar l'ennemi caché" (janvier 1938) p. 95
- Marc Teulin :
La liquidation de Beria : sens et portée p. 99
- Alain Roux présente sa biographie de Mao Zedong p. 107
- Le Procès de Paris p. 111
- Rémy Janneau : *Agora* p. 117

- Chronique des falsifications p. 123
- Perles p. 127
- Notes de lecture p. 131
 - Marc Delfaud : *Carnets de guerre d'un hussard noir de la République*
 - Michel Biard : *La Révolution française, une histoire toujours vivante*
 - Olivier Wieviorka : *La Mémoire désunie*

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *“LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C’EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.”*

JAURÈS AJOUTE : *“POUR QU’IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU’IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L’ÉVOLUTION HISTORIQUE, L’AVÈNEMENT D’UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D’ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D’ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE.”*

*(Jaurès et Guesde. Les deux méthodes.
Editions de la Liberté, 1945, p. 6)*

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie — intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

“CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S’EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L’HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD’HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L’HISTOIRE HUMAINE”

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l’enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Rémy Janneau :
Falsifications
et idéologie
dans l'enseignement
de l'histoire**

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leur n° 43 une étude de Rémy Janneau : *Pédagogie et didactisme, pédagogie de l'obscurantisme*, dont il précisait la portée dans trois courtes contributions sur l'utilisation du "témoignage" de Flavius Josèphe sur le Christ, sur les pudeurs avec lesquelles nombre de manuels scolaires effacent l'antisémitisme des rois capétiens, et en particulier de Louis IX, plus connu sous le nom de saint Louis, et sur la diffusion dans les manuels d'histoire du noltisme, dont Stéphane Courtois est un sous-produit particulièrement nauséabond.

La conférence que Rémy Janneau a prononcée à Tours et à Caen, et dont nous reproduisons ici le texte, élargit l'étude de cette question fondamentale pour l'enseignement de l'histoire. Il s'interroge :

"La falsification de l'histoire est-elle le propre des dictatures, et plus précisément des régimes totalitaires ?"

La récente commémoration de mai 1968, qui effaçait souvent purement et simplement... la grève générale de 8 à 9 millions de travailleurs, celle de la chute du Mur de Berlin célébrée par d'anciens adversaires de l'unité de l'Allemagne et des partisans déclarés de murs similaires dans de nombreux endroits du monde, ce à quoi l'on peut s'attendre pour le vingtième anniversaire de la chute de l'URSS, soulignent l'actualité profonde de la réflexion menée par Rémy Janneau. Le trafic de la mémoire est l'une des constantes de toute politique réactionnaire, quel que soit l'habillement qu'elle emprunte ou le masque sous lequel elle peut tenter de se dissimuler.

Une conférence prononcée à Tours le 21 novembre 2009, puis à Caen le 9 décembre 2009, sur invitation de la Libre Pensée

CEUX d'entre vous qui ont lu 1984 ont sans doute en mémoire la phrase la plus célèbre d'Orwell : *"Qui contrôle le passé contrôle le futur."* Un "contrôle du passé" supposerait un monopole de l'accès aux sources que l'on pourrait à loisir occulter, expurger et même fabriquer, et un monopole de l'écriture et de l'enseignement d'une histoire visant à établir que le régime en place est l'aboutissement de l'histoire, qu'il est définitif parce qu'il incarne le bien ou la rationalité, que toute tentative de le renverser serait par conséquent une entreprise criminelle conduisant aux pires catastrophes. Une telle réécriture du passé autoriserait tous les types de falsifications possibles.

Trois types de falsifications, trois âges de la falsification

L'histoire du XX^e siècle a montré, s'il en était besoin, que même aux mains de l'Etat le plus totalitaire, un tel monopole de l'histoire, à supposer qu'il soit possible, ne suffit pas à garantir la maîtrise des processus économiques et sociaux ni des crises politiques à venir.

Pour autant, Orwell pose très bien la question de la fonction idéologique de l'histoire, de son écriture comme de son enseignement. Pour qui vit sous un régime qui se définit comme démocratique, elle se pose, dans les termes suivants : la

falsification de l'histoire est-elle le propre des dictatures, et plus précisément des régimes totalitaires ? L'historien — mais ceci vaut aussi pour l'auteur de manuel et l'enseignant — n'est-il pas astreint, comme le pensait Paul Ricoeur, à un *"devoir de vérité"* ? On pourrait penser, en effet, que sous un régime qui permet la confrontation et la contestation, avec les progrès de la recherche et grâce à des moyens de diffusion qui ne cessent de se multiplier et de se perfectionner, l'enseignement de l'histoire tend à devenir sinon plus objectif, du moins plus honnête.

Or une comparaison des manuels récents avec les *"petits Lavisse"* ou les Malet-Isaac donnerait plutôt à penser comme Pierre Miquel, qu'en histoire, *"le mensonge est la chose du monde la mieux partagée"*. Un tel examen tendrait à nous convaincre que par rapport au temps déjà lointain où Célestin Freinet dénonçait *"le catéchisme rebutant de l'histoire traditionnelle"*, les falsifications ont seulement changé de caractère. Elles n'ont plus le même ressort, elles ne servent plus la même idéologie, elles sont souvent devenues plus subtiles, donc plus redoutables.

Il convient évidemment de préciser ce que l'on entend par *falsification*, et j'en donnerai, pour ma part, une définition assez restrictive : pour qu'il y ait falsification, il faut qu'il y ait mensonge, déformation délibérée ou interprétation abusive des faits. Je ne tiens donc pas

pour falsification une interprétation ou un schéma d'analyse que je ne partage pas, qu'il s'agisse de la place respective accordée aux "*Lumières*" et aux processus sociaux dans le déclenchement de la Révolution française, de la "*guerre froide*" ou même de l'approche aujourd'hui dominante de la guerre de 14, même si, dans ce dernier cas, on a transposé un peu vite ce qui était considéré comme le dernier cri de la recherche. Je ne tiens pas non plus pour falsification une présentation des choses — et je ne doute pas que ce point fasse débat — liée à l'état de la mémoire collective à un moment donné. Quoi que je pense par ailleurs du rôle qu'il a pu jouer en matière d'instrumentalisation de l'histoire — ce qui n'est pas la même chose —, je ne tiens pas, pour ma part, le résistancialisme qui a marqué les manuels des années 1950-1960 pour une falsification.

Les falsifications peuvent être de plusieurs types : elles peuvent être factuelles, être commises par omission, naître de la démarche pédagogique, de l'agencement des documents ou résider dans la grille de lecture délivrée par le manuel ou par le cours. On retrouve toujours plus ou moins un cocktail de ces différents types de falsifications, mais suivant un dosage différent. Ce qui m'amène à distinguer trois âges de la falsification. Le premier couvre le siècle qui s'écoule de l'inscription par Victor Duruy de l'histoire au nombre des disciplines obligatoires à l'école primaire, à la fin du Second Empire, à la disparition, à fin des années 60 du siècle suivant, de l'histoire "*républicaine*". Nous verrons que le second degré n'est pas épargné, mais que les choses s'y présentent différemment. Le second âge qui correspond à la période de la pédagogie dite "*de l'éveil*" concerne essentiellement l'enseignement primaire. Le troisième commence suivant une ligne de rupture qui relie le bicentenaire de la Révolution, à l'occasion duquel s'impose, à grand renfort de battage médiatique, l'idée, défendue depuis un certain nombre d'années par François Furet, suivant laquelle la Révolution française, particulièrement la Terreur, est la matrice des totalitarismes du XX^e siècle, la chute du Mur de Berlin

et l'effondrement de l'URSS censés invalider non seulement le marxisme, mais tout concept et toute interprétation se référant à la lutte des classes, et, enfin, le traité de Maastricht qui donne le signal tout à la fois d'un engagement plus marqué des programmes et des manuels en faveur de l'*Union européenne* et d'une valorisation des prétendues racines chrétiennes de l'Europe.

I. L'âge de l'histoire "républicaine"

Lorsque la III^e République laïcise l'histoire héritée du Second Empire, en la séparant de "*l'histoire sainte*" et en l'expurgeant des ascendances troyennes des Gaulois et des Francs, de Gomer, petit-fils de Noé et de Pharamond, ancêtre mythique des Mérovingiens, elle conserve néanmoins une imagerie qui, au registre du mensonge, n'a rien à leur envier. Je n'en donnerai que quelques exemples.

Vercingétorix n'a jamais caracolé devant César, au lendemain d'Alésia, comme le raconte Plutarque ; nous savons par César qu'il a été livré — à sa demande, il est vrai — par les Gaulois. S'appuyant vraisemblablement sur une source disparue, Dion Cassius suggère même qu'il aurait servi César avant de changer de camp.

Le vase de Soissons n'a pas été brisé, mais cabossé (il était en argent), et le meurtre du guerrier par Clovis a été ajouté trois bons siècles plus tard par Hincmar, moine de Saint-Denis, puis archevêque de Reims, dans les *Annales dites de Saint-Bertin*.

De faux en faux

J'insisterai un peu plus sur un point qui a encore des résonances très actuelles. Les sévices qui, infligés par les Turcs aux pèlerins chrétiens, auraient justifié la première croisade, sont une invention des Byzantins. Toute la tradition véhiculée par des générations de manuels, et que l'on retrouve encore dans

certaines ouvrages destinés aux classes de 5^e, repose sur un mensonge et sur un faux. D'abord : le mensonge. L'Empire byzantin, amputé par les Turcs de la majeure partie de ses territoires d'Asie mineure, avait recours depuis de longues années à des mercenaires. Comme les soldes ne suffisaient plus à allécher les seigneurs occidentaux, les services de propagande du *basileus* invoquèrent un argument religieux : au concile de Plaisance, réuni en 1095, les émissaires d'Alexis Comnène soufflèrent au pape que les Turcs seldjoukides, qui avaient pris Jérusalem aux Arabes fatimides en 1070, martyrisaient les pèlerins et les empêchaient de se rendre sur le tombeau du Christ, qu'il y avait donc urgence à "libérer les lieux saints". Tout cela est faux. Les historiens sont d'accord sur ce point. Jacques Le Goff a même montré qu'un régime plus fort garantissant une meilleure sécurité, le nombre des pèlerins aurait plutôt augmenté. Faux, mais efficace : comme Urbain II avait lui-même besoin de frapper un grand coup pour contrer l'antipape Clément III, au concile de Clermont tenu la même année, il appela les chrétiens à partir délivrer le tombeau du Christ. "Dieu le veut !" On connaît la suite. A ce mensonge s'est ensuite ajouté un faux en écriture : en 1098, les croisés piétinant devant Antioche, pour obtenir des renforts, l'empereur Alexis a fait remettre au comte de Flandre une lettre supposée avoir été écrite plusieurs années auparavant, peut-être par Pierre l'ermite, dans laquelle étaient rappelés les prétendus sévices. Cette lettre, qui a longtemps été invoquée pour attester de la prétendue nécessité de "délivrer" Jérusalem, était en réalité un faux. Il est pour le moins consternant de retrouver cette falsification dans le dernier manuel Nathan de 5e.

Le bon saint Louis des manuels semble tout droit sorti des hagiographies des frères prêcheurs comme Geoffroy de Beaulieu, son confesseur, et Guillaume de Chartres, son chapelain, des franciscains comme Guillaume de Saint Pathus, des moines de Saint-Denis, en particulier Guillaume de Nangis, et, bien sûr, d'un familier comme Joinville. Je rappelle, au

passage, que l'image du roi justicier sous son chêne tient en quelques lignes dans l'ouvrage de Joinville, qu'elle ne sera pas représentée avant le XVII^e siècle, qu'elle ne deviendra populaire qu'au XVIII^e en attendant que les nostalgies de la Restauration, le goût prononcé des romantiques pour le gothique, puis la volonté des historiens pédagogues de la III^e République en fassent l'une des figures emblématiques de l'imagerie scolaire.

François I^{er} n'a jamais été armé chevalier par Bayard. La scène a été purement et simplement inventée, dix ans après Marignan, par un médecin-écrivain du nom de Symphorien Champier, pour redorer le blason du roi fait prisonnier à Pavie.

Colbert n'était ni bourgeois ni honnête... Sa famille était anoblie depuis plusieurs générations. Lors du procès Fouquet, il n'a pas hésité à fabriquer des faux et à faire disparaître les pièces à décharge. Il s'est employé, de surcroît, à introduire sa nombreuse famille aux meilleures places et au sein de la meilleure noblesse.

A cette époque, les auteurs de manuels sont souvent des historiens, dont le plus connu est Ernest Lavisse, auteur tout à la fois d'une monumentale *Histoire de France* en 27 volumes, actuellement en cours de réédition, et des célèbres "*petits Lavisse*" destinés aux écoliers. Ces historiens appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler "*l'école méthodique*", c'est-à-dire à la première école historique française vraiment scientifique, école par ailleurs totalement engagée dans le combat républicain et dreyfusard. Ils ont une parfaite connaissance des sources. C'est donc en pleine connaissance de cause qu'ils ont maintenu ces images d'Epinal qu'il faut bien appeler par leur nom : des falsifications. Pourquoi la rigueur de "*l'école méthodique*" s'est-elle donc arrêtée au seuil de l'école primaire ?

Pierre Nora a fourni récemment sur France Inter une partie de la réponse. Commentant la réédition de *L'Histoire de France* de Lavisse, il affirmait que le "*petit Lavisse*" a "*armé les Français pour Verdun*". Que l'appréciation soit juste ou

non, elle introduit bien le sujet qui nous intéresse : la réponse est, bien sûr, à chercher dans la fonction idéologique de ces falsifications.

Préparer “les jeunes âmes à de grands devoirs”

Les républicains de la fin du XIX^e siècle conçoivent, en effet, pour reprendre les termes de Renan, la nation à la fois comme un “*plébiscite de tous les jours*” et comme une “*communauté de destin*”. Sa cohésion repose donc sur une mémoire commune. D’où l’importance de l’histoire, dont témoigne par exemple cette phrase de Lavissee, dans le *Dictionnaire de Pédagogie* de Ferdinand Buisson, paru en 1887 : “*Si l’écolier n’emporte pas avec lui le souvenir vivant de nos gloires nationales ; s’il ne sait pas que ses ancêtres ont combattu sur mille champs de bataille pour de nobles causes ;... s’il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son drapeau, l’instituteur aura perdu son temps.*”

L’histoire a donc pour but — je cite encore Lavissee — de préparer “*les jeunes âmes à de grands devoirs*”. Et les “*grands devoirs*” de l’époque, c’est le relèvement de la France et la “*revanche*” contre l’Allemagne, l’affermissement de la République, l’adhésion à l’entreprise coloniale et, par-dessus tout, condition de tout le reste, le respect de l’ordre établi. L’histoire se présente donc comme un “*roman national*” dans lequel prennent sens les falsifications, en apparence les plus anodines. Vercingétorix et Jeanne d’Arc incarnent l’héroïsme guerrier, le sacrifice pour la patrie et l’union nationale. Vercingétorix est, de surcroît, un héros opposable à Arminius, héros de l’Allemagne, qui, lui, a écrasé les Romains, et à Clovis, héros avec lequel commence dans les écoles privées catholiques une histoire ouvertement monarchiste. Le vase de Soissons symbolise la substitution de l’autorité de l’Etat (même embryonnaire) au partage tribal égalitaire. Les prétendues persécutions infligées aux pèlerins garantissent que toute guerre menée par la France,

ou, en l’occurrence, par des Français (notons au passage “l’annexion” de Godofroy de Bouillon, qui, duc de Basse-Lorraine, était vassal et sujet de l’empereur et non du roi de France) est, par nature, une guerre juste et que la République assume tout le passé de la “*France éternelle*”. Colbert incarne la légitime ascension de la bourgeoisie, l’acharnement au travail et le service désintéressé de l’Etat. En négatif, Louis XI et ses cages de fer, dont Comynnes nous apprend qu’elles mesuraient non 1 mètre de côté, mais “*la hauteur d’un homme et un pied plus*”, c’est-à-dire environ 2 mètres, représentent l’arbitraire royal qui a certes contribué à “*faire la France*”, mais dont il était nécessaire que se dégagent — pour reprendre encore les termes de Lavissee — “*les institutions qui nous ont fait libres*”.

Une histoire finalisée, peuplée de mythes et de héros

Car, bien entendu, cette saga de la “*France éternelle*” mène inéluctablement à la République. C’est une histoire finalisée, peuplée de mythes et de héros, qui comporte aussi des falsifications par omission, en particulier le silence persistant qui entoure l’antijudaïsme des Capétiens, notamment de saint Louis, qui, entre autres persécutions, imposa aux juifs, dont les “*ordures*” — je le cite textuellement — “*souillent sa terre de leur venin*”, le port de la rouelle, ancêtre de l’étoile jaune, qui prononça des mesures de confiscation et d’expulsion, fit brûler le talmud (ce qui explique qu’il n’existe plus aujourd’hui qu’un seul exemplaire du talmud médiéval). Les médiévistes de l’école “*methodique*”, Charles-Victor Langlois dans le tome de l’*Histoire de France* consacré à saint Louis, Charles Petit-Dutaillis dans son ouvrage sur *La Monarchie féodale en France et en Angleterre*, mentionnent cette attitude et ces mesures, mais il n’en est pas question dans les manuels scolaires.

La traite négrière, l’esclavage sont également occultés. Concernant la classe ouvrière, il est bien question du “*sort des ouvriers*” ou de la “*condition des*

classes laborieuses”, éventuellement “*des classes ouvrières*”, expression que l’on emploie encore à l’époque, et — surtout — des lois votées en leur faveur sous la République, mais jamais de la classe ouvrière, *a fortiori* du mouvement ouvrier. Tout au plus évoque-t-on, de manière très ponctuelle, les syndicats à propos de la loi Waldeck-Rousseau, ou encore “*les socialistes*” à l’occasion de débats à la Chambre, parfois des “*révolutionnaires*” dont l’action conduit invariablement à “*d’atroces guerres civiles*” (David-Ferré-Poitevin, 1954), voire à des “*insurrections criminelles*” comme la Commune de Paris (C. S. Viator – CM, 1905). On cherche également à la loupe les atrocités qui accompagnent la colonisation, qui n’a d’autre objectif que le bien des “*indigènes*” : la France protège les Tonkinois et les Annamites (Lavissee), elle pacifie et met en valeur l’Algérie, Lyautey est l’ami des Marocains, Brazza libère les esclaves (Personne-Ballot-Marc, 1968), Gallieni ouvre des écoles (Chaulanges, 1958), “*sans souci du danger*”, “*nos médecins*” vont de village en village pour soigner et guérir (Grimal-Moreau, 1965), etc. Est-il besoin de préciser que les manuels postérieurs à la Seconde Guerre mondiale ne s’appesantissent pas sur Vichy et qu’il n’est jamais question de ses mesures antisémites.

La falsification la plus importante

Mais la falsification la plus importante, c’est la grille de lecture délivrée par ce “*roman national*” : la France est la lumière du monde ; les causes qu’elle sert sont toujours nobles ; l’étranger est invariablement désigné comme ennemi potentiel ou sauvage à civiliser ; la République bourgeoise est le meilleur des régimes et le seul qui puisse garantir le progrès dans tous les domaines, un progrès qui doit permettre de résorber les contradictions sociales, ce qui enlève par avance toute légitimité à la lutte des classes, au mouvement ouvrier, *a fortiori* à une nouvelle révolution.

Quand on ouvre les manuels du secondaire de cette époque, on change de mon-

de, pas seulement à cause de l’âge des élèves ni parce que cet enseignement ne s’adresserait qu’aux enfants de la bourgeoisie — on observe le même changement dans les manuels destinés aux écoles primaires supérieures et aux cours complémentaires —, mais parce que, à l’époque, les finalités sont différentes : à l’école communale — je ferai encore parler Lavissee —, on “*échauffe les jeunes âmes*” ; dans le secondaire, on délivre la culture due aux futures élites. Ce qui ne veut pas dire que toute falsification disparaîsse ni que l’histoire devienne plus objective. On retrouve dans les manuels les mêmes ingrédients idéologiques que dans le primaire, des “*souffrances des pèlerins*” (Malet-Isaac, 1939) aux bienfaits de la colonisation. Les falsifications les plus voyantes concernent l’URSS, mais, contre toute attente, elles sont plutôt complaisantes. On apprend par exemple dans le Malet-Isaac de terminales de 1953, l’année de la mort du “*petit père des peuples*”, que “*Staline surmonte les difficultés dans le domaine industriel grâce à l’enthousiasme quasi mystique des ouvriers russes*” et encore dans le Bouillon/Sorlin/Rudel de 1965, près de dix ans après le rapport Krouchtchev, que “*c’est à tort que les observateurs étrangers ont parlé d’enthousiasme organisé, c’était refuser de voir la solidité du lien qui reliait Staline au peuple russe*”. Quant aux purges, elles “*demeurent un acte superficiel et inutile qui impressionne l’opinion occidentale plus que l’opinion russe*”. Mais ces affirmations pour le moins hasardeuses sont référées à des savoirs extrêmement denses et bien structurés. On est passé de l’imagerie et du conte pour enfants à l’histoire, si orientée soit-elle, cette histoire étudiée par le menu que les obscurantistes de tout poil vont dénoncer à partir des années 1960 au nom d’une prétendue “*lutte contre l’encyclopédisme*”.

II. L’âge de “l’éveil”

Avec cette dénonciation de “*l’encyclopédisme*” commence le deuxième âge des falsifications. Il affecte essentiellement le primaire, mais prépare, de ce fait, les remises en cause qui vont frap-

per le second degré à partir des années 1980. A partir de 1969, la “*pédagogie de l'éveil*”, dans laquelle se dissolvent les enseignements disciplinaires, marque une rupture totale avec l'histoire “*républicaine*”. En premier lieu parce que, sous couvert d'éveil de l'enfant, la transmission des connaissances, particulièrement des connaissances factuelles, devient, dans le meilleur des cas, secondaire. L'histoire politico-militaire, les dates, les événements et les grands personnages sombrent ainsi corps et biens, et avec eux les falsifications les plus voyantes : *exit* Vercingétorix, Clovis, Bayard, et même Lyautey et Gallieni...

Une grille de lecture extrêmement conservatrice

Cette rupture avec le “*roman national*” pouvait déboucher sur le pire comme sur le meilleur, mais c'est le pire qui est arrivé. D'abord, parce que la “*pédagogie de l'éveil*” ne s'intéressait pas plus que l'histoire dite “*républicaine*” au mouvement ouvrier ni à la traite négrière, ni à l'esclavage... plus généralement à ce que Jean Vermeil a appelé “*les voix du silence*”, c'est-à-dire celles des victimes, celles des exploités qui, en leur temps, n'intéressaient pas les chroniqueurs ni les mémorialistes et que l'histoire officielle avait oubliés ou délibérément occultés. Et surtout, ce qui restait de l'étude du passé, c'est-à-dire la “*vie des gens*”, l'évolution de l'habitat, des transports et de la nourriture, éventuellement des sciences et des techniques, délivrait une grille de lecture extrêmement conservatrice d'une histoire sans guerres, sans révolutions, sans événements politiques ni personnages majeurs où tout se perd dans un “*autrefois*” indifférencié qui n'a rien à voir, contrairement à ce qu'on a parfois prétendu, avec la longue durée braudélienne, d'une “*histoire en miettes*” ramenée aux dimensions des périodes récentes, du milieu local et des intérêts momentanés et superficiels des enfants, d'une fausse histoire profondément déterministe d'où tout volontarisme politique était exclu. Cette *non-histoire* — car je conteste qu'on

puisse encore parler d'histoire — était en elle-même une vaste *falsification* reposant sur l'occultation de pans entiers de l'histoire et en définitive — ce qui est le plus grave — de tout facteur explicatif.

Derrière l'extrême discontinuité des savoirs se dessinait, en réalité, une forte cohérence idéologique, dont on peut retenir trois aspects essentiels. En premier lieu, l'histoire politique “*républicaine*” semblait — ce qui n'était évidemment pas le fruit du hasard — au moment où s'annonçait la déterritorialisation de l'Etat au bénéfice des régions et de la *Communauté européenne*. Ensuite, une conception patrimoniale de l'histoire locale accompagnait une quête identitaire encore confuse appelée à devenir, pour reprendre la formule d'un homme politique, “*un liant*” visant à faire accepter les conséquences sociales de la mondialisation. Enfin, la disparition pure et simple de l'histoire politique, étudiée chronologiquement, de manière événementielle, voire celle de l'histoire elle-même, visait aussi à faire oublier au peuple français son passé révolutionnaire.

III. Une réécriture réactionnaire de l'histoire

Le troisième âge de la falsification, qui commence dans les années 1990, touche, de manière parfois différenciée, tous les niveaux d'enseignement. D'une manière générale, les falsifications quasi patrimoniales n'ont pas survécu à la “*pédagogie de l'éveil*”. Dans le premier degré, on confronte les versions de César et de Plutarque, et on les met en relation avec les tableaux, notamment celui de Lionel Royer, qui ont été les matrices de l'imagerie scolaire. Y compris sous le ministère Bayrou, les croisades sont présentées comme “*des expéditions militaires menées par les chrétiens contre les musulmans de Palestine*” (Hachette 1995), le manuel Istra précisant même que “*des pèlerins prétendent que les musulmans les empêchent de prier sur le*

tombeau du christ". Quant au vase de Soissons, aux cages de fer et à Marignan, ils ont sombré dans l'oubli.

Par ailleurs, les questions traditionnellement occultées sont maintenant traitées : la traite négrière, l'esclavage, l'exploitation coloniale (même si l'on reste plus discret sur les massacres qui ont accompagné la conquête), tout simplement parce que leur occultation est devenue impossible. Le mouvement ouvrier connaît, quant à lui, des fortunes différentes dans le premier et dans le second degré. Dans le premier degré, les syndicats, les grèves sont mentionnés, des dossiers sont consacrés à Flora Tristan, à Louise Michel, à Jaurès et même à Marx. La Commune n'est plus une "*révolte criminelle*", mais la tentative "*d'instaurer une république populaire*".

Cette évolution s'explique à mon sens par le fait qu'aux yeux des concepteurs des programmes et des auteurs des manuels, la lutte des classes et le "*vieux mouvement ouvrier*", comme diraient d'aucuns, appartiennent au passé. L'idée directrice est la même dans le second degré, où le mouvement ouvrier est, à l'inverse, traité de manière de plus en plus sommaire. Pour ne donner qu'un exemple de la contraction du volume qui lui est attribué, Hatier, qui lui consacrait dix pages en 1988, le ramène à deux pages en 2007, tandis que le fait religieux en Europe et en Amérique du Nord s'étale sur douze pages. Quant au contenu, le socialisme et le syndicalisme sont abordés dans le cadre des mouvements d'idées qui analysent le "*phénomène industriel*", ils sont présentés comme porteurs d'utopies qui ont échoué, leur rôle dans la conquête d'améliorations sociales est, le plus souvent, gommé.

Une exception notable

Si l'on prend en considération des évolutions qui, dans l'enseignement primaire, ont pu sembler, jusqu'en 2002, positives, ressort une exception notable : l'antisémitisme des Capétiens reste tabou et Louis IX, ce "*modèle de roi*", expression de Joinville reprise par le Bordas Cycle 3 de 1997, "*dont l'Eglise a*

fait un saint", pour reprendre les termes du Hachette 2005, demeure intouchable. Fait significatif : le revirement d'Hachette. En 1995, croyant venu le temps de lever un coin du tabou, les auteurs du manuel destiné au cours moyen avaient évoqué — en termes prudents — le bûcher de Montségur et la persécution des juifs. Il faut croire qu'au moment où le fait religieux frappait aux portes de l'école, l'éditeur a été effrayé par sa propre audace : dans l'édition de 2005, les élèves retrouvent la figure édifiante du bon "*saint Louis*" : "*Le roi est très religieux, l'Eglise en fait un saint. Il est cultivé, bon et généreux, mais aussi brutal avec ses ennemis* (dont on ne saura rien de plus !). *Son sens de la justice est réputé dans toute l'Europe et au-delà.*" L'histoire scolaire ne parvient manifestement pas à s'émanciper de l'hagiographie, de la légende dorée du "*saint roi*", et cela au mépris des connaissances apportées sur le sujet par les historiens, à commencer par Jacques Le Goff.

Une réinvention du passé

Ce caractère intouchable de Louis IX me semble devoir être mis en relation avec la falsification essentielle, c'est-à-dire une réécriture de l'histoire à partir de données purement idéologiques, dont le ressort diffère sensiblement de celui de l'histoire "*républicaine*" façon Lavisse. Celle-ci était, en fait, une "*histoire-mémoire*" qui s'appuyait sur un héritage, sur une mémoire collective progressivement stratifiée. Pour dire les choses très schématiquement : les historiens du XIX^e ont forgé la vulgate à partir des écrits des historiographes de l'Antiquité, des chroniqueurs du Moyen Age, des mémorialistes et des érudits des siècles suivants, en en retenant les versions qui servaient le mieux leur idéologie. Si, aujourd'hui comme hier, l'histoire enseignée présente le régime en place comme un aboutissement de l'histoire, comme un "*horizon indépassable*", si l'idéologie vise toujours à susciter l'adhésion à l'ordre établi, la démarche est cependant très différente. L'histoire que nous racontent les manuels depuis une

quinzaine d'années est une réinvention du passé en rupture revendiquée avec l'héritage de la Révolution française, avec l'Etat-nation, avec la laïcité, voire avec l'héritage des "*Lumières*".

Quelle que soit la qualité des manuels, qui restent, malgré tout, pour qui veut bien les utiliser de manière critique, d'excellents outils, il faut noter deux choses. En premier lieu, le temps où les événements politiques, les processus sociaux et économiques étaient détaillés par le menu est révolu. Aujourd'hui, on synthétise, et c'est le dossier documentaire qui permet l'approfondissement. D'où l'impression qui se dégage des nouveaux manuels : un texte indigent et une surabondance de textes et de photos. Les dossiers deviennent la source principale du savoir, avec toutes les simplifications abusives et les manipulations que cela autorise. Le manuel n'est pas censé mentir, puisqu'il cite des auteurs et présente une documentation que l'élève est censé aborder de manière critique. J'en donnerai deux exemples.

Où est le débat ?

D'abord, celui de Mai 68, traité par un Hatier (Tles L.E.S.S), qui l'intègre à un dossier axé sur la "*culture jeune*". Pour ce qui est des "*événements*" eux-mêmes, les élèves disposent d'une chronologie où la grève générale se limite à la journée du 13 mai, d'un texte de Cohn-Bendit sur la contestation des lycéens, d'une photo des émeutes au Quartier latin et d'une affiche des "*groupes autonomes libertaires*" assimilant l'usine à un camp de concentration. Où est la grève générale ? Où sont ses causes et ses enjeux ?

Deuxième exemple : l'*Union européenne*. Un manuel Magnard (terminales STG 2007) titre : "*Pour ou contre l'Union européenne ?*" Le dossier sur la base duquel l'élève est censé se faire une opinion comporte deux photos, sans réel intérêt, montrant des affiches pour le oui et pour le non en 2005, un texte de De Gaulle pour "*une Europe équilibrée et raisonnable*" et un extrait d'une allocution de Mitterrand, expliquant que la voie ouverte par le traité de Rome sera dure, mais

qu'elle est celle que nous devons prendre. Où est le débat ? Où sont les arguments des partisans du non ?

Contrairement à une croyance naïve, le travail sur dossier documentaire n'ouvre donc pas nécessairement la voie à l'esprit critique. C'est le professeur ou l'auteur de manuel qui propose les documents, il le fait en fonction de ce qu'il veut faire passer et il est lui-même tributaire des auteurs censés avoir renouvelé la question.

Ce qui amène une deuxième observation : les manuels sont les outils de la mise en œuvre des programmes et, surtout, ils s'inscrivent dans un cadre de pensée dominant. Ce cadre de pensée est véhiculé par les médias et par le monde de l'édition au point que l'on peut parfois se demander — je pense en particulier à la manière dont la Révolution française a été traitée à l'occasion de son bicentenaire — si l'histoire n'a pas cédé la place à un "*contrôle du passé*" façon Orwell. Entendons par là une pensée unique qui présente comme définitives et indiscutables des thèses qui peuvent être intéressantes, mais qui ne représentent, en réalité, qu'un moment et une vision partielle pour ne pas dire partielle, en tout cas toujours critiquable, de la réalité historique.

Or, depuis une vingtaine d'années, force est de constater que, sur un certain nombre de questions, les manuels se font l'écho d'une réécriture de l'histoire qui s'ordonne autour de trois grands axes : la substitution de l'enseignement du "*fait religieux*" à celui du rôle des religions et des Eglises dans l'histoire, ce qui, on va le voir, n'est pas du tout la même chose ; l'ardente obligation de construire et de renforcer l'*Union européenne* ; une instrumentalisation du concept de totalitarisme visant à assimiler l'URSS à l'Allemagne nazie.

La mise en conformité de l'histoire scolaire avec les dogmes religieux

C'est une vieille revendication de l'Eglise catholique. Sans remonter à la querelle des manuels des années 1910, arrêtons-nous sur un événement passé

quasi inaperçu à l'époque : le symposium de Louvain. Ce symposium s'est tenu, en 1972, à l'université catholique de Louvain, sur convocation de la *Sacra Congregatio pro Institutione Catholica* sise au Vatican, sous les auspices du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, avec la participation, pour ce qui est de la France, du directeur de l'École nationale des chartes et d'un inspecteur général chargé du groupe de travail francophone. Près de 1 000 manuels d'histoire utilisés en Europe occidentale ont été passés au crible. En introduction, le cardinal Garone avait donné le ton : *"La tâche du professeur d'histoire conscient de ses responsabilités est de reconnaître l'importance du phénomène religieux dans l'histoire de l'humanité..."*

Il mettait ensuite les points sur les "i" : *"Il est probablement impossible d'écrire l'histoire sans un certain nombre de convictions religieuses."* De l'enseigner aussi, il est permis de le supposer. La conclusion du symposium n'était pas moins claire : *"Nous souhaitons de tout cœur pouvoir, par nos communs efforts, contribuer non seulement à améliorer la qualité des manuels d'histoire, mais aussi à modeler dans le bon sens la personnalité des jeunes, qui sont en définitive les agents de ce monde meilleur dont nous espérons être les témoins à l'heure choisie par Dieu."*

Inutile de chercher ailleurs les sources de l'enseignement d'un "fait religieux" de plus en plus envahissant : des dossiers de 6 à 8 pages pour l'Église médiévale dans le primaire, de 15 à 20 pages, parfois plus, dans le premier cycle, et 10 % de l'horaire annuel de 6^e pour chaque religion monothéiste, alors que les 3 000 ans d'histoire de l'Égypte se réduisent à la naissance de l'écriture et à un site, les pyramides ou Abou-Simbel, au choix ! Les contenus sont évidemment à la mesure des objectifs. Les manuels de l'enseignement primaire évoquent la trêve de Dieu, le rôle éducatif et social de l'Église, ils consacrent volontiers deux pages au pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle et autant à la vie au monastère, mais vous n'y trouverez rien sur l'inquisition ni sur les

figures diaboliques vouées au bûcher : l'hérétique, le juif et le sorcier.

C'est en 6^e que le changement est le plus sensible. Les religions monothéistes y sont totalement déconnectées de l'étude de l'histoire, au point que le ministère avait envisagé dans un premier temps de faire étudier également l'islam en 6^e alors qu'il est abordé, d'un point de vue historique, en 5^e. Il a renoncé devant la protestation des enseignants, mais le judaïsme et le christianisme antiques sont traités du strict point de vue religieux.

Le récit biblique est présenté comme la vérité historique

Pour autant, le récit *biblique* est présenté, hors contexte et moyennant quelques prudences, comme la vérité historique. Exemple : sous ce titre-question du Nathan 2009 : *quelle est l'histoire des Hébreux ?*, plusieurs pages d'extraits de l'Ancien Testament, illustrées par des fresques ou des bas-reliefs. Les auteurs concèdent prudemment — ou habilement — que *"l'existence d'Abraham, de Moïse et de David n'est pas vérifiée par l'histoire"*, que *"certains récits sont légendaires"*, mais le texte d'accompagnement est au présent de narration et, surtout, les mythes — on retrouve la même méthode dans tous les manuels —, la création du monde, l'alliance de Yahvé et d'Abraham, le sacrifice d'Isaac, l'arche de Noé, Moïse écartant la mer Rouge, puis recevant les tables de la loi, l'extermination par les troupes de Nabuchodonosor, puis l'exil à Babylone, le combat de David et de Goliath, le jugement de Salomon... se mêlent constamment à des faits historiques comme les conquêtes assyriennes ou le pillage du temple de Jérusalem par les troupes de Titus, qui semblent les valider.

Le paradoxe est que cette approche plus religieuse qu'historique est imposée en France alors que, depuis 40 ans (les remises en cause commencent paradoxalement après la *guerre des Six Jours*), surtout depuis un quart de siècle, un certain nombre d'archéologues et d'historiens, au premier chef des Israéliens,

montrent de manière convaincante que la Bible n'est qu'une réécriture politique tardive du passé des juifs que l'archéologie contredit totalement. Dans un ouvrage intitulé *La Bible dévoilée*, Israël Finkelstein et Neil Silberman font un état de ces recherches qui établissent que la sortie d'Égypte et la conquête de Canaan sont des mythes et que Jéricho n'a jamais eu de murailles, que les Hébreux sont issus, non d'une population immigrée ou conquérante, mais tout simplement de la population autochtone, que le vaste et puissant royaume de David et de Salomon n'est qu'un "âge d'or" ou, pour reprendre l'expression de Philip Davies, de l'université de Sheffield, un "montage idéologique", forgé au VII^e siècle pour légitimer la dynastie dite davidique, alors incarnée par Josias, et affirmer l'identité du petit royaume de Juda face aux puissants voisins égyptiens et assyriens.

Evidemment, il y a des nuances. Schlomo Sand, professeur à l'université de Tel-Aviv, insiste, dans un ouvrage récent — et tout à fait remarquable — sur l'influence hellénistique plus que sur les nécessités politiques. Mais la convergence est nette : les récits bibliques sont des mythes, politiquement instrumentalisés, comme tout mythe, à différents moments de l'histoire. Schlomo Sand établit en outre le caractère également mythique de la *diaspora* et de l'exil. Ni les Babyloniens au VI^e siècle ni les Romains après les révoltes de 70 et de 135 n'ont déporté massivement les populations juives. Tout au plus ont-ils déporté les élites. En revanche, beaucoup de juifs se sont convertis au christianisme, puis à l'islam. Je rappelle que le jeune Ben Gourion lui-même considérait les paysans arabes de Palestine comme des descendants des juifs de l'Antiquité. Schlomo Sand met également en pièces le mythe d'un "peuple juif" descendant quasi génétiquement d'Abraham. Ce "peuple juif" est, pour reprendre le titre de son dernier livre, "une invention" (*Comment le peuple juif fut inventé*), les juifs ayant largement pratiqué la conversion. Celle-ci fut parfois forcée, comme celle des Iduméens et des Ituréens. Il évalue à 4 millions, au premier siècle, le nombre de

juifs de toutes origines vivant dans l'Empire romain, en dehors de la Palestine. Ce qui met en lumière une réalité historique longtemps occultée : l'existence de royaumes et même d'un empire juifs en différentes régions du monde antique (Adiabene au Kurdistan, Hymiar en Arabie, celui de la Kahina en Afrique du Nord et, bien sûr, le grand empire des Khazars). Les juifs originaires d'Europe de l'Est descendraient ainsi non de populations originaires des rives du Jourdain, mais de ces cavaliers des steppes d'origine turco-mongole, ce qui bouleverse quelque peu la tradition.

Les programmes imposent cette fiction

Tout cela met évidemment en cause la mémoire officielle et nécessairement sélective établie, à partir du XIX^e siècle, par les historiens nationalistes, puis par les théoriciens du sionisme. Mais alors que les universitaires israéliens eux-mêmes établissent, contre l'idéologie sioniste, que jusqu'aux années 1960, la recherche archéologique a été orientée, que les sources ont été honteusement sollicitées pour les faire coller au récit biblique, les programmes imposent maintenant, en France, cette fiction comme une culture religieuse mal différenciée de l'étude historique.

On retrouve le même type de démarche concernant Jésus et les origines du christianisme, agrémenté d'une falsification que dénonçait déjà Voltaire. Le manuel Bordas nous apprend par exemple que la vie de Jésus "nous est connue grâce aux récits des historiens juifs et romains et grâce aux évangiles", qui se voient ainsi promus sources historiques non sur les croyances des chrétiens, mais sur la vie de Jésus, devenu, en application des recommandations du symposium de Louvain, un personnage dont l'historicité ne peut être mise en doute.

Quant à la convocation des historiens juifs et romains, elle laisse littéralement pantois.

Je rappelle que les sources profanes qui citent le christ ou un nom approchant

sont au nombre de trois. D'abord Suétone, archiviste impérial, qui écrit après 122 (date de sa disgrâce) et qui note dans la biographie de Claude que l'empereur aurait chassé les juifs de Rome parce qu'ils se soulevaient continuellement, "*à l'instigation d'un certain Chrestos*".

Les historiens situent en 41-42 ou en 49 cette expulsion, par ailleurs démentie par Dion Cassius. A part la similitude du nom, on voit mal en quoi ce passage, trop souvent évoqué, établirait l'historicité de Jésus, supposé être mort vers 30. Ces incertitudes expliquent sans doute qu'aucun manuel n'ose citer Suétone.

Certains convoquent, en revanche, Tacite (Belin 2009) et le passage des *Annales* consacré à la persécution, sous Néron, des disciples d'un certain Christ crucifié sous Tibère.

Il faut ici être extrêmement attentif aux conditions de transmission du texte, dont tous les exemplaires antiques ont été perdus. Nous sommes donc tributaires de copies réalisées dans les *scriptoria* des monastères. Nous savons que les interpolations, c'est-à-dire les ajouts de scribes un peu trop zélés, étaient chose courante. Il a fallu, à partir du XV^e siècle, le travail patient de générations de philologues pour les débusquer.

Parfois, le doute reste permis. Les *Annales* de Tacite sont connues par un manuscrit unique, copié au XI^e siècle, découvert en 1429 et acquis par les Médecins en 1444.

A supposer que le passage qui mentionne les chrétiens, passage tenu évidemment pour décisif par les historiens chrétiens, ne soit pas une interpolation, ce que l'on disait des chrétiens dans les années 60 et l'écho que peut s'en faire un historiographe du II^e siècle ne prouve rien quant à l'historicité du christ, chaque génération ayant repris la tradition orale en la déformant et l'enrichissant en fonction du message à délivrer.

A l'heure où des rumeurs accusent — à tort — Néron d'avoir incendié Rome, en effet, les évangiles restent eux-mêmes à écrire (entre 65 pour celui de Marc et 95 pour celui de Jean).

Le point de vue de l'Eglise est imposé au collège et en seconde

Tacite n'étant pas convaincant, tous les manuels 2009, sans exception, citent un passage des *Antiquités juives* où Flavius Josèphe, historien juif devenu citoyen romain, fait état de la venue d'un "*homme sage nommé Jésus, dont la conduite était bonne et les vertus renommées*", "*qui accomplissait des miracles*", "*qui aurait ressuscité après avoir été crucifié*" et surtout qui "*était le christ*", c'est-à-dire le messie. Or il s'agit ici d'une falsification au plein sens du terme ! Dès le XVI^e siècle, le fait qu'un juif fier de sa culture et attaché au pharisaïsme ait pu reconnaître en Jésus le christ, qui plus est croire à ses miracles, a interpellé les érudits. Voltaire a, par la suite, dénoncé la falsification. Depuis le XIX^e siècle, mis à part les catholiques les plus attachés à la tradition, tous les historiens admettent que ce passage est une interpolation grossière, à tout le moins que les phrases concernant précisément Jésus reconnu comme le christ sont apocryphes. Or, contre trois siècles de recherche érudite, c'est le point de vue de l'Eglise qui est imposé au collège et en seconde (où l'on retrouve le même extrait).

Le manuel de seconde de la collection J. Marseille publiée chez Nathan clôt d'ailleurs le débat avant même la lecture du dossier : "*La question de savoir si Jésus a vraiment existé ne se pose plus*", puisque « *quelques textes rares, mais écrits par des non-chrétiens, nous signalent l'existence d'un "homme sage nommé Jésus dont la conduite était bonne et les vertus renommées"* », c'est-à-dire précisément le passage de Flavius Josèphe dont tout le monde, y compris les historiens chrétiens, admet aujourd'hui le caractère apocryphe.

Le problème n'est évidemment pas ici l'historicité de Jésus, qui est tout à fait plausible. Parmi les rationalistes, il y aura toujours deux écoles : l'une qui dérive de Renan, qui le considère comme un prophète particulièrement inspiré, ou, pour reprendre un commentaire récent

de Maurice Sartre, comme “*un juif comme les autres*” ; l’autre, à laquelle se rattachait notamment Prospère Alfaric, qui soutient, sur la base d’une exégèse des textes et en établissant des comparaisons avec d’autres mythes comme ceux d’Osiris ou de Mithra, que le personnage n’a jamais existé que dans l’imagination de ses disciples. Le problème est ailleurs, dans le fait qu’un personnage dont l’existence est ni plus ni moins avérée que celle de Thésée ou de Romulus soit présenté à des élèves de 6^e comme attesté par les sources, qui plus est en s’apuyant sur un faux.

Cette volonté de mise en conformité de l’histoire scolaire avec la tradition catholique explique aussi pourquoi des auteurs de manuels s’évertuent à “*adapter*” ou à “*reconstituer*” un édit de Milan qui n’a jamais existé. La tolérance religieuse, rappelons-le, n’a pas été instaurée par Constantin en 313, mais par Galère, empereur païen, deux ans plus tôt. Lorsque Constantin et son collègue Licinius décident, à Milan, de continuer la politique de Galère, ils ne signent aucun édit. En revanche, Licinius, auguste — nous sommes sous la *tétrarchie*, l’Empire est administré par deux *augustes* assistés de deux *césars* — chargé de l’Orient, envoie des *rescrits* (documents administratifs) aux gouverneurs concernés pour que les biens indûment confisqués aux chrétiens leur soient restitués. Deux exemplaires, adressés l’un au gouverneur de Bythinie, l’autre au gouverneur de Palestine, ont été conservés par deux auteurs chrétiens, Eusèbe de Césarée et Lactance. Ce sont ces textes que l’on désigne improprement sous le nom d’édit de Milan, Constantin étant supposé, d’après la tradition, s’être rallié au christianisme après la bataille du Pont Milvius (312).

Querelle byzantine ? Pas du tout. Si l’on dit — ce qui est conforme à la vérité historique — que Galère, constatant l’inefficacité des persécutions, accorde la tolérance aux chrétiens en leur demandant simplement de prier pour l’Empire, puis que Constantin et son collègue Licinius poursuivent la même politique, qui plus est que si Constantin opte pour le christianisme, Licinius reste attaché au paga-

nisme, toute la construction idéologique qui fait de Constantin, héros de l’Eglise, le père de la tolérance religieuse — ce qui laisse croire que cette tolérance a été guidée par l’adhésion à la “*vraie foi*” — s’écroule, sans parler, évidemment, de l’intervention divine lors de la bataille du Pont Milvius ! Voilà ce qui est en cause.

Deuxième grand axe : l’Union européenne

Je parlerai ici d’instrumentalisation plus que de falsification, mais la frontière reste extrêmement ténue. Le processus de “*construction européenne*” paraît toujours irréversible, incontournable, et l’*Union européenne* est systématiquement présentée sous un jour positif. Il n’est question, en effet, que de son “*influence dans le monde*”, de son “*rayonnement*”, de sa “*réussite économique*” (même si l’on regrette son échec politique), des succès technologiques dont elle peut “*s’enorgueillir*” (les manuels présentent à peu près tous des dossiers sur Airbus, Ariane Espace ou Galileo, futur système de navigation par satellite...). C’est “*un espace attractif*” où l’on peut “*voyager sans frontières*”, une “*aire de prospérité*”. Les titres mêmes sonnent parfois comme des mots d’ordre : “*Construire l’Union européenne*”, “*Unifier et renforcer l’UE*”.

Les problèmes évoqués, comme les inégalités entre les régions, parfois — en moins d’une ligne, entre la vache folle et les problèmes environnementaux —, le chômage, apparaissent toujours comme des crises de croissance d’un organisme sain. Il n’est jamais question du pacte de stabilité ni des contraintes budgétaires qu’il impose, ni de la liquidation des services publics, sous couvert de lutte contre les monopoles, ni de l’interdiction faite à un Etat, au nom de la “*concurrence libre et non faussée*”, d’aider une entreprise ou un secteur économique.

Quant à la présentation des institutions, *formellement*, rien n’y est faux, mais le sens précis de mots comme *exécution* ou *codécision* n’est jamais indi-

qué. On peut lire, par exemple, (Hachette terminale 2007) que la commission *propose* des règlements et des directives, *exécute* des décisions et que le Parlement donne *des avis*, vote le budget, *codécide* avec le Conseil des ministres. L'élève peut ainsi croire que la Commission est un exécutif et que le Parlement exerce, fût-ce pour les questions budgétaires, un réel pouvoir législatif et un pouvoir de contrôle. En réalité, chacun le sait, le Parlement n'a aucune initiative des lois, les amendements qu'il peut voter doivent s'inscrire dans le cadre des traités, encore faut-il pour qu'ils s'appliquent que le Conseil des ministres et la Commission soient d'accord.

Concernant les symboles, une falsification pitoyable devient parfois nécessaire pour cacher l'inavouable. Les manuels Hachette 2007 de 3^e et de terminale commentent ainsi le drapeau de l'Union européenne : "*Les 12 étoiles du cercle ne représentent pas les pays, mais symbolisent l'union et l'harmonie entre les Européens... Le nombre 12 évoque la perfection...*", 12 mois dans l'année, 12 heures dans une demi-journée... Il n'y manque que les douze apôtres ! Chacun sait qu'il s'agit de la couronne mariale qui orne la tête de la vierge Marie lors de ses apparitions. Le caractère vatican d'une "*construction européenne*" dont la démocratie-chrétienne a été le pivot et dont certains voudraient faire graver dans le marbre "*l'identité chrétienne*" se trouve ainsi honteusement gommé.

Troisième axe : l'instrumentalisation du concept de totalitarisme pour identifier l'URSS à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste

Le concept de totalitarisme reste pertinent pour désigner un type de régime ou une pratique du pouvoir. Il a été forgé et repris, dans l'entre-deux-guerres, par des hommes politiques : Mussolini exaltait la "*volonté totalitaire*" de l'Etat, des opposants comme le chrétien "*populaire*" Amendola ou le socialiste Matteo-

ti ont repris le même vocabulaire, mais pour dénoncer le régime, Trotsky a utilisé le terme pour caractériser le régime stalinien. Un journaliste catholique comme Emmerich et un nazi repent, Rauchning, l'ont instrumentalisé une première fois pour assimiler les régimes hitlérien et stalinien. Tombé dans l'oubli, pour des raisons évidentes, à l'époque de la "*grande alliance*" contre l'Allemagne, il a été remis au goût du jour pendant la guerre froide par des politologues (Carlton Hayes, Thomas Woody), par un diplomate comme Zbigniew Brzezinski et surtout par des philosophes, dont les plus célèbres sont Hannah Arendt et Raymond Aron.

Ces deux auteurs établissent des correspondances, des similitudes principalement entre l'Allemagne et l'URSS : dissolution des partis et, pour Arendt, des classes, dans une masse sans conscience politique subjuguée par un chef charismatique et infailible, rôle de l'idéologie, encadrement de la population, terreur, logique de camp, mouvement permanent notamment. A cette liste, Arendt ajoute des similitudes imaginaires, pour ne pas dire extravagantes, que nous allons retrouver dans certains manuels, en particulier l'assimilation de la révolution mondiale à l'expansionnisme nazi. Staline n'aurait éliminé Trotsky et ne se serait réclamé du "*socialisme dans un seul pays*" que pour mieux dissimuler son ambition d'étendre le communisme au monde entier !

Cela étant, et j'insiste beaucoup sur ce point, quelles que soient les similitudes ou les convergences, ni Arendt ni Aron n'identifient l'URSS à l'Allemagne nazie. Pour Arendt, l'URSS n'est d'ailleurs totalitaire que de 1929 à 1941, puis de 1945 à 1953. Aron marque la différence d'une formule forte : quelles que soient les similitudes et bien qu'il éprouve, à l'égard des deux régimes, la même aversion, il tient — je le cite — pour "*essentielle*" la différence suivante : "*dans un cas, l'aboutissement est le camp de travail ; dans l'autre, la chambre à gaz*".

A ma connaissance, jusqu'à une date récente, ce concept n'a été repris par au-

cun historien en tant que tel. En 1979, Pierre Ayçoberry, qui, lui, était bien un historien, spécialiste du nazisme, y voyait, au contraire, "*une théorie de circonstance*" que les travaux des historiens ouest-allemands reléguaient "*au musée*". Comment cette "*théorie de circonstance*" a-t-elle pu devenir, 20 ans plus tard, du cours moyen aux classes de première, un élément central de l'histoire du XX^e siècle ? Il convient ici de faire un détour par l'Allemagne et par ce qu'il est convenu d'appeler la "*querelle des historiens*".

Ernst Nolte

En 1986, Ernst Nolte, qui, faut-il le rappeler, n'est pas un historien, mais un philosophe qui a commencé, en 1945, sa thèse avec Heidegger, lequel n'était pas, nous dit Blandine Kriegel, "*un nazi de rencontre*", mais un "*adhérent déclaré*" du parti d'Hitler, Nolte donc, publie dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, sous un titre appelé à être repris en France au sujet du régime de Vichy, "*Un passé qui ne veut pas passer*", le texte d'une conférence qu'il n'a pas pu prononcer, parce que le texte a heurté les organisateurs dont la sensibilité se situait plutôt à gauche. On peut, en quelques grands points, résumer très sommairement ses idées.

En premier lieu, une prétendue antériorité du Goulag : si horribles soient-ils, les crimes du nazisme ne seraient qu'une réponse aux crimes bolcheviques, ce qui postule, d'une part, que le régime stalinien était l'héritier légitime de la révolution russe, d'autre part, que le nazisme est "*une copie grossière et déformante*" du bolchevisme, le "*juif y occupant la place du capitaliste*", et Auschwitz une réponse au Goulag.

De là découle un supposé "*noyau rationnel*" de l'antisémitisme nazi : l'origine juive d'un certain nombre de dirigeants communistes apportait, nous dit Nolte, un "*fondement rationnel*" à la notion de "*judéo-bolchevisme*" et aux persécutions antisémites qui allaient en découler.

Troisième idée : une interprétation "*historico-génétique*" faisant remonter à

Marx un "*postulat exterminateur*", Nolte assimilant le renversement de la bourgeoisie en tant que classe dominante à son extermination physique. Marx aurait chargé l'histoire d'exterminer elle-même la bourgeoisie ; Lénine et les bolcheviks s'en seraient chargés de manière plus expéditive. A ce "*génocide de classe*" perpétré par les bolcheviks, les nazis auraient répondu par le "*génocide de race*", ce qui renvoie au prétendu "*noyau rationnel*".

Ces thèses révisionnistes ont immédiatement déclenché en Allemagne une véritable tempête. Un sociologue comme Jürgen Habermas, des historiens, notamment Eberhard Jaëkel, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, ont accusé Nolte de "*banaliser le nazisme*" et de le disculper habilement en dissolvant la singularité de ses crimes. Cette "*querelle (ou controverse) des historiens*" a valu à Nolte un total discrédit en Allemagne.

Sous l'impulsion de François Furet

C'est en France que l'idée d'une identité entre nazisme et stalinisme allait trouver un écho, sous l'impulsion de François Furet, qui définissait, dès 1979, nous l'avons vu, la Révolution française comme "*la matrice de tous les totalitarismes*", et de Stéphane Courtois, éditeur maoïste, qui, sa veste retournée, a sollicité l'histoire pour acclimater les thèses de Nolte. Cette acclimatation allait aboutir à la publication du *Livre noir du communisme*, qui attribue à ce dernier tous les crimes commis par des régimes qui s'en réclamaient, même de très loin, plus celles des famines et des guerres civiles, comme si les autres protagonistes, notamment les blancs, en Russie, ou le Guomindang, en Chine, n'y étaient pour rien.

C'est ainsi que, de succès éditoriaux en batailles médiatiques, s'est installée la double idée d'une identité entre les différents régimes totalitaires et du caractère intrinsèquement criminel de toute révolution. Il convient de bien prendre la mesure de ce qui n'a rien à voir avec un ai-

mable débat historiographique. Il s'agit d'une vaste réécriture de l'histoire qui n'est pas propre à la France et qui, dans ses formes extrêmes, conduit dans certains pays de l'ex-*"bloc de l'Est"* à occulter le génocide nazi au nom des crimes du *"communisme"*, voire, en Lettonie, à traduire les résistants antinazis devant des tribunaux pour *"crime de guerre"* — l'un d'entre eux a fait deux ans de prison — et à présenter les troupes hitlériennes comme libératrices. Si vous allez à Vilnius, vous pourrez y visiter, dans les anciens locaux du KGB, un *"musée du génocide"* où il n'est question ni des juifs ni des nazis, le seul génocide qui ait été commis pendant la Seconde Guerre mondiale étant la répression, sanglante, il est vrai, exercée par les Soviétiques contre les Lituaniens. Les nationalistes ukrainiens tiennent également à faire reconnaître comme génocide le *"holodomor"*, c'est-à-dire la famine de 1932-1933. Plus près de nous, pour mieux établir le caractère *"totalitaire"* de la Révolution française, Pierre Chaunu et Reynald Sécher ont inventé un *"génocide franco-français en Vendée"*.

Or, malheureusement, dans l'euphorie libérale des années 1990 et des premières années du nouveau siècle, la gangrène n'allait pas tarder à gagner les programmes scolaires eux-mêmes, au point de susciter un certain embarras. Dans un texte d'accompagnement des programmes de 2003 (premières générales), on pouvait lire ce passage étonnant : *"La notion de totalitarisme fait problème. Elle a été un instrument de guerre froide qui impliquait une identité entre les régimes fascistes et le communisme stalinien (ce qui, on l'a vu, mérite d'être nuancé), affirmation qui ne résiste pas à l'analyse historique. Ces régimes sont différents, voire opposés par leur niveau économique, par leur évolution sociale, leur culture politique, les forces sur lesquelles ils s'appuient, les buts qu'ils poursuivent."*

Jusqu'ici, rien à redire. Aron et Arendt eux-mêmes auraient sans doute souscrit à ces lignes. Mais on peut lire à la ligne suivante : *"Toutefois, les travaux historiques contemporains valident*

cette notion pour qualifier les dictatures d'un type nouveau apparues au lendemain de la Première Guerre mondiale."

Cette assimilation n'a rien d'innocent

Une notion qui *"ne résiste pas à l'analyse historique"* est donc, en une ligne, devenue parfaitement *"valide"* par la grâce des *"travaux historiques contemporains"*, c'est-à-dire des thèses révisionnistes de Nolte et de ses disciples. Bien entendu, le vrai problème ne réside pas dans la notion de totalitarisme, mais dans cette *"identité"* qui, suivant les textes officiels eux-mêmes, *"ne résiste pas à l'analyse"*. Cette assimilation n'a évidemment rien d'innocent : son but est d'accréditer la double idée que toute révolution est un coup de force — et, à l'inverse, tout coup de force une révolution — qui engendre nécessairement un régime pire que celui qu'elle a abattu. A quelques nuances près, du CM à la première, les manuels épousent ce *credo*.

La structure des chapitres et l'agencement des documents y sont au moins aussi importants que le texte lui-même. L'élément central de la *"démonstration"* est une démarche par analogies. On dégage des ressemblances : culte du chef, contrôle de la société par un parti unique, rôle de l'idéologie, embrigadement de la jeunesse, terreur de masse, système concentrationnaire. Certains manuels comme le Bordas éprouvent le besoin d'ajouter à cette liste une analogie imaginaire, reprise d'Hannah Arendt, entre la révolution mondiale et l'expansionnisme nazi.

Jusque-là, précisément, on s'en tient aux analyses d'Arendt, mais les dossiers constitués sur ces thèmes mettent en regard des documents qui semblent attester d'une *identité* de ces régimes : Lénine montrant la voie-Hitler levant le bras ; des photos montrant les masses embrigadées sous les trois régimes, etc. La mise en regard d'un texte d'Hitler justifiant l'esclavage des races inférieures et d'une photo du goulag suggère que le

“*génocide de race*” répond à un prétendu “*génocide de classe*”.

La crise de 1929 a été rayée des programmes

Cette identité fabriquée est renforcée par la manière dont sont traitées (de plus en plus sommairement) les origines des trois régimes. La révolution russe, l'avènement du fascisme et la naissance du nazisme, mis sur le même plan, procéderaient — concept mis à la mode par l'école de Péronne — d'une “*brutalisation de la vie politique*” consécutive à la guerre. Les processus dont résultent ces régimes sont escamotés, les acteurs sociaux s'effaçant derrière les concepts et les structures. La crise de 1929 a été rayée des programmes. J'ai cherché vainement une allusion à l'aide financière apportée à Hitler par les industriels. Le peu qui est dit de la révolution russe peut se résumer ainsi : la révolution de Février est une “*révolution libérale*” (Hattier 2007) ; le “*coup de force*” d'Octobre et la dissolution de l'Assemblée constituante marquent “*une rupture brutale avec la démocratie libérale*”. Il suffit de lire l'ouvrage récent d'Orlando Figes, que l'on peut difficilement suspecter de sympathies pour le bolchevisme, pour se faire une idée du “*libéralisme*” du gouvernement provisoire, et particulièrement de Kerenski, caricature de Bonaparte, et de la légitimité d'une Assemblée constituante incapable de maîtriser quoi que ce soit.

•
•

La clé de cette réécriture de l'histoire

Une citation d'un auteur israélien, Jacob Talmon, reproduite par le manuel

Hachette de première, donne la clé de cette réécriture de l'histoire : “*La culture des Lumières a légué deux héritages : le libéralisme et le totalitarisme, dont les précurseurs seraient Rousseau, Robespierre et Babeuf.*” Il n'y a donc, aujourd'hui comme hier, d'autre alternative qu'entre le libéralisme (entendre ici le *capitalisme*) et le totalitarisme. Toutes les issues sont bouclées. Les peuples doivent accepter les conséquences de la mondialisation, de la politique de l'*Union européenne*, une exploitation de plus en plus féroce, avec le réconfort des Eglises et autres hiérarchies religieuses. L'histoire est là pour attester du caractère criminel de toute tentative de renversement de l'ordre établi.

Quel enseignement de l'histoire peut-on opposer, aujourd'hui, à ces falsifications ? La réponse que je formulerai est celle de l'équipe qui a rédigé *L'enseignement de l'histoire de l'école élémentaire au lycée : vecteur de propagande ou support de l'esprit critique ?*

Face aux inflexions évoquées plus haut, nous ne demandons ni une histoire anticléricale, ni une histoire souverainiste, ni une histoire marxiste, moins encore, contrairement à ce qu'insinue Laurence De Cock dans une critique de notre livre, un retour au “*temps béni d'Ernest Lavisse*”.

Nous demandons simplement une histoire qui respecte et qui présente honnêtement *les faits*, sans lesquels il n'est pas de compréhension possible, une histoire visant, suivant les principes de Condorcet, à susciter non l'adhésion, mais la réflexion.

S'il est vrai, en effet, qu'il n'est pas de citoyenneté sans formation de l'esprit critique, celle-ci ne peut reposer ni sur l'ignorance ni sur le mensonge.

Rémy Janneau

Nicole Perron :
Marat
deux fois assassiné

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leur n° 44 deux courts textes de Jean-Paul Marat : l'un contre le vote censitaire, l'autre pour le droit d'association. Dans son article, Nicole Perron revient en détail sur le livre de Jean-Denis Bredin qui a inspiré le téléfilm présentant Charlotte Corday comme une héroïne, voire une sainte (il est vrai qu'il y a des saints assassins : il y a saint Cyrille, saint Louis et tant d'autres). Le livre est plus consacré à Marat même qu'à celle qui le tua. Et il constitue une longue dénonciation du rédacteur de *L'Ami du peuple*. Il est bon de rappeler en passant que Jean-Denis Bredin, membre de l'Académie française, fit partie du trio bien rémunéré (300 000 euros par personne, paraît-il) qui décida d'attribuer à Bernard Tapie 285 millions d'euros en contrepartie de tous les malheurs dont il avait été la victime, dont 40 millions au titre du préjudice "moral" (mot admirablement choisi, en l'occurrence). On comprend qu'un tel personnage ne puisse guère avoir de sympathie pour les positions politiques défendues par Marat, dont Nicole Perron s'attache ici à rétablir le véritable visage, largement déformé par l'académicien français.

Assassiné en 1793... et de nouveau en 2009

LA V^e République cultive la nostalgie de la royauté et le dénigrement parallèle de la Révolution. Soit, pour la seule année 2009, trois téléfilms à la gloire de la monarchie : *Versailles, le rêve d'un roi*, rediffusé par France 5 le 30 décembre ; *L'évasion de Louis XVI*, dont trois inspecteurs pédagogiques se sont faits les promoteurs sans même l'avoir vu, offert le 9 février par France 2 ; *Louis XV le soleil noir*, diffusé toujours par France 2 le 25 décembre et par France 5 le 30 décembre. Ce soleil noir de la mélancolie se voulait un clin d'œil à Nerval, sans doute... Hélas pour la poésie libertine, les scènes dites érotiques ne furent qu'une nouvelle illustration de la vulgarité laide qui a trop souvent les faveurs de la télévision "publique".

En contrepoint à cette monomanie monarchiste, les médias saluent complaisamment la moindre œuvrette qui prétend déshonorer la Révolution française : ainsi ce petit opuscule de Michel Onfray, *La religion du poignard* (beau titre, mais il appartient à Michelet, ce que l'auteur omet de signaler), sous-titré "*Eloge de Charlotte Corday*", 81 pages pour 15 euros, mais le papier est agréable au toucher. Selon F.-O. Giesbert (*Le Point*, 19 mars), "*un petit bijou littéraire*", qui évoque magnifiquement la meurtrière de Marat, "*une sainte... un exemple en ces temps de nihilisme triomphant*", bref un livre qui "*fait du bien*".

Dans cette même veine, on trouve le téléfilm de Henri Helman diffusé le

23 novembre par France 5, "*belle réhabilitation de celle qui tua Jean-Paul Marat*", selon le magazine TV *Le Monde*. *Télérama*, en revanche, prend ses distances : "*fiction poussive*", "*reconstitution empesée*" qui "*semble donner crédit aux thèses de l'historiographie réactionnaire*". On devine que la grâce d'Emilie Duquenne-Charlotte Corday vaut démonstration de la grandeur de ses convictions (une "*sainte laïque*", selon *Télérama*) et souligne par contraste la bestialité du peuple de Paris, "*présenté comme un ramassis de fanatiques agressifs*", tandis que Marat devient comme prévu un "*monstre paranoïaque et sanguinaire*".

Marat l'homme de sang ?

Henri Helman a écrit son scénario d'après le livre de Jean-Denis Bredin *On ne meurt qu'une fois*, sous-titré "*Charlotte Corday*", paru chez Fayard en 2006. Accordons-lui qu'il n'a pas trahi ce livre en présentant le peuple de Paris et Jean-Paul Marat l'Ami du peuple sous les traits les plus odieux : l'image qui revient le plus souvent sous la plume de J.-D. Bredin, c'est celle du sang versé.

En 1789, Marat formule un pronostic sur les risques du combat qui s'engage et dans lequel il a décidé de jeter toutes ses forces, il écrit : "*Je verserai s'il le faut jusqu'à la dernière goutte de mon sang*"

et son biographe commente : *“ Désormais, le sang versé symbolisera son combat ”* (p. 51).

Et deux pages plus loin, la métaphore prend de l'ampleur, enveloppe l'Ami du peuple ainsi que le peuple dont il veut servir la cause : *“ Marat défend et incarne ce peuple aveuglé et souffrant dont seul le sang versé apaise la soif. ”*

Naturellement, l'auteur donne pour preuve de ce qu'il avance les sombres prédications de Marat sur les trahisons qui mettent en péril la Révolution et qui appellent selon lui des châtements exceptionnels censés répandre l'effroi chez l'ennemi. Encore faudrait-il remettre dans leur contexte ces menaces verbales : **les révolutionnaires aussi bien que leurs adversaires ont usé d'une rhétorique emphatique qui s'explique par le caractère inexorable de la lutte.** Le girondin marseillais Isnard a formulé le rêve de voir disparaître Paris des rives de la Seine, le duc de Brunswick, prince prussien à la tête de l'armée d'invasion signe le 25 juillet 1792 un manifeste qui menace les Parisiens d'une *“ exécution militaire et subversion totale ”* s'ils ne se soumettent pas immédiatement et sans condition à leur roi...

En 1790-1791, Marat s'exaspère de la multiplicité des reniements et des trahisons : Mirabeau vend ses conseils à la cour ; La Fayette, qui caracole à la tête de la garde nationale et qui est adulé par les Parisiens amoureux du héros de la guerre d'indépendance américaine, offre (en vain) sa protection au couple royal ; Bailly ordonne le 25 juillet 1791 le massacre de pétitionnaires paisibles sur le Champ de Mars, ce qui fait 50 morts, tandis que le haut prix du pain motive la recherche d'un ministre bouc émissaire : ce sera Necker, n'est-il pas banquier ? Marat adjure alors ce peuple trop crédule de se montrer impitoyable à l'égard de ceux qui trahissent la Révolution ; il multiplie les scénarios épuratoires, il faut, dit-il, sacrifier 500 têtes, puis 5 000 (au lendemain des exécutions qui frappent les soldats patriotes de Nancy en août 1790, et qui firent 300 tués ou blessés [1]), puis 100 000 (*L'Ami du peuple*, 30 janvier 1791) selon un crescendo qui ne fait que refléter son pessimisme quant

au rythme de l'histoire et son impuissance à l'infléchir. Inutile de préciser qu'aucune tête n'est tombée à l'appel de Marat, pas même en septembre 1792 (nous y reviendrons), et qu'il renoncera à ces sombres adjurations dès que la République sera proclamée et le suffrage universel acquis, si bien que ce jugement final de J.-D. Bredin résonne étrangement : *“ solitaire, anarchiste, fou peut-être, les mains couvertes de sang ”* (p. 301).

L'auteur a lu de nombreux ouvrages consacrés à Marat, mais il cite plus volontiers G. Walter, Furet ou Mona Ozouf, que Michel Vovelle, auteur d'une anthologie des écrits de Marat, qu'il est indispensable de connaître pour comprendre son originalité : plus âgé que Barnave, Danton ou Robespierre, Marat aborde la Révolution armé de l'expérience anglaise. Il connaît la puissance de la presse, des clubs ; comme médecin, il a côtoyé intimement la misère engendrée par la société moderne à Newcastle, où il a vécu trois ans. Il a mesuré aussi les insuffisances du système représentatif, la corruption des députés en faisant des jouets d'un exécutif toujours menaçant. Cette expérience précieuse n'est que brièvement évoquée par J.-D. Bredin.

En revanche, il nous offre (chapitre XV, *“ D'un culte à l'autre ”*) un précieux florilège de citations venimeuses formulées par les esprits les plus divers.

“ La plus belle incarnation de la race maudite ” ?

Le poète chrétien Lamartine n'a pas craint de louer *“ l'ange de l'assassinat ”*, cette *“ sublime libératrice de son pays, cette généreuse meurtrière de la tyrannie ”* (2), et de dessiner ce portrait hideux repoussant de sa victime : *“ le front fuyant, les yeux effrontés... la bouche immense et ricaneuse, la poitrine velue, les membres grêles, la peau livide, tel était Marat ”*.

(1) *Marat*, textes choisis présentés par Michel Vovelle, p. 183. Marat écrit alors ce pamphlet, *“ L'affreux réveil ”*.

(2) Cité p. 257.

Au nom de la défense de la civilisation chrétienne, on a vu fleurir une incroyable litanie de malédictions à l'encontre de Marat, d'abord dans la droite antisémite de la fin du XIXe siècle, puis au sein de la littérature collaborationniste des années quarante. Drumont, en 1886, l'avait inscrit au tableau de déshonneur de ces juifs qui auraient meurtri la France, restituant à Marat son nom de famille sarde Mara, "juif sans doute, sale, malade, répugnant, qu'avait porté la haine de la civilisation chrétienne... (portant) les stigmates des tares corporelles et mentales de la judéité" (3). Les délires des années 1930 accrochent à sa prétendue judéité de nouveaux griefs : ce franc-maçon (ce qu'il fut effectivement comme bien d'autres) aurait été le fourrier du marxisme et du bolchevisme : Céline dénonce "l'anticipateur du protocole des Sages de Sion", juif et marxiste. Le parfumeur François Coty, qui finançait plusieurs journaux xénophobes et antisémites, dénonce "ce Néron de l'Hôtel de ville". Drieu la Rochelle compose une pièce en 3 actes qui fut jouée une quinzaine de fois en France du sud, dont nous citerons ce dialogue de haute tenue littéraire :

Saint-Just rend visite à Charlotte Corday dans sa prison peu avant son exécution :

"Saint-Just : J'irai vous rejoindre sur cette belle place (la place dénommée aujourd'hui place de la Concorde, où était dressée la guillotine et où fut exécutée Charlotte). Je vous jure que je suis aussi grand que vous.

Charlotte : Plus grand. Vous êtes un homme.

Saint-Just : Vous êtes une femme. Mais les voilà.

Charlotte : Adieu. Des ciseaux ?

Saint-Just : Pour vos beaux cheveux."

Quand la haine démente sombre dans le grotesque...

J.-D. Bredin cite aussi *Marat, ou le mensonge des mots*, de Funck-Brentano, pour qui le nom de Marat a une consonance "nettement sémitique" et dont les traits dévoilent "un type oriental nettement prononcé". Le livre se termine sur l'évocation de la menace communiste

initiée par Marat : Marx n'a-t-il pas annoté *Les Chaînes de l'esclavage* ? Lénine et Trotsky ne lui ont-ils pas emprunté leurs conceptions politiques et sociales ?

Jean de la Varende a salué la marche à l'échafaud de la "large cariatide de pourpre noire", "la grande femme couleur de feu sculptant sa statue rouge pour l'immortalité".

Citons pour finir *Le juif Marat*, d'Armand Bernardini, journaliste à *L'ethnie française*, qui célèbre "la princesse aryenne racialement nordique, psychologiquement latine et pour cela même si complètement française" à qui incombait "l'héroïque mission de précipiter aux Enfers la plus belle incarnation de la race maudite que le monde ait connue depuis Juda jusqu'à Bela Kuhn".

L'académicien Bredin ne verse pas dans ces délires, mais il apporte néanmoins sa modeste contribution au torrent de l'historiographie hostile à Marat ; il n'a retenu de ses lectures que ce qui peut rapetisser son personnage ou le rendre odieux.

Un homme "bilieux", rancunier, et qui joue au martyr

Son hostilité à Condorcet s'expliquerait par le refus de ce dernier de défendre devant l'Académie des sciences un mémoire de Marat sur "le feu l'électricité et la lumière", profonde explication psychologique empruntée à Gérard Walter. Même type d'explication mesquine sur sa relation au girondin Brissot. L'auteur s'attarde sur une anecdote à laquelle il accorde une grande signification : le 13 juillet 1789, quand tout Paris s'arme pour résister aux soldats mercenaires de la cour, Marat aurait, selon ses dires, barré le passage au Royal Allemand sur le Pont-Neuf ; à cet incident manifestement grossi, Brissot n'accorde que quelques mots dans son journal, ce dont Marat lui aurait gardé rancune !

En revanche J.-D. Bredin ne nous dit rien du débat sur la guerre au cours du-

(3) Page 262.

quel les deux journalistes s'affrontèrent durant l'hiver 1791-1792. Brissot fut alors le plus belliqueux et le plus acharné partisan de déclarer la guerre aux monarchies européennes, guerre jugée facile, capable de résoudre toutes les difficultés intérieures liées au double jeu du roi et aux résistances aristocratiques ou cléricales.

Marat fut l'un des rares avec Robespierre à dénoncer l'aventure guerrière finalement votée par une Assemblée à majorité brissotine le 20 avril 1792.

L'escamotage de ce débat capital ne relève-t-il pas de la falsification ? Pour parler le langage de notre académicien, Brissot et ses amis ne portent-ils pas sur les mains le sang des volontaires sacrifiés en Champagne en été 1792 ?

On ne saura rien des motifs de sa lutte contre la municipalité parisienne et des poursuites judiciaires qui l'obligèrent à se cacher en 1790, puis à rechercher l'appui du district des Cordeliers alors présidé par Danton. *"A certains moments, il devra se cacher ; mais il se plaira dans ce rôle d'homme traqué, accumulant les ennemis"* (p. 51). Au fond, cet homme est un cabotin qui joue au martyr !

Cette brillante explication psychologique plaît tellement à notre savant biographe qu'il la réitère trente pages plus loin : *"Il accuse de multiples personnes, au risque de multiplier les plaintes et les poursuites — ce qu'il semble rechercher"* (p. 78). Un masochiste ?

Vrai ou faux ami du peuple ?

En tout cas, un vantard ! *"Il exalte sa popularité de défenseur intraitable des opprimés."*

Est-il ou non populaire ? Et puisqu'il l'est devenu, de quand date cette popularité et comment l'a-t-il acquise ?

Questions capitales que l'auteur néglige de poser, il lui suffit de dire que l'Ami du peuple et son public partageaient le même goût du sang. Examinons de plus près le contenu du message de Marat à partir des textes présentés par Michel Vovelle.

• Le choix constant de prendre la défense des opprimés

Dès avant la Révolution, il estimait que le droit de vivre était supérieur au droit de propriété et qu'était légitime la révolte contre un Etat incapable d'assurer le bien-être de tous.

"Le droit de posséder découle de celui de vivre ; ainsi tout ce qui est indispensable à notre existence est à nous, et rien de superflu ne saurait nous appartenir légitimement tandis que d'autres manquent du nécessaire" (Plan de législation criminelle, 1778).

Ce qui était encore formulé de manière abstraite en 1778 (mais avec une véhémence de ton qui n'appartient qu'à Marat) s'enrichit dès 1789 au feu de l'expérience révolutionnaire : il publie le 23 août 1789 (alors que la Constituante s'apprête à adopter la déclaration des droits qui garantit le droit de propriété) *La Constitution, ou projet de déclaration des droits de l'homme et du citoyen...* un texte dans lequel il lie l'exigence de liberté politique à l'exigence d'un nouvel équilibre social :

"Sans une certaine proportion entre les fortunes, les avantages que celui qui n'a aucune propriété retire du pacte social se réduisent à presque rien. Il a beau avoir du mérite, il est impossible qu'il acquière des richesses... La liberté même, qui nous console de tant de maux, n'est rien pour lui..., quelque révolution qui arrive dans l'Etat, il ne sent point diminuer sa dépendance, toujours cloué, comme il l'est, à un travail accablant... Dans un Etat où la loi n'a rien fait pour borner les fortunes, la société doit à ceux de ses membres qui n'ont aucune propriété, et dont le travail suffit à peine à leurs besoins : une subsistance assurée, de quoi se vêtir et se loger convenablement ; de quoi se soigner dans leurs maladies, dans leur vieillesse, et de quoi élever leurs enfants."

Dès août 1789, Marat dessine donc un programme que la Convention ne reprendra qu'en juin 1793 !

Vision utopiste d'un prophète (comme l'appelait Jean Massin dans sa biographie de 1960) ? Je ne le pense pas, car Marat commente très précisément l'actualité politique et sociale. Avec une

lucidité féroce, il dénonce l'illusion fraternelle qu'aurait incarnée la nuit du 4 août : non point abandon généreux et spontané des privilèges comme voulait le faire croire la mise en scène conçue par quelques députés lucides, mais recul dicté par une saine appréciation du nouveau rapport de force établi par les paysans insurgés qui partout ont assailli les châteaux et brûlé les titres féodaux :

"Ne soyons dupes de personne. Si c'est la bienfaisance qui dictait ces sacrifices, il faut convenir qu'elle a attendu un peu tard à élever la voix. Quoi ! C'est à la lueur des flammes de leurs châteaux incendiés qu'ils ont la grandeur d'âme de renoncer au privilège de tenir dans les fers des hommes qui ont recouvré leur liberté les armes à la main !" (4).

Constamment indigné par la misère des pauvres, Marat s'est attaché avec constance à défendre leurs droits politiques : il a dénoncé le 30 juin 1790 le suffrage censitaire établi par l'Assemblée constituante (cf. le numéro précédent des *Cahiers du mouvement ouvrier* : la "*Supplique des citoyens passifs*"), il dénonce la loi Le Chapelier au nom du droit des ouvriers à se rassembler pour discuter de leurs intérêts particuliers (5). C'est une relation de confiance totale qu'expriment les maçons en grève en juin 1791 quand ils demandent à Marat de publier leurs revendications dans son journal (ce qu'il fera et fut seul à faire).

"A l'ami du peuple.

Cher prophète, vrai défenseur de la classe des indigents, permettez que des ouvriers vous dévoilent toutes les malversations et les turpitudes que nos maîtres maçons trouvent pour nous soulever en nous poussant au désespoir..."

• Un quasi-socialiste ?

"Le droit de posséder doit être limité et le partage des biens ordonné." Par cette phrase lapidaire (p. 48), J.-D. Bredin suggère que Marat appartenait à la petite cohorte des pré-communistes qui ont émergé durant la Révolution française. Il faut y regarder de plus près.

S'il juge la trop grande inégalité des fortunes contraire à l'ordre social et à la

justice, il ne préconise pas pour autant le "partage des biens". Il l'a envisagé une seule fois et comme une menace susceptible de rendre plus généreuse une Assemblée constituante décidément bien sourde aux aspirations populaires :

"Elle leur doit une nourriture saine, un logement sain, un vêtement convenable, de quoi élever leur enfants, des soins dans leurs maladies... Voilà où seront forcés de venir nos représentants, s'ils ne veulent pas voir un jour les trois quarts de la nation demander le partage des terres ; jour moins éloigné qu'on ne pense et que doit nécessairement amener le progrès des lumières..."

Dans ce même texte (du 27 octobre 1790), il évoque une grève générale qui serait capable de "dissoudre" l'Etat ! Il s'agit à l'évidence de menaces, non d'un projet mûri. En revanche, et dans un texte d'un type inhabituel sous sa plume, il propose le 5 septembre 1791 une tout autre solution : le remembrement des terres pour éviter des fatigues inutiles et l'obligation pour les grands propriétaires qui ne cultivent pas eux-mêmes leur bien de l'affermier en nombreuses fermes de peu d'étendue afin de faire vivre un maximum de familles ; c'est d'ailleurs cette revendication, le partage des fermes (et non des propriétés), qui reviendra le plus souvent dans le Bassin parisien où dominait la grande exploitation.

Mais lorsque les ménagères taxeront les marchandises dans les épiceries en février 1793, il y verra la main de provocateurs soudoyés par l'or anglais (de même que les montagnards à ce moment-là). Marat fut le fervent défenseur des pauvres parce qu'il avait observé qu'ils se dépensaient sans compter au service de la Révolution, mais on ne peut le créditer d'un programme de bouleversement social. Cela peut s'expliquer par l'immaturation des conditions sociales qui prévalaient en France : les sans-culottes regroupaient des compagnons, des maîtres artisans, des boutiquiers qui partageaient le même idéal : vivre médiocrement de son bien, devenir ou rester petit propriétaire.

(4) Vovelle, *op. cit.*, p. 136.

(5) Encore une question totalement occultée par J.-D. Bredin.

• Une constante méfiance des puissants

Marat a gagné lentement la confiance populaire, car il n'a jamais hésité à démystifier les héros du jour : Necker, La Fayette, en qui il voyait le danger césarien tant était grande sa popularité dans la bourgeoisie parisienne, Mirabeau, plus tard Roland, si fanatiquement attaché au libre prix des marchandises, y compris celui du blé, et Brissot, le boute-feu de la guerre européenne. Or il n'est jamais facile de tenir le rôle de Cassandre, d'annoncer les reniements, les trahisons et les défaites.

Toutefois, sa lucidité politique jointe à la qualité des relations qu'il a su nouer avec le petit peuple grâce à son journal lui a permis d'apparaître à certains moments comme un "prophète" capable de prévoir l'événement. On sait qu'il a décrit au matin du jour où l'on découvrit la fuite du roi les modalités mêmes de cette fuite ! Le projet avait été discuté en plusieurs conciliabules, dont le contenu dut être rapporté à Marat par telle femme de chambre méfiante, et sa réalisation donnait de la consistance aux accusations de Marat à l'encontre de La Fayette, à qui incombait la responsabilité de surveiller le couple royal.

• Un idéal de démocratie armée plaçant les élus sous contrôle

Passionné et soumis aux contraintes épuisantes d'une vie marquée par la maladie et les plongées réitérées dans la clandestinité pour se dérober aux poursuites judiciaires, Marat a constamment oscillé entre pessimisme et exaltation. Aux heures désespérées, il a envisagé l'exil en Angleterre, à d'autres moments, il a formulé comme ultime solution politique l'établissement d'une dictature, personnelle ou à trois. Le triumvirat Marat-Robespierre-Danton fut-il jamais autre chose qu'un fantasme engendré par le découragement ? Marat n'a pas pu ignorer la méfiance qu'il inspirait à ses collègues, qui le jugeaient incontrôlable (mais indispensable...).

Persuadé que le gouvernement et ses agents, les ministres, le haut clergé, les chefs nobles de l'armée, les notables qui commandaient la garde nationale prépa-

raient la contre-révolution et que les élus locaux n'exerçaient qu'une surveillance vacillante, Marat a constamment appelé à la vigilance les "bonnets de laine", les pauvres, qu'il tenait pour les plus fermes soutiens de la Révolution. Il a toujours défendu le droit à l'insurrection bien avant que celui-ci ne soit inscrit dans la Constitution de juin 1793.

Mais comment éclairer ce peuple souvent crédule ? En l'encourageant à discuter de la chose publique en des clubs ouverts à tous et qui apparaissent en 1791 sous le nom de sociétés fraternelles, dont certaines joueront un rôle dans la montée de la revendication républicaine après la fuite de Varennes. Marat a appartenu au club des Cordeliers, qui l'a protégé à partir de janvier 1791 et qui jouera un rôle décisif dans la chute de la monarchie en accueillant dans ses rangs les citoyens passifs jusque-là privés de droits politiques.

Cette démocratie représentative sous surveillance implique des citoyens mobilisés qui débattent dans les clubs, lisent et discutent les journaux, pétitionnent et élisent des délégations auprès des élus ; elle implique la totale liberté de la presse et Marat se fait une haute idée de son métier de journaliste (ce qui suscite l'ironie de Mona Ozouf, qui compte pour "étrangeté" cette volonté d'être le "redresseur et formateur de l'opinion" [6]...).

Quand il y va du salut de tous, Marat prépare ou justifie a posteriori l'insurrection, ainsi celle du 10 août 1792 qui renverse la monarchie.

• Marat et la naissance de la république

On ne sait quel rôle il a joué aux Cordeliers dans ces journées qui ont préparé la formation de la Commune insurrectionnelle ; mais on sait qu'au soir du 10 août, il dessine nettement les conclusions politiques selon lui nécessaires de cette journée révolutionnaire : convoquer une Convention élue au suffrage universel, surveiller la famille royale prise en otage, exécuter les hommes chargés de responsabilités et qui ont failli (membres

(6) Cité par J.-D. Bredin, p. 48.

de l'ancienne Commune, députés les plus "gangrenés", chefs de la garde nationale) (7).

Les Suisses, mercenaires traditionnellement au service de la monarchie, chargés de garder le château, ont fait leur métier en professionnels de la guerre et couché devant les Tuileries des centaines de Parisiens et de Marseillais. Leurs frères crient vengeance et Marat qui sent monter cette exigence de représailles populaires s'efforce de la canaliser.

Le 16 août, il défend donc le programme de la Commune (également soutenue par Robespierre) : les officiers suisses sont désormais inclus dans les "traîtres" à exécuter, le peuple doit être armé, et les soldats doivent élire leurs officiers.

Apparaissent également des revendications sociales : mettre en vente immédiatement les biens des émigrés, partager la moitié de la somme obtenue entre les "infortunés de la capitale" qui ont risqué leur vie dans l'insurrection, confier la gestion des subsistances à la Commune et "faire la guerre aux infâmes accapareurs". Ce vocabulaire est appelé à une longue postérité !

Ce programme politique et social illustre la montée en puissance des sans-culottes, il ne sera appliqué qu'en été 1793 et de manière partielle. Il est significatif que la Commune insurrectionnelle et Marat l'aient défendu conjointement un an plus tôt, à la grande colère des girondins qui ne cesseront plus de dénoncer ces menées "anarchistes", englobant dans la même haine la Commune, le peuple parisien, Marat, Robespierre et... Danton, malgré tous les efforts de conciliation de ce dernier.

• **Les massacres de septembre : "Un appel au sang versé de mieux en mieux entendu" ?**

Tel est le jugement que J.-D. Bredin porte sur la responsabilité de Marat dans les massacres des 2 au 5 septembre 1793 (p. 84). Jugement lapidaire, mais erroné, comme on va le voir.

Ces massacres des prisons exécutés par des anonymes érigés en prétendus tribunaux populaires sont le fruit de la panique secrétée par l'invasion (Verdun

est assiégé, plus aucune forteresse ne protège Paris de l'envahisseur) et par les menaces des émigrés qui accompagnent l'armée prussienne, relayées par la presse royaliste parisienne : ces volontaires qui vont combattre en Champagne et remporter la victoire de Valmy le 21 septembre sont ceux-là mêmes qui massacrèrent tous ceux qu'ils soupçonnent de préparer leur évasion des prisons de concert avec les amis des aristocrates, et qui représentent une menace pour la vie de leurs familles. Condorcet lui-même écrit dans *La Chronique de Paris* (2 septembre) : "*Les révolutionnaires seront suppliciés.*"

Il s'agit donc d'une "terreur" spontanée exercée préventivement.

Et Marat l'ami du peuple ne parvient pas à se faire entendre : il a vainement demandé qu'on épargne les petits délinquants de droit commun, il n'a jamais réclamé la mise à mort des prêtres réfractaires qui furent parmi les plus nombreuses victimes de ces journées sanglantes. Il avait auparavant demandé que le tribunal condamne sans tarder les grands coupables afin d'apaiser l'angoisse populaire. Il n'avait pas été écouté...

En réalité, personne n'aurait pu s'opposer au torrent de la peur et de la vengeance, et les girondins qui vont exploiter le mouvement de pitié et d'horreur qui va s'exprimer deux semaines plus tard, une fois la victoire acquise, ont avoué leur impuissance en ce début septembre. Le ministre de l'Intérieur, Roland, écrit à l'Assemblée législative le 3 septembre : "*Hier fut un jour sur les événements duquel il faut peut-être laisser un voile.*" Condorcet écrit dans son journal du 4 : "*Nous tirons le rideau sur les événements dont il serait trop difficile en ce moment d'apprécier le nombre et de calculer les suites. Malheureuse et terrible situation que celle où le caractère d'un peuple naturellement bon et généreux est contraint de se livrer à de pareilles vengeances*" (8).

Citons pour finir Danton, alors ministre de la Justice : "*Cette exécution*

(7) Jean Massin, *Marat*, Club français du livre, 1960, p. 206.

(8) Cité par E. et R. Badinter, *Condorcet*, Fayard 1988, p. 487.

était nécessaire pour apaiser le peuple de Paris... C'est un sacrifice indispensable, d'ailleurs le peuple ne se trompe pas, vox populi vox dei, c'est l'adage le plus vrai, le plus républicain que je connaisse" (9).

Dès le 25 septembre, la gironde passe à l'attaque à la Convention et fait de Marat le grand responsable des massacres, l'incarnation de la terreur, le bouc émissaire de ses peurs et de ses rancunes. Désormais, la guerre inexpiable est ouverte entre les girondins et Marat, jusqu'à son assassinat par cette jeune fille normande qui a lu leurs placards à Caen contre "*l'anarchiste*", le massacreur, le dictateur ; ce vocabulaire employé dès septembre 1792 ne changera plus.

• **Destituer les députés infidèles à leur mandat : Marat l'homme du 31 mai 1793**

Le droit de révoquer les élus incapables d'honorer leur mandat — assurer le salut public — est au cœur de la démocratie telle qu'elle est conçue par les militants populaires, et Marat l'a constamment défendu. Les journées du 31 mai-2 juin, qui ont vu cette conception s'incarner dans l'événement, marquent donc son triomphe, et il y a joué un rôle décisif.

Le 5 avril 1793, en réponse aux défaites et trahisons de Dumouriez en Belgique, il signe comme président des jacobins un appel aux départements afin qu'ils "*rappellent*" les principaux députés girondins.

Et le 12 avril, il demande à la Convention de les traduire ainsi que lui-même devant le tribunal révolutionnaire !

Par appel nominal, la Convention décide son arrestation le 13 avril, mais sa popularité est telle que le surlendemain, 15 avril, 35 sections parisiennes sur 48 viennent demander à la Convention de destituer 22 leaders girondins (Marat, le 12, ne réclamait la mise en jugement que de 8 d'entre eux, Brissot en tête).

Désormais, c'est avec l'appui manifeste des sections parisiennes les plus radicales que Marat affronte ses juges le 24 avril ; il est acquitté et les sans-culottes lui font un triomphe.

Dans le mois qui suit, le conflit prend une dimension sociale de plus en plus affirmée ; Marat, qui ne croit pas possible le contrôle des prix, ne reprend pas la revendication du maximum du prix du pain (voté le 4 mai sous la pression du faubourg Saint-Antoine). Mais il soutient l'emprunt forcé d'un milliard sur les riches (décrété le 20 mai) et surtout il encourage les sans-culottes à résister à l'offensive des "culottes dorées" et des employés de boutique peu soucieux de risquer leur vie en Vendée ou aux frontières. C'est une guerre sociale et politique qui se livre dans tout le pays ; si les sans-culottes gagnent la bataille à Paris, ils la perdent à Marseille et à Lyon. Ce qu'on a appelé le fédéralisme n'est nullement une révolte de la province contre une capitale supposée tyrannique, car le clivage social et politique fracture toutes les villes.

En refusant de prendre les mesures énergiques qui s'imposaient et de payer le prix social de l'alliance avec la sans-culotterie, en frappant politiquement ses leaders, Marat d'abord, puis Hébert, enfin Chalier à Lyon, la gironde a rendu inévitable l'insurrection que Marat appelle de ses vœux. Celle-ci va être préparée par le "comité central révolutionnaire" de l'évêché avant d'être contrôlée par les jacobins siégeant à la commune et au département. Marat est le seul député à s'être rendu le 30 mai devant les délégués des sections réunis à l'évêché, qu'il a exhortés à ne pas recourir à la "septembrisation" des députés girondins : elle aurait ouvert un fossé sanglant entre Paris et les départements. Il suffira d'entourer la Convention par les sections en armes pour lui arracher le décret d'accusation des 22 girondins et leur jugement par le tribunal révolutionnaire (10).

Le manque d'unité entre l'évêché, la Commune paralysée par le légalisme de son procureur, et les montagnards de la Convention explique que l'insurrection ne trouve sa conclusion que le 2 juin : la Convention, cernée par les gardes nationaux sélectionnés par Hanriot, est obli-

(9) *Ibidem*, p. 483.

(10) Témoignage de la sœur de Marat, Albertine, transmis à Esquiros, et que les historiens jugent recevable, Walter comme Jaurès.

gée de prononcer l'arrestation et la consignation à leur domicile de 29 girondins. La garde est si légère que la plupart s'échappent et s'emploient à soulever les départements contre Paris. L'heure est venue pour Charlotte Corday.

Qui est Charlotte Corday ?

Issue d'une famille de noblesse ancienne, mais pauvre, Charlotte de Corday d'Armont a accumulé les frustrations : son père n'a pas réussi à la faire admettre dans la maison créée par Madame de Maintenon à Saint-Cyr, le suprême recours pour les demoiselles nobles sans fortune ; une autre relation familiale lui a permis d'entrer à titre exceptionnel à l'abbaye aux Dames, à Caen, où elle a reçu une éducation religieuse traditionnelle dont elle n'a rien dit.

Elle dessine, elle joue du clavecin, elle accomplit ses devoirs de charité, elle n'a jamais songé à se marier, par goût de l'indépendance dit-elle, peut-être aussi parce que son père n'a pas les moyens de la doter. Seule originalité de cette vie étriquée de province, cette arrière-petite-fille de Corneille lit beaucoup : du théâtre (celui de son ancêtre et celui de Voltaire), Plutarque, Rousseau ; elle est abonnée au très modéré *Journal de Perlet* et lit *Le Courrier français*, lui aussi modéré.

Nous ne savons rien de ses convictions religieuses, sinon qu'elle a refusé les secours d'un prêtre dans sa prison de l'Abbaye et qu'elle déteste l'évêque constitutionnel du Calvados, l'abbé Fauchet. A la veille de son exécution, elle évoque les Champs-Élysées, où elle espère retrouver Brutus... broderie littéraire et non point proclamation d'athéisme.

Catherine Decours (11) suppose qu'elle a été bouleversée par l'exécution le 5 avril 1793 du prêtre réfractaire Gombault, qui avait contribué à son éducation à l'abbaye aux Dames et qui a assisté sa mère dans ses derniers moments ; cette hypothèse est plausible, car elle demande son premier passeport (pour Argentan) le 8 avril.

La Révolution lui a fermé une voie d'ascension sociale classique dans son cas : devenir chanoinesse comme son amie Alexandrine de Forbin d'Oppède. Elle a dû ressentir douloureusement l'humiliation de son père, qui s'est querrellé au sabre avec un maréchal ferrant armé d'un gourdin, puis d'un fusil, et qui prétendait chasser jusque sur les terres de Corday. Celui-ci a porté plainte devant le juge de paix, qui s'est dérobé en raison des "circonstances" ; ne se sentant plus en sécurité, son père a fui à Caen. Décidément, le respect dû aux nobles a vécu !

Remarquons que Charlotte part pour Paris le 8 juillet 1793, non seulement pour tuer Marat, mais pour défendre les intérêts matériels de son amie Alexandrine de Forbin, à qui le district de Caen refuse de payer sa pension de chanoinesse depuis qu'elle a émigré en Suisse : elle a obtenu du député Barbaroux (l'un des 14 girondins réfugiés à Caen) une lettre de recommandation auprès d'un député des Bouches-du-Rhône lié à la famille Forbin, un girondin resté à Paris à qui elle demandera en toute inconscience de l'introduire auprès du ministre de l'Intérieur afin d'obtenir satisfaction pour son amie !

Si bien que son dernier biographe, Guillaume Mazeau, peut présenter avec quelque vraisemblance cette explication de son geste : en tuant Marat, elle accomplit un "geste d'honneur blessé", elle veut effacer un triple échec : celui de la famille, celui qu'incarne sa vie étriquée et celui de la gironde expulsée de la Convention. Elle veut, par un "geste magique... sauver la nation et la famille de la décadence" (12).

Elle s'est dite républicaine avant la Révolution. Or nul n'était républicain avant 89 en France.

Dans les rares lettres qu'elle a laissées derrière elle, on ne trouve aucun commentaire enthousiaste des événements qui bouleversent le pays ; elle a

(11) *Lettre à Alexandrine*, que cite J.-D. Bredin.

(12) Présentation de sa thèse dans la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* (rh19.org), *Charlotte Corday et l'attentat contre Marat : événements, individus et écriture de l'histoire, 1793-2009*, thèse dirigée par J.-C. Martin en décembre 2007.

jugé sévèrement le roi (*"Un roi faible ne peut être bon, il ne peut empêcher les malheurs de ses peuples"*, cela dit le 29 septembre 1791). Elle accueille la nouvelle de son exécution avec effroi (*"Affreuse nouvelle, pauvre France livrée aux misérables qui nous ont déjà fait tant de mal"* [13]), mais elle n'approuve pas ceux qui émigrent, ses deux frères notamment, qu'elle raille, car ces *"chevaliers errants"* sous-estiment l'adversaire : *"Cette idée de liberté donne quelque chose qui ressemble au courage."*

Elle redoute le peuple, qu'il serait nécessaire mais dangereux de *"renchaîner"* (sic ! lettre de mars 1792), méprise le paysan acheteur de biens nationaux (*"pauvre bête"*), le garde national attaché à sa cocarde tricolore comme l'âne à sa bride, la paroisse qui *"joue au club"* (mai 1792). Elle déplore son isolement : les *"honnêtes gens"* sont partis à Rouen, plus calme que Caen.

Aux déceptions d'une vie étriquée s'ajoutent les désillusions devant une République qui ne ressemble pas aux images qu'elle s'est fabriquées en lisant Corneille ou Plutarque.

Reste à expliquer son départ pour Paris et le choix de sacrifier sa vie.

Les girondins en portent la responsabilité morale, même s'il faut écarter toute idée de complot préparé entre la demoiselle et les onze députés réfugiés à Caen après le 2 juin. Elle a demandé un nouveau passeport qui l'autorise à se rendre à Paris dès le 23 avril 1793, à l'heure où la lutte de la gironde contre Marat prend son essor. Dans un département qui a élu 9 députés girondins sur 13, dont aucun n'a voté la mort du roi, les fugitifs espèrent recruter une armée capable de marcher sur Paris avec ceux de l'Eure, du Calvados et les blancs de Bretagne. Barbaroux et ses amis placardent dans Caen des proclamations qui sont autant d'appels à la guerre civile contre Marat et la montagne (14).

Le 13 juin, s'est réunie à Caen *"l'assemblée des départements réunis"*, vingt départements jurent de tirer vengeance *"des tyrans, des bandits et des monstres"*. Le 18 juin, un manifeste signé Barbaroux placardé sur les murs de

Caen voue Marat à l'exécration publique : *"Que celui-là périsse, maudit du ciel avec toute sa race !"* (15). Deux jours plus tard, Charlotte lui demande audience, non pour s'éclairer sur la situation parisienne, mais... pour plaider la cause de Mademoiselle de Forbin !

Mais les Normands réputés prudents ne s'engagent pas à la mesure de cette éloquence marseillaise : le 19 juin, dans l'église de Saint-Etienne, on a ouvert un registre sur lequel 1 500 volontaires *"fédéralistes"* s'inscrivent, qui vont rapidement s'évaporer jusqu'à n'être plus que 45. Le 7 juillet, quand le général de Wimpffen (un noble) passe en revue ceux qui s'appêtent à rejoindre l'armée fédéraliste d'Evreux, ils ne sont que... 17. Charlotte assiste à cette parade dérisoire.

Mais peu lui importe. Elle ne calcule pas les chances de réussite de son projet, tout occupée qu'elle est à imaginer la mise en scène : tuer Marat au Champ de Mars, ou en pleine Convention, rêver que sa tête à elle sera promenée dans les rues de Paris et réveillera ce peuple anesthésié par la peur des tyrans... Dans la lettre qu'elle écrira à Barbaroux depuis sa prison de l'Abbaye, elle expliquera qu'elle a voulu *"fonder la paix, et le gouvernement viendra comme il pourra, du moins ce ne sera pas la montagne"* (16).

Rêverie de solitaire que devait infirmer la suite des événements, car loin de fonder la paix civile, le meurtre de Marat a donné un nouvel élan à la revendication terroriste, que les montagnards auront bien du mal à canaliser dans la voie légale du *"gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix"* proclamé le 10 octobre 1793.

Buzot, un autre réfugié de Caen, écrira justement : *"Le meurtre de Marat a bien servi la cause de Robespierre, Barrère, Danton"*, et Vergniaud, à la veille de monter sur l'échafaud, dira : *"Char-*

(13) Lettre du 28 janvier 1793 citée par J.-D. Bredin, p. 108.

(14) Pour plus de détails sur ce mouvement fédéraliste normand, on pourra lire les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 27, août-septembre 2005, *"Le montagnard Robert Lindet"*.

(15) J.-D. Bredin, p. 295.

(16) J.-D. Bredin, p. 173.

lotte Corday nous tue, mais elle nous a appris à bien mourir."

Elle a sans doute contribué à souder les montagnards et les jacobins de Paris et des départements autour de la Convention ; non pas en fournissant une justification a posteriori des journées de mai-juin 1793, mais en rendant plus acceptable un recours à la violence d'Etat contre ces girondins qui vont soulever les départements contre Paris "*anarchiste*" et les triumvirs prétendument assoif-

fés de sang alors que le premier sang versé fut celui d'un député montagnard !

Cela ne suffit pas pour faire de Charlotte une "héroïne républicaine", encore moins une "sainte laïque". Elle fut plutôt une victime de l'histoire révolutionnaire que ni son éducation religieuse ni son milieu familial ne l'avaient préparée à comprendre et affronter. Un crime de la solitude, a dit Michelet .

Nicole Perron



**Jean-Jacques
Marie :
Remarques
sur une biographie
d'Engels**

Le Monde des livres, daté du vendredi 5 février 2010, a publié une critique de ce livre signée Thomas Wieder, sous le titre *“La révolution au champagne”*. C’est un modèle du genre : on y apprend qu’Engels était *“un joyeux drille. Partout où il vécut, à Berlin, à Manchester, à Bruxelles ou à Londres, il fit la fortune des cabaretiérs, la joie des jolies femmes et le délice des cancaniers (...). Membre de clubs très huppés où l’on se distrait en chassant le renard, amateur de champagne et de Château Margaux (avec tout de même une préférence pour le millésime 1848, l’année du printemps des peuples) (...), il fut surtout (...) un capitaliste pur sucre”*. Mais, ajoute Thomas Wieder, *“ce fut finalement pour la bonne cause”*.

La bonne cause serait-elle la révolution ? De façon indirecte. Très indirecte, même ; Wieder ajoute en effet : *“Car Engels était un mécène généreux. Et Marx, à qui il confiait tout jusqu’à ses moindres problèmes de santé, fut le grand bénéficiaire de ses largesses”*, puisqu’il perçut d’Engels l’équivalent de 375 000 à 500 000 euros.

Thomas Wieder conclut son articulet par une clownerie : *« Friedrich avait quelques principes. Son chien en savait quelque chose. Baptisé Namenloser (sans nom), cet épagneul était très bien dressé : “Quand je lui dis : regarde là-bas un aristocrate, raconte son maître dans une lettre de 1842 à sa sœur, il devient fou de rage et lâche d’effroyables grondements en direction de la personne que je lui montre”. »*

A part cela, *“Engels passa dix ans de sa vie à élaborer une aride Dialectique de la nature”*. C’est à peu près tout ce que Thomas Wieder, par ailleurs professeur d’histoire à l’école normale supérieure de Cachan, a à dire de l’activité politique et théorique d’Engels. De son activité dans la Première Internationale (dont le nom n’est même pas prononcé), pas un mot. De ses autres écrits non plus. Thomas Wieder fait dans la légèreté en vogue. Ce monsieur a de l’humour ou du moins tente d’en faire preuve. Enfin, *“aride”*, la *Dialectique de la nature* ? Un tel adjectif suggère que le professeur Wieder ne l’a pas lue. Mais pourquoi faudrait-il lire les textes dont on parle quand on écrit dans *Le Monde* ? Lire les textes dont on parle, c’est sans doute une exigence archaïque.

Tristram Hunt : *Engels, la vie révolutionnaire d'un gentleman communiste*

Traduction de Marie-Blanche et Damien-Guillaume Audollent, Flammarion, 570 pages, Paris 2010

Un poncif : Engels père idéologique de Staline

On éprouve d'abord une certaine inquiétude lorsqu'on lit dès la deuxième page du prologue que *"la plupart du temps, les dirigeants du monde socialiste iraient chercher du côté d'Engels plutôt que de Marx les arguments pour asseoir leurs politiques, justifier leurs excès et consolider leurs régimes"* (p. 14).

Or le monde socialiste n'était pas plus socialiste que nombre de régimes dits démocratiques ne sont démocratiques ; mais surtout la dissociation entre un Marx théoricien et un Engels présenté comme un vulgarisateur mécaniste et simplificateur, voire simpliste, de sa pensée, qui aurait inspiré le stalinisme est un des lieux communs les plus éculés et les plus trompeurs qui circulent dans l'abondante littérature consacrée au marxisme. Tristan Hunt en cite une expression particulièrement brutale et grotesque sous la plume d'un certain Norman Levine, affirmant : *"Le premier déviant du marxisme fut Engels. Et c'est donc l'engelsisme qui posa les bases du dogmatisme à venir de l'idéalisme matérialisme*

de Staline (...). L'engelsisme a mené en droite ligne au matérialisme dialectique de l'ère stalinienne (...). En soutenant que l'histoire suivait une trajectoire de développement fixe qui devait nécessairement aboutir au socialisme, l'engelsisme fit passer la Russie soviétique pour l'accomplissement de l'histoire, puisqu'elle avait déjà atteint le socialisme (...). Pendant l'ère stalinienne, ce que le monde prenait pour du marxisme était en réalité de l'engelsisme" (p. 19). Parler de *"l'idéalisme matérialiste de Staline"*, c'est prendre le stalinisme pour ce qu'il prétend être (une conception du socialisme ou du communisme) et non pour ce qu'il est en réalité (le système de domination d'une caste parasitaire, excroissance monstrueuse plus ou moins semblable par son parasitisme aux castes cléricales qui ne produisent que des illusions trompeuses et consomment une part énorme du surproduit social).

Cette vision est très répandue. J'avais, il y a une vingtaine d'années, écrit pour une revue d'histoire un article sur le pseudo-biologiste charlatan et policier stalinien Trofime Lyssenko. Ce dernier déclarait que les gènes étaient une invention bourgeoise et prétendait modifier les espèces végétales et animales à sa guise.

La revue *Europe*, sous le titre “*Le paradis, objectif numéro un de l'URSS*” (2), publia ainsi en mars 1949 un article où le bras droit de Lyssenko, Present, annonçait qu’après avoir augmenté la taille des pis des vaches au point que ces derniers traînaient par terre, les lyssenkistes avaient un instant pensé à allonger leurs jambes pour pouvoir mieux les traire et augmenter encore la production de lait, mais s’étaient finalement décidés à une solution plus souple : étendre le pis vers l’avant ! La rédaction me proposa un amendement émanant d’un chercheur en biologie, sans doute excellent biologiste, mais médiocre connaisseur du marxisme : préciser que ces élucubrations découlaient en droite ligne d’Engels..., ainsi rendu responsable du charlatanisme du favori de Staline.

Même Riazanov

Le premier mérite de l’ouvrage de Hunt est de démonter ce lieu commun. Le second est de redonner à Engels la place qu’il mérite dans l’élaboration du marxisme. La sous-estimation d’Engels est en effet aussi banale que les affirmations à l’emporte-pièce sur sa paternité idéologique du stalinisme. Elle touche même les meilleurs connaisseurs du marxisme.

La série de conférences de David Riazanov sur Marx et Engels récemment rééditée par les éditions Les Bons Caractères en donnent un bon exemple : David Riazanov, l’un des meilleurs connaisseurs au monde des auteurs du *Manifeste du Parti communiste*, semble considérer la mort de Marx comme un point final, ou presque. Douze années séparent la mort de Marx (1883) de la mort d’Engels (1895).

Riazanov expédie ces douze années en huit pages sur un ouvrage de 224 pages. Il y affirme certes que l’activité d’Engels a alors été très importante, et d’abord en ce que des brouillons de Marx il a réussi à tirer le deuxième et le troisième livres du *Capital* inachevés. Mais il ne juge guère indispensable de s’y attarder !

Engels lui-même...

Il reprend à son compte, comme bien d’autres, l’affirmation d’Engels lui-même sur son rôle non pas secondaire, mais second. Dans une lettre à Becker, au lendemain de la mort de Marx, Engels écrivait en effet : “*Je ne puis nier avoir contribué à l’établissement et, principalement, à l’élaboration de la théorie pendant les quarante années où j’ai été en rapport avec Marx. Mais la plus grande partie des idées directrices, surtout en histoire et en économie, ainsi que leur formulation définitive appartiennent exclusivement à Marx. Ce que j’ai donné, Marx aurait pu facilement le suppléer lui-même, sauf peut-être deux ou trois parties spéciales. Mais ce qu’a fait Marx, je n’aurais jamais pu le faire. Marx était plus haut, voyait plus loin ; sa vision était plus étendue et plus rapide que la nôtre*” (3). Et s’il attribue le génie à Marx, il ne s’accorde à lui-même que du talent.

Cette modestie sans aucun doute sincère recouvre en partie la réalité des apports et des rapports de Marx et Engels. Mais en partie seulement. Riazanov, qui cite et approuve cette lettre, n’évoque pas au cours de ses neuf conférences l’ouvrage d’Engels *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, qu’Engels publie en 1843 à l’âge de 23 ans.

Cette même année, Marx publie la *Question juive*. Même si l’objet même de ce dernier ouvrage rend la comparaison avec celui d’Engels quelque peu boiteuse, on ne peut contester qu’Engels apporte alors une contribution autrement décisive à l’élaboration de la conception du monde à laquelle Marx donnera son nom.

Auguste Cornu avait déjà souligné l’importance de cet ouvrage d’Engels : “*Par une voie toute différente de celle de Marx, qui, en accédant en même temps au matérialisme dialectique et au matérialisme historique, donnait à celui-ci une base plus large et plus solide, En-*

(2) *Europe*, mars 1949.

(3) David Riazanov, *Marx et Engels*, Anthropos, p. 218. Les Bons Caractères, p. 243.

gels arrivait au même résultat essentiel, à savoir que le développement de l'histoire a, comme celui de la nature, un caractère objectif, qu'il est essentiellement déterminé par la transformation des forces de production et que l'économie seule donne l'explication du développement social (...). Engels accordait comme Marx à une conception matérialiste de l'histoire et pensait, comme lui, que la tâche essentielle de l'époque était d'abolir le régime capitaliste, générateur de la déshumanisation de l'humanité (...). Au début même de leur alliance, il donnait à Marx, au moment où celui-ci dégagait d'un tout autre point de vue, les thèses fondamentales du matérialisme historique, un exemple remarquable de l'application de ces thèses, par son analyse de la situation de l'Angleterre" (4).

Mais une différence de taille sépare les deux démarches : Marx élabore alors sa conception du capitalisme et de la lutte des classes comme produit d'une réflexion philosophique et politique qui ne se nourrit d'une réflexion sur la lutte des classes que l'année suivante, en 1844, lors du soulèvement des tisserands de Silésie immortalisé par Heine ; Engels l'élabore à partir d'une étude concrète sur le prolétariat du premier pays capitaliste du monde. D'où la puissance exceptionnelle de la vision d'Engels, qui écrit dans *l'Histoire de la Ligue des communistes* : "Lorsque je rencontrai Marx à Paris pendant l'été 1844, nous nous aperçûmes de l'entière concordance de nos vues dans tous les domaines théoriques ; c'est de là que date notre travail en commun" (5).

Une "perspicacité intellectuelle éblouissante"

Tristram Hunt le souligne à juste titre : "La force de la Situation de la classe laborieuse en Angleterre réside à la fois dans la rigueur de son raisonnement intellectuel et dans l'abondance des données factuelles." Il souligne "la perspicacité intellectuelle éblouissante" de

l'ouvrage et affirme avec quelque raison : "Engels fut sans doute le premier à formuler la mission historique du prolétariat" (p. 155). Il ajoute : « L'article décisif d'Engels "Esquisse d'une critique de l'économie politique" — qui montrait l'homme aliéné de son essence humaine par le capitalisme — fournissait à ce raisonnement un préambule idéologique essentiel. » Il enfonce enfin le clou : « Alors que rares sont les spécialistes du marxisme qui le reconnaissent à sa juste valeur, l'ensemble formé par la Situation de la classe laborieuse en Angleterre et l'"Esquisse d'une critique de l'économie politique" constituait un document fondateur de la théorie communiste. Engels s'était "dé-hégé-lisé" lui-même, selon le mot de Wilhelm Liebknecht (...). Avec une maturité intellectuelle stupéfiante pour un jeune homme de vingt-quatre ans, Engels se saisissait du concept d'aliénation cher aux Jeunes hégéliens pour l'appliquer aux réalités matérielles de la Grande-Bretagne victorienne, et, ce faisant, posait les fondations idéologiques du socialisme scientifique » (pp. 159-160).

Ce rapport initial entre Marx et Engels allait certes vite s'inverser. Les projets de "Profession de foi communiste", puis de "Principes du communisme" élaborés par Engels en 1847 pâlisent devant le *Manifeste du Parti communiste*, nourri certes par "l'âpre et colossal travail préparatoire" d'Engels, mais dont la rédaction définitive appartient à la plume de Marx.

Selon Tristram Hunt, la prose de Marx dans le *Manifeste* "atteignait une perfection rhétorique qu'Engels ne put jamais approcher" (p. 203). Dans ses meilleurs moments, en effet, la prose de Marx est d'une ampleur épique qui se conjugue avec la précision de l'analyse sociale et donne à cette dernière une puissance évocatrice sans égale. Mais Engels a un talent pédagogique qui n'a rien à voir avec la simplification vulgarisatrice qu'on lui attribue trop souvent. Même Hunt écrit dans un hommage ambigu :

(4) Auguste Cornu, *Marx et Friedrich Engels*, tome III, "Marx à Paris", pp. 195 à 197.

(5) *Ibidem*, p. 196.

“Engels entreprit de systématiser le corpus idéologique de son ami en une doctrine codifiée et la vulgariser afin de donner à la social-démocratie européenne une orientation fondamentalement marxiste.” Et il voit “l’origine du mouvement politique de masse qu’est devenu le marxisme (...) dans la propagande et l’abondante littérature qu’Engels produisit au cours des années 1880” (p. 371). Systématiser n’est certes pas vulgariser, mais beaucoup escamotent la nuance...

Engels vulgarisateur ?

“Vulgariser” ? Tristram Hunt lui-même récuse en fait le terme lorsqu’il évoque les ouvrages qu’Engels écrit dans les années 1870-1880, en particulier l’*Anti-Dühring*, dont il dit que “sa plus belle réussite était qu’Engels y appliquait le matérialisme dialectique approfondi et enrichi par ses recherches en sciences naturelles au capitalisme” (p. 392). Il y voit “l’expression d’une authentique opinion marxiste parvenue à maturité” (p. 397). Le mot analyse serait certes bien préférable à opinion, mais finalement peu importe. Le théoricien de la social-démocrate allemande Karl Kautsky affirmait, comme le rappelle Tristram Hunt : “A en juger par l’influence qu’eut sur moi l’*Anti-Dühring*, la valeur pédagogique de ce livre est sans égale pour appréhender le marxisme. Le *Capital* de Marx reste à n’en pas douter l’œuvre la plus puissante. Mais c’est l’*Anti-Dühring* qui nous a donné la grille de lecture appropriée au *Capital*” (p. 396). Tristram Hunt est en revanche beaucoup plus réservé sur la *Dialectique de la nature*, qu’Engels, plongé dans la mise en ordre des tomes II et III du *Capital*, ne fit d’ailleurs pas publier de son vivant.

Marcuse, Lukacs, Sartre, Althusser et consorts

Tristram Hunt cite Herbert Marcuse, selon qui “c’est la *Dialectique* de la na-

ture qui est devenue la source autorisée constamment citée dans les exposés sur la dialectique émanant du marxisme soviétique” (p. 482). Mais ce “marxisme soviétique”, dont les fleurons Mitine et Ioudine n’étaient que des policiers de la pensée déguisés en universitaires, n’est qu’une double escroquerie : il n’est ni marxiste ni soviétique en ce sens qu’il n’a aucun rapport avec la réalité sociale ou avec la politique internationale de l’URSS. La caste dirigeante bureaucratique a comme premier souci de dissimuler sa propre existence et ses privilèges matériels en expansion permanente. Ainsi, le slogan du *Manifeste du Parti communiste*, “Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !”, figurait bien sur la première page de la *Pravda*, mais dans la réalité la politique de Moscou aurait dû se traduire par le slogan : prolétaires de tous les pays, divisez-vous pour servir les intérêts du Kremlin. Le slogan du *Manifeste* n’est plus dans cet univers bureaucratique qu’un grossier camouflage.

Le stalinisme n’est pas une idéologie

Tristram Hunt rappelle que, selon Lukacs, Sartre et Althusser, “ce qu’Engels a codifié dans les années 1880 n’a pas grand-chose en commun avec le marxisme”. On ne saurait certes mettre sur le même plan les critiques des trois hommes. Sartre a longtemps appuyé le stalinisme, au point de déclarer au tout début des années cinquante que “la liberté de critique est totale en URSS”, ce qui manifeste pour le moins un certain aveuglement, voire une complaisance certaine... Lukacs reproche à Engels d’avoir affirmé l’existence de la dialectique dans la nature dans son ouvrage posthume qui porte ce titre. Mais le reproche — justifié ou non — devrait s’adresser à Marx lui-même. Tristram Hunt rappelle en effet à juste titre que “Marx fut le premier à affirmer que les lois de la dialectique s’appliquaient aussi bien à la nature qu’à la société”. Aussi comprend-on assez mal qu’il affirme ensuite à propos de cet ouvrage posthu-

me d'Engels : *“En dépit de leurs limites évidentes, les tentatives de modélisation scientifiques d'Engels allaient prendre place parmi ses contributions ayant eu les conséquences les plus durables — et néfastes au XX^e siècle.”*

Elles se traduisirent *“en Union soviétique et dans le bloc communiste en directives gouvernementales”* (p. 386), et il cite essentiellement comme exemple le biologiste charlatan Lyssenko — le prétendu *“savant aux pieds nus”* —, qui affirmait *“les gènes sont une invention bourgeoise”*, n'avait jamais lu Engels et intéressait beaucoup plus Staline par sa contribution à l'instauration de la terreur chez les biologistes et les généticiens que pour ses promesses jamais tenues de récoltes miraculeuses.

Staline et Khrouchtchev après lui ne lui tinrent jamais rigueur de ces récoltes toujours au futur et de ses nouvelles races de vaches laitières qui ne dépassèrent jamais le stade de l'annonce tapageuse. Engels et la *Dialectique de la nature* ne sont évidemment pour rien dans ce culte bureaucratique du bluff et dans les manipulations multiples auxquelles leur auteur a eu recours.

Le dérapage de Tristram Hunt découle de ce que, à l'instar de Marcuse, Sartre, Althusser et autres, il pense finalement que le stalinisme découle d'une perversion idéologique et ne perçoit pas que le stalinisme n'a aucune origine idéologique, mais reflète les intérêts d'une couche sociale parasitaire.

Cette dernière, parasitant la révolution d'Octobre et son héritage, parasite aussi le marxisme et le dénature pour se fabriquer une grossière couverture idéologique

Ajoutons que Staline en personne jugea bon de dénoncer Engels. Dans un article publié dans le n° 9 de la revue *Bolchevik* (1941), il accuse ce dernier d'avoir en 1890 soutenu l'impérialisme allemand contre la Russie.

Il s'agit d'une mise en garde. A la veille et plus encore au lendemain de *“la grande guerre patriotique”*, quel crédit accorder à un suppôt de l'impérialisme germanique ?

Un *“abîme infranchissable”*...

Tristram Hunt conclut : *“En dépit de la caricature facile, qui émane aussi bien des anticommunistes que des zélateurs de Marx, Engels ne fut jamais l'architecte mécaniste et borné du matérialisme dialectique que l'idéologie soviétique du XX^e siècle a porté aux nues. Il y a donc un abîme infranchissable entre l'engelsisme et le stalinisme.”* Il ajoute : *“Le gouffre philosophique qui sépare la démarche ouverte, critique et humaniste du socialisme scientifique et un scientisme socialiste dénué de tout principe moral jusqu'à l'horreur (...), le socialisme d'Engels n'a pas de lien nécessaire avec le marxisme d'Etat du XX^e siècle”* (p. 483). Cette défense d'Engels appelle quelques commentaires : il n'y a pas d'*“idéologie soviétique du XX^e siècle”*, *“le marxisme d'Etat”* n'est qu'une imposture et le *“scientisme socialiste”* n'est qu'un leurre : Lénine, Trotsky, Boukharine, Preobrajenski ont — par-delà leurs nuances, voire leurs différences — un souci commun : analyser le plus précisément possible le monde pour définir les moyens d'agir afin de renverser un système capitaliste dont la survie plonge l'humanité et la civilisation dans une crise mortelle. Leurs adversaires les plus déterminés ne peuvent nier cet objectif, même s'ils n'en partagent ni les fins ni les moyens.

La pensée de ces bolcheviks n'a donc aucun rapports avec l'idéologie de Staline, que Tristram Hunt qualifie très généreusement de *“scientisme socialiste”*. L'idéologie du stalinisme n'est ni scientifique ni socialiste : elle a pour fonction non de fournir non une explication du monde, mais de masquer les intérêts sociaux, matériels et politiques d'une caste. Elle n'a donc qu'une fonction de camouflage. Ce faisant, Staline n'a rien inventé : les classes ou castes dominantes ont toujours présenté et présentent toujours la défense de leurs intérêts particuliers comme l'expression d'un mythique intérêt général ou de la défense d'un *“bien”* ténébreux contre un *“mal”* tout aussi obscur comme paravent idéolo-

gique de leurs intérêts sociaux, matériels et politiques.

Il a à sa manière et comme les autres invoqué un principe moral en présentant ceux qu'il voulait liquider comme des "saboteurs" ou des "espions". Non seulement le socialisme d'Engels n'a pas de "*lien nécessaire*" avec cette pratique policière, mais il en est l'inverse.

Les slogans sarcastiques d'Orwell dans *1984* (la guerre, c'est la paix, etc.) visent non seulement l'URSS stalinienne, mais tous les régimes d'exploitation et d'oppression qui recourent nécessairement et systématiquement au mensonge. La guerre, c'est la démocratie : n'est-ce pas par exemple ce que nous serinent des gouvernements dits démocratiques à propos de l'Irak depuis sept ans ? La démocratie n'en est en rien responsable.

En insistant sur la rupture radicale entre Engels et le stalinisme, le livre de

Tristram Hunt, par-delà telle ou telle formule contestable, va à contre-courant d'une mode il est vrai un peu défraîchie. Il donne en prime une image vivante de son héros, dont il suit pas à pas l'existence tour à tour bouillonnante et studieuse, car Engels, comme Marx, a toujours tenté de traduire la pensée en action.

On peut sans doute lui reprocher d'accorder une place trop mince à l'activité d'Engels aux côtés de Marx dans la vie de la Première Internationale, à laquelle les deux hommes consacrèrent près de dix ans de leur vie politique. Mais au regard de tout ce qui s'écrit sur eux aujourd'hui, le livre de Tristram Hunt est incontestablement à lire et se lit aisément. Il est d'autant plus utile de le lire que, comme il le souligne, "*l'analyse critique d'Engels résonne par-delà les siècles*" (p. 487).

Jean-Jacques Marie

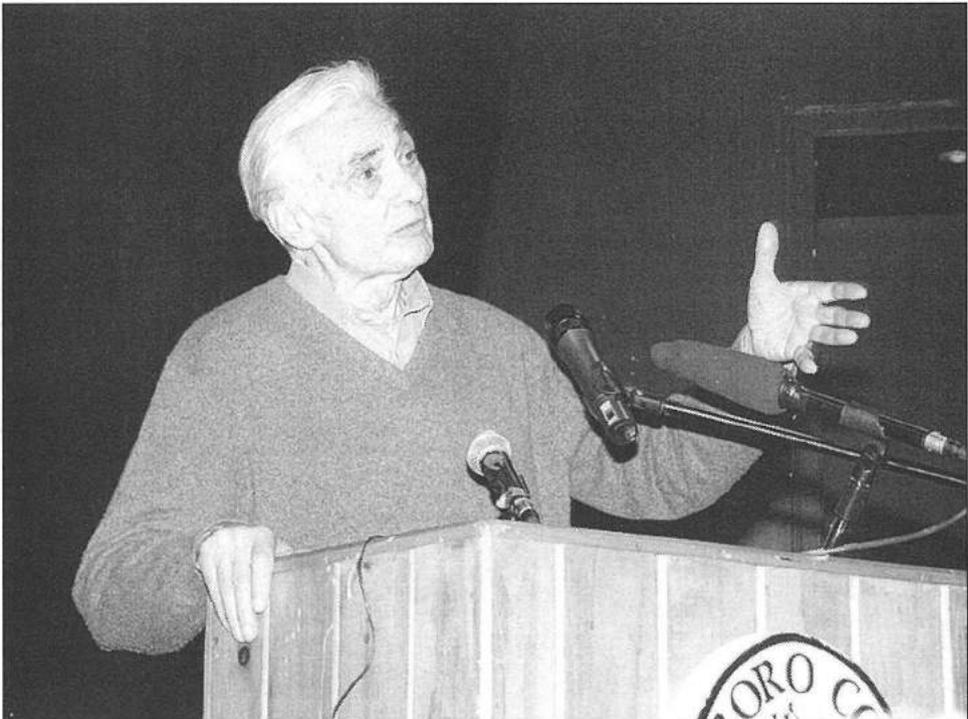
**Howard
Zinn :
Le massacre
des mineurs grévistes
de Ludlow
(Etats-Unis, 1914)**

Dans *Le Monde* (18-19 octobre 2009), sous le titre *Un prix Nobel de promesses ?*, Howard Zinn réagissait à l'attribution du prix Nobel de la paix à Barack Obama, "qui, soulignait-il, mène des guerres dans deux pays et des actions militaires dans un troisième (le Pakistan)", en rappelant quelques exploits militaires des présidents Thomas Woodrow Wilson et Theodore Roosevelt, et du secrétaire d'Etat Henry Kissinger, eux aussi décorés du prix Nobel de la paix.

"Wilson, écrit-il, a ordonné le bombardement de la côte mexicaine, envoyé des troupes occuper Haïti et la République dominicaine, et impliqué les Etats-Unis dans le massacre à grande échelle qui se déroulait en Europe durant la Première Guerre mondiale..."

"Theodore Roosevelt (...) a pris part à la conquête de Cuba par les Etats-Unis, il prétendait libérer cette petite île du joug espagnol tout en l'emprisonnant dans des chaînes américaines. Et une fois président, il mena une guerre sanglante pour soumettre les Philippines, allant jusqu'à féliciter un général américain qui venait de massacrer six cents villageois sans défense.

Plus tard, enfin, le comité (Nobel) estima qu'il était juste de décerner un prix de la paix à Henry Kissinger, qui avait signé l'accord final mettant un terme à la guerre du Vietnam, dont il avait pourtant été l'un des instigateurs. Kissinger, qui avait servilement approuvé Nixon dans sa volonté d'étendre la guerre en procédant au bombardement de villages au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Kissinger, qui correspond très exactement à la définition du criminel de guerre, s'est vu attribuer un prix Nobel de la paix !"



Le “massacre de Ludlow” (1914) *Une histoire populaire des Etats-Unis*, par Howard Zinn.

Publié aux Etats-Unis par HarperCollins Publishers.

© 2002 éditions Agone (Marseille)

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton.

ET peu après l'accession de Woodrow Wilson à la présidence éclata au Colorado l'un des plus durs et des plus violents conflits entre les travailleurs et le capital industriel de l'histoire des Etats-Unis.

Cette grève des mines de charbon du Colorado commença en septembre 1913 et culmina avec le “massacre de Ludlow”, en avril 1914. Onze mille mineurs, pour la plupart des immigrants grecs, italiens ou serbes, travaillaient dans le sud de l'Etat pour la Colorado Fuel & Iron Corporation, propriété de la famille Rockefeller. Indignés par le meurtre d'un délégué syndical, les mineurs se mirent en grève contre les salaires misérables, les conditions de travail extrêmement dangereuses et le contrôle quasi féodal de leur vie au sein des villes complètement organisées par les compagnies minières. Mother Jones (1), qui, s'occupait à cette époque d'organiser la United Mine Workers, se déplaça dans le Colorado, enthousiasma les grévistes par ses discours et leur apporta son aide au cours des premiers mois jusqu'à ce qu'elle soit arrêtée, enfermée dans une sorte de cachot et finalement expulsée de l'Etat.

Dès que la grève éclata, les mineurs furent expulsés des logements qu'ils occupaient dans les villes possédées par la compagnie minière. Soutenus par la United Mine Workers Union, ils établirent des campements de tentes dans les collines voisines et poursuivirent la grève en maintenant les piquets de grève. Le service d'ordre engagé par les représentants de Rockefeller — des hommes de l'agence Baldwin-Felt Detective — utilisaient des fusils-mitrailleurs et des carabines, et effectuaient des raids sur les

(1) Connue sous le nom de Mother Jones (1837-1930), Mary Harris Jones est née à Cork, en Irlande. Elle émigre avec sa famille d'abord au Canada (Toronto) avant de s'installer aux Etats-Unis. Elle est institutrice à Chicago, puis ouvre un commerce de confection à Memphis. Son mari, puis ses quatre jeunes enfants meurent en 1867 lors d'une épidémie de fièvre jaune dans le Tennessee, et, en 1871, son nouveau commerce est détruit à Chicago dans un incendie. Désormais sans famille, elle se consacre à l'action militante au sein des *Chevaliers du travail*, un groupe d'activistes précurseurs des *Industrial Workers of the World*. Elle milite ensuite pour le compte du syndicat des United Mine Workers, puis dans les IWW, à partir de 1905, tout en s'impliquant également aux côtés du Parti socialiste d'Amérique dirigé par Eugene V. Debs, lui aussi membre fondateur des IWW.

campements des grévistes. La liste des grévistes assassinés s'allongea, mais les autres tinrent bon, interceptèrent un train blindé et se battirent pour se débarrasser des briseurs de grève. La résistance des mineurs qui refusaient de lâcher prise empêchait les mines de fonctionner. Le gouverneur du Colorado (que l'un des directeurs de mines Rockefeller appelait "notre petit cow-boy de gouverneur") fit appel aux membres de la garde nationale, dont les salaires furent payés par les Rockefeller.

Au début, les mineurs pensèrent que la garde nationale allait les protéger et l'accueillirent avec des drapeaux et des cris de joie. Mais ils découvrirent vite qu'elle avait pour mission de faire cesser la grève. La garde introduisit des briseurs de grève de nuit sans pour autant les informer qu'une grève était en cours. Les mineurs furent roués de coups, arrêtés par centaines, et la troupe chargea plusieurs fois des manifestations de femmes dans les rues de Trinidad, la plus grosse agglomération des environs. Mais les mineurs refusaient obstinément d'abandonner. Après l'hiver particulièrement rigoureux de 1913-1914, il devint clair qu'il faudrait prendre des mesures extraordinaires pour briser cette grève.

En avril 1914, deux compagnies de la garde nationale se tenaient dans les collines surplombant le plus important campement des mineurs, celui de Ludlow, qui abritait des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Au matin du 20 avril 1914, ce campement devint la cible des fusils-mitrailleurs. Les mineurs se défendirent à coups de fusil. Leur leader, un Grec nommé Lou Tikas, fut attiré dans les collines sous prétexte de négocier une trêve et y fut exécuté par une compagnie de la garde nationale. Les femmes et les enfants creusèrent des fosses sous les tentes pour échapper aux tirs des mitrailleuses. Au crépuscule, les gardes nationaux descendirent des collines pour mettre le feu au campement et les familles s'enfuirent dans les collines. Treize personnes furent abattues dans leur fuite.

Le lendemain, un employé du téléphone passant à travers les ruines du

campement souleva une plaque d'acier qui recouvrait une fosse creusée dans l'une des tentes et découvrit les corps carbonisés, recroquevillés, de onze enfants et deux femmes. Cet événement est aujourd'hui connu sous le nom de massacre de Ludlow.

La nouvelle courut rapidement à travers tout le pays. A Denver, la United Mine Workers fit paraître un "Appel aux armes" : "Défendez-vous, réunissez toutes les armes et les munitions légalement disponibles." Trois cents grévistes en armes des autres campements se dirigèrent vers Ludlow, coupèrent les fils du téléphone et du télégraphe, et se préparèrent à combattre. Les cheminots refusèrent de convoier des soldats de Trinidad vers Ludlow. A Colorado Springs, trois cents mineurs syndiqués quittèrent leur poste et se dirigèrent vers la région de Trinidad, emportant avec eux toutes sortes d'armes.

A Trinidad même, les mineurs qui avaient assisté au service funéraire dédié à la mémoire des vingt-six morts de Ludlow se rendirent ensuite dans un bâtiment où des armes avaient été mises à leur disposition. Ils se saisirent des fusils et se rendirent dans les collines, saccageant les mines, tuant quelques gardes et faisant exploser les puits. La presse expliqua que, "soudainement, toutes les collines des environs semblaient grouiller d'hommes".

A Denver, quatre-vingt-deux soldats de l'armée refusèrent de monter dans le train à destination de Trinidad. Un journaliste raconta que ces "hommes (avaient) déclaré qu'ils ne participeraient pas au massacre de femmes et d'enfants, et injurié les trois cent cinquante soldats qui acceptaient de monter dans le train".

Cinq mille personnes manifestèrent sous la pluie à Denver, capitale de l'Etat du Colorado, exigeant que les officiers de la garde nationale présente à Ludlow fussent jugés pour meurtre. Ils accusaient également le gouverneur de complicité. La Denver Cigar Makers Union vota l'envoi de cinq cents hommes armés à Ludlow et à Trinidad. Les femmes du syndicat des travailleurs de la confec-

tion de Denver annoncèrent que quatre cents d'entre elles s'étaient portées volontaires comme infirmières pour se rendre auprès des grévistes.

Partout à travers le pays, on organisa des rassemblements et des manifestations. Il y eut des piquets devant le siège social de Rockefeller sur Broadway, à New York. Un prédicateur qui avait pris la parole sur le perron du temple auquel Rockefeller réservait parfois ses sermons fut matraqué par la police.

Le *New York Times* fit paraître un éditorial sur les événements du Colorado, qui attiraient l'attention internationale. L'inquiétude du *Times* n'était pas due aux atrocités qui avaient eu lieu à Ludlow, mais aux erreurs de stratégie qui avaient été commises. Son éditorial sur le massacre de Ludlow commençait ainsi : *"Quelqu'un a fait une énorme gaffe."* Deux jours plus tard, alors que les mineurs armés campaient dans les collines, le *Times* écrivait : *"Avec les armes les plus meurtrières aux mains d'hommes désespérés, on ne peut dire ce qu'il adviendra de la guerre au Colorado s'il n'y est pas mis fin par la force (...). Le président devrait cesser de porter toute son attention sur le Mexique*

pour prendre le temps d'appliquer des mesures fermes au Colorado."

Le gouverneur du Colorado exigea et obtint de Woodrow Wilson qu'il envoie des troupes fédérales pour ramener l'ordre. C'est alors que le grève commença à s'essouffler. Des commissions désignées par le Congrès se rendirent sur place et recueillirent quelques milliers de pages de témoignages. Le syndicat ne fut pas reconnu officiellement pour autant et, malgré la mort de soixante-dix hommes, femmes et enfants, aucun milicien ou surveillant des mines ne fut inculpé pour meurtre.

Le Colorado avait été la scène d'un terrible conflit de classes qui avait eu des répercussions à travers tout le pays. La menace d'une révolte de classe existait à l'évidence toujours dans le cadre des rapports sociaux américains et dans l'esprit de la classe laborieuse — et ce malgré toutes les lois votées, les réformes libérales entreprises, les enquêtes publiques en cours et tous les beaux discours de repentance et de réconciliation.

Howard Zinn

Une histoire populaire des États-Unis, chapitre XIII, pages 401 à 406.

Howard Zinn (1922-2010)

LE célèbre historien américain Howard Zinn est mort à l'âge de 87 ans, après une longue vie bien remplie. Né dans une famille ouvrière, il s'est engagé dans l'US Army Air Corps pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a servi comme bombardier dans la 8^e Armée aérienne, participant à la destruction de Royan en avril 1945. L'objectif était de réduire la dernière poche de résistance de la marine allemande, mais, du fait de la première utilisation du napalm en combat aérien, un grand nombre de civils français ont également péri. A partir de ce moment, Zinn s'est toujours opposé à la guerre, quel que soit le prétexte.

Il a pu faire valoir le "GI Bill" pour obtenir une bourse d'études destinées aux anciens combattants et s'inscrire à Columbia University — comme une partie de toute une génération d'Américains qui ont pu ainsi avoir accès à l'enseignement supérieur. Auparavant, les facultés ou les universités avaient été surtout le domaine réservé de l'élite. Désormais, des centaines de milliers d'étudiants venus de la classe ouvrière ont pu faire de brillantes études universitaires.

Le premier poste de Zinn au Spelman College, à Atlanta, en Georgie, l'a mis en contact étroit avec le Mouvement des droits civils. Son engagement actif dans le mouvement pour la défense de ses

étudiantes d'origine afro-américaine a entraîné son licenciement. Cependant, il a aussitôt retrouvé un poste de professeur à l'université de Boston, où de nouveau il s'est opposé à la direction réactionnaire du président de l'université, John Silber. Cette fois, cependant, il a défendu la faculté et son propre cas avec succès. Entre-temps, il était devenu un militant et un écrivain contre la guerre du Vietnam.

En 1980, la première édition de son œuvre, *Une histoire populaire des Etats-Unis*, a été publiée avec un tirage de 5 000 exemplaires. Au cours des décennies suivantes, la réputation de ce livre et son introduction dans les programmes scolaires et universitaires se sont accrues jusqu'à ce qu'il soit vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Cette œuvre est une parfaite illustration de la "nouvelle histoire" écrite "par le bas" — celle qui raconte les histoires des mouvements de base radicaux en Amérique et les conflits souvent violents contre la classe dominante de l'élite. Pour beaucoup, beaucoup de lecteurs, c'était la première fois qu'ils entendaient parler d'Eugene Debs ou d'Emma Goldman. "Nous ne devons pas accepter, a écrit Zinn dans sa préface, la mémoire des Etats comme la nôtre." Cela signifie que l'expérience du peuple et non celle d'aucun gouvernement, transmise par une multitude de canaux, est la véritable source de la vérité.

Par son œuvre et par son activité politique incessante, Zinn ressemble à l'historien anglais Edward Thompson, dont l'ouvrage *La formation de la classe ouvrière anglaise* a fait sensation lors de sa publication dans les années 1960. Tous les deux ont été des exemples vivants

d'"intellectuels publics" — engagés dans l'exhumation des restes enfouis de l'histoire de la classe ouvrière, mais aussi des opposants farouches à la guerre et à l'empire.

Les opinions politiques personnelles de Zinn étaient anarchistes, comme il l'a dit lui-même. Il éprouvait une méfiance profonde dans tout ce qui était soutenu par l'Etat. Il citait souvent de "petits" gestes comme une manifestation dans un bus contre la ségrégation raciale, qui, s'ils s'étendaient, pouvaient être le signe de profonds changements sociaux. Si chacun participait réellement à la démocratie, et en tirait profit, la société tout entière pourrait être transformée. Il a conclu son autobiographie dans les termes suivants : *"Espérer quand les temps sont durs, ce n'est pas simplement follement romantique. C'est fondé sur le fait que l'histoire humaine n'est pas seulement l'histoire de la cruauté, mais aussi celle de la compassion, du sacrifice, du courage et de la bonté. Ce que nous choisissons de souligner dans cette histoire complexe déterminera notre vie. Si nous ne voyons que le pire, cela détruit notre capacité à faire quelque chose... Et si nous agissons vraiment, même d'une façon modeste, nous n'avons pas à attendre quelque grand avenir utopique. L'avenir est une succession infinie de présents, et vivre maintenant comme nous estimons que les êtres humains devraient vivre, en opposition à tout ce qui est mauvais autour de nous, c'est en soi une victoire merveilleuse."*

Fred Whitehead,
Kansas City,
février 2010

Nous remercions les éditions Agone, qui nous ont autorisés à reproduire l'extrait de l'ouvrage d'Howard Zinn consacré au massacre de Ludlow.

Gr. Baltanski : La révolution en Bulgarie en 1918

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leur n° 12 une étude de Tiso Jossifort sur la révolte de Radomir, mouvement insurrectionnel qui a secoué la Bulgarie en septembre-octobre 1918. A la suite de la défaite militaire de l'armée bulgare engagée par la monarchie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre mondiale, plusieurs milliers de soldats se soulevèrent. Bien qu'écrasée, cette insurrection fut le point de départ d'une profonde crise révolutionnaire en Bulgarie, qui se poursuivit jusqu'en 1923.

Nous publions des pages consacrées au même événement, tirées de la biographie de l'anarchiste bulgare G. Cheïtanov par l'anarchiste bulgare Gr Baltanski (*Cheïtanov. Pages d'histoire du mouvement libertaire bulgare*, éditions Notre Route, 1965, pp. 89 à 95). Le mouvement anarchiste était assez puissant à cette époque en Bulgarie.

Précisons, pour la compréhension de ces pages, que la social-démocratie bulgare était divisée en deux fractions : les socialistes étroits (plus ou moins proches des bolcheviks) et les socialistes larges, proches des mencheviks. Quant à Stamboliski, longtemps emprisonné pour son opposition à la guerre, il était le leader d'une puissante Union paysanne, qui formera un gouvernement d'union en 1919 renversé par un complot militaire en 1922. Les officiers tortureront et abattront Stamboliski et plusieurs autres dirigeants paysans.



“Le danger d’une insurrection largement populaire”

LE mécontentement toujours croissant de la population, l’effondrement de tout prestige du roi Ferdinand et des partis bourgeois, responsables de l’engagement de la Bulgarie dans la guerre, l’accroissement, en revanche, de la renommée de l’Union paysanne et des sociaux-démocrates (socialistes étroits) se produisant grâce à leur opposition à cette boucherie humaine, et le danger réel d’une insurrection largement populaire dans laquelle les anarchistes, en tant que ferment révolutionnaire, auraient joué un rôle important, tout cela dictait aux responsables, comme cela arrive toujours et partout en pareilles circonstances, une politique de compromis, de souplesse et de repliements tactiques, dans le but d’occuper des positions plus défendables et d’attendre que passent les nuages de grêle et les foudres éventuelles. Dans des situations aussi menaçantes, les paratonnerres deviennent une “nécessité historique”.

Ferdinand, le premier, devait chercher à sauvegarder sa couronne, suivi ensuite par le jeune capitalisme bulgare qui avait intérêt à éviter la catastrophe complète.

Seule l’opposition pouvait servir de meilleur “paratonnerre”. Mais les intérêts de la cour et de la bourgeoisie, préférant le moindre mal, conseillaient la prudence et les reculs progressifs.

La “germanophilie” devait se transformer en “russophilie”

Les responsables se rendaient bien compte que les “puissances centrales” avaient perdu toute chance de gagner la guerre et que, par conséquent, la “germanophilie” devait se transformer en “russophilie”, en faisant passer la direction du pays entre les mains des “amis” des “puissances alliées”.

Ce sont les démocrates et les radicaux qui correspondaient le mieux à ce choix au moment où la crise allait se déclencher. Et, en effet, après l’inévitable démission du gouvernement Radoslavov, le 21 juin 1918, le nouveau gouvernement fut formé par Malinov (démocrate) et Kostourkov (radical). La tâche précise de ce gouvernement fut d’effectuer un revirement sur le plan de la politique extérieure. Mais pour préserver quelque chance, d’ailleurs bien illusoire, d’aboutir à une paix plus honorable ou, tout au moins, moins désastreuse, ce gouvernement dut poursuivre la guerre.

L’allure d’une véritable révolution

Ce fut dans ces circonstances absurdes que le front s’écroula à Dobro-po-

lé et qu'éclata le soulèvement des soldats (qui prit l'allure d'une véritable révolution, connue sous le nom d' "*événements de Vladaïa*").

Ce développement inévitable commença par une désaffection progressive du front et par des désertions fréquentes. Les soldats qui étaient partis en permission ne regagnaient plus le front. Certaines unités abandonnaient certaines positions. Des rébellions locales se déclaraient dans plusieurs secteurs. Les cas d'insoumission à l'autorité militaire devenaient de plus en plus fréquents et revêtaient un caractère collectif.

Les forces de l' "Entente" lancèrent une offensive sur le front du sud avec 57 000 soldats et 566 batteries, contre 15 000 Bulgares et 158 canons. La préparation de l'attaque commença par la canonnade du 14 septembre à 7 heures du matin. Le 18 septembre, le front du sud fut rompu sur une largeur de 25 kilomètres et une profondeur de 15 kilomètres. Cette défaite fut le résultat non seulement de la prédominance écrasante de l'ennemi, mais également du manque de désir de résister des soldats bulgares. On peut résumer leur attitude, à la suite de tant de morts inutiles, dans une petite phrase qui est devenue un dicton populaire : "*Prazna ranitsa né pazi granitsa*" ("Le sac vide ne garde pas les frontières").

Ce fut alors cet événement qui imposa un second repliement politique des responsables de la catastrophe. Le 25 septembre, à la demande du ministre de la Guerre, Alexandre Stamboliski fut libéré. Un peu plus tard, les portes de la prison s'ouvraient également devant le Dr Raïko Dascalov.

Ces libérations avaient pour but d'exploiter l'autorité morale des leaders agrariens afin d'arrêter la retraite des troupes et de stabiliser le front.

Stamboliski, par excès d'honnêteté, de patriotisme peut-être, et aussi par manque d'envergure politique, s'engagea, avant de sortir de prison, à travailler dans ce sens. Ce fut sa première faute grave d'homme politique représentant la grande majorité de la paysannerie de gauche.

Aujourd'hui, avec le recul des temps et en s'appuyant sur les faits, nous pouvons constater la justesse du jugement que Cheitanov porta sur Stamboliski, pour qui il avait pourtant de la sympathie, dans la réponse qu'il donna à Kosta Todorov en 1917 et qui fut reproduite dans sa "*Lettre ouverte*" dont il a déjà été question.

« *Je n'ai accordé aucun crédit — écrit Cheitanov — à cette idée (1), car je savais que vous étiez des hommes sans principes et sans honneur. Et les événements de septembre 1918 l'ont prouvé. Vous avez abandonné misérablement ceux qui tombaient à Vladaïa et vous vous êtes rendu à la cour ; aujourd'hui, vous amusez, tel un vieil ours, le jeune "roi des Bulgares". C'est à partir de ce jour que commença votre tragi-comédie.* »

Paroles lourdes de sens, jugement cruel de la part d'un ancien ami, mais correspondant à la vérité historique !

Demander des comptes

Les soldats révoltés abandonnaient le front en masse et se dirigeaient vers la capitale pour demander des comptes à ceux qui étaient responsables de tant de privations, de tant de souffrances et d'une telle catastrophe nationale. Le nombre des insurgés s'élevait de quatre à cinq mille au début pour atteindre dix mille en quelques jours. Le 24 septembre, un groupe de trente à quarante soldats envahit le quartier général de Kustendil et arrêta tous les officiers d'état-major.

Stamboliski, ce même Stamboliski qui, avec une telle clairvoyance, avait prévu la fin inévitable de Ferdinand et montré un tel courage en formulant à la veille de la guerre son jugement sur la monarchie — jugement de l'histoire elle-même — accepta une audience de ce même Ferdinand qu'il avait moralement liquidé. Il se déclara disposé à se rendre, en compagnie d'un groupe de députés,

(1) D'une rébellion organisée par les anarchistes dans la prison, qui se serait étendue et la capitale. (Note de l'auteur.)

au camp des soldats révoltés et de s'employer à la consolidation du front. Et, malheureusement, il tint parole...

Cependant, à la veille de se rendre au camp des soldats révoltés, Stamboliski rencontra Blagoev, leader des socialistes étroits (futurs communistes-bolcheviks) et lui proposa une collaboration dans le but de renverser le gouvernement Malinov-Kostourkov et de se partager le pouvoir. Blagoev s'y refusa.

Un refus catégorique

Par décision du gouvernement, un groupe de parlementaires composé d'Alexandre Stamboliski, du Dr Raïko Dascalov, de Nicolas Sakarov, d'Alexandre Guerguinov, d'Ilia Gueorgov, de Stoyan Momtchev, d'Alexandre Mekhandjyski et du ministre de la Guerre, le général Savov, partit le 26 septembre à Radomir. Stamboliski prononça un discours devant les soldats, tentant de les convaincre de retourner au front. Les soldats l'interrompirent plusieurs fois, protestant et exprimant un refus catégorique.

Le lendemain, la même délégation se rendit à Kustendil, répéta la même tentative et obtint le même résultat : un refus catégorique. Entre-temps, Dascalov retourna à Radomir et se déclara solidaire des insurgés en proclamant la "République de Radomir". Stamboliski, après une certaine hésitation, y adhéra également.

Aveuglés par leur dogmatisme héréditaire

Quelle fut l'attitude des socialistes étroits face à ces événements ? Se déclarant en paroles "révolutionnaires", mais amollis par une longue tradition parlementaire et aveuglés par leur dogmatisme héréditaire, ils négligèrent l'insurrection militaire et populaire. Pour présenter d'une façon plus authentique l'attitude adoptée par ce parti, qui, avec toutes ses prétentions de guide irremplaçable et

d'avant-garde de la révolution, dut se tromper plus d'une fois et aux moments les plus décisifs de l'histoire du peuple bulgare, passons la parole à Georges Dimitrov.

"N'ayant pas encore acquis la conception léniniste de l'union de combat des travailleurs et des paysans — écrit Georges Dimitrov dans son rapport politique du comité central du Parti communiste bulgare au V^e Congrès, p. 19 —, le parti estimait que les soldats révoltés, vu leur origine paysanne, ne visaient pas l'instauration d'un pouvoir soviétique et ne pouvaient pas être capables d'aboutir à une véritable révolution. Ce fut justement à cause de cette attitude marxiste doctrinaire que notre parti ne se chargea pas de la direction de l'insurrection. Il n'entreprit rien pour la transformer en une révolution du peuple, ce qui la condamna à demeurer un soulèvement isolé, sans direction sérieuse et à être écrasée."

Cet important aveu de l'un des leaders responsables des socialistes étroits en ce qui concerne la grande trahison de septembre 1918 ne dit pas toute la vérité. A quel "pouvoir soviétique" fait-il allusion, à un moment où une telle formule était ignorée des soldats et lorsque le parti des socialistes étroits lui-même n'avait pas encore adhéré au bolchevisme et restait toujours un parti social-démocrate foncièrement parlementariste ? Comment Dimitrov se permit-il de parler de leur "direction de l'insurrection" alors que les socialistes étroits n'étaient qu'une minorité insignifiante sans aucune participation au soulèvement des soldats ?

Un seul fait est à retenir dans cet extraordinaire aveu de l'ancien secrétaire de l'Internationale communiste, c'est que les socialistes étroits d'autrefois et leurs héritiers légitimes d'aujourd'hui — staliniens ou krouchtchéviens — ne sont "révolutionnaires" que lorsqu'ils ont l'espoir de diriger. Si un tel espoir ne se présente pas pour eux, ils se désintéressent de tout mouvement révolutionnaire spontané et l'abandonnent, restant dans une "neutralité" absurde pouvant aller jusqu'à la trahison.

Dans ces conditions, l'écrasement de l'insurrection des soldats ne pouvait attendre longtemps. Cependant, la victoire de l'ennemi ne fut pas totale. Le principal responsable de la catastrophe, Ferdi-

nand, qui avait quitté le palais royal par train spécial dès le début de l'insurrection, préféra, malgré cet écrasement, abdiquer en faveur de son fils Boris, qui occupa le trône le 3 octobre 1918.



Alexandre Stamboliski (à gauche).

Boris Souvarine : Eloge des bolcheviks

Boris Souvarine, membre de la SFIO pendant la Première Guerre mondiale, soutint dès le début la révolution d'octobre 1917 (ou de novembre, conformément au calendrier grégorien).

En mai 1919, il est élu à la commission exécutive du Comité (français) de la Troisième Internationale. Il est élu au comité directeur du Parti communiste français créé au lendemain de la scission de la SFIO à Tours, en décembre 1920. Il publie le *Bulletin communiste*.

En juillet 1921, il est coopté au comité exécutif de l'Internationale communiste au lendemain de son Troisième Congrès. Il représente le comité directeur du Parti communiste à l'Internationale. Le soutien qu'il apporte à Trotsky dans la lutte de l'Opposition de gauche lui vaut d'être exclu du Parti communiste en juillet 1924.

En 1929, il rompt avec l'Opposition de gauche internationale. Au lendemain de la guerre, il sera l'un des animateurs du BEIPI (bientôt rebaptisé Est-Ouest) aux côtés de Georges Albertini, ancien secrétaire du Rassemblement national populaire de Marcel Déat et homme de main politique du patronat français. Ses opinions d'alors n'ont plus rien à voir avec celles de sa jeunesse, mais il refusera toujours d'accepter un certain nombre des ragots et mensonges réactionnaires inlassablement rapportés sur Lénine et Trotsky, à commencer par le prétendu train blindé et le prétendu argent allemand. Cela lui vaudra le reproche (assez largement exagéré) de Soljenitsyne de ne pas vouloir rompre avec son engagement de jeunesse.

Paolo Casciola, animateur des *Quaderni Pietro Tresso*, vient de republier l'*Eloge des bolcheviks*, publié par Souvarine en 1919.

Nous reproduisons ici deux des quatorze chapitres de cette longue brochure. Le lecteur désireux de s'en procurer le texte entier peut la commander pour 10 euros (port compris) auprès de l'éditeur des *Quaderni Pietro Tresso*, Paolo Casciola C P 154 50100 Firenze, Italie.

“Les contre-révolutionnaires russes n'étaient pas seuls”

LA révolution de Novembre s'était accomplie dans le minimum de violence : tous les spectateurs en témoignent (1). Ce prétendu coup de force fut la simple consécration de la puissance de fait des soviets.

Les bolcheviks prirent le pouvoir comme on cueille un fruit mûr. L'écrasante majorité du peuple était avec eux. Jamais prétendu coup d'Etat n'eut caractère plus légitime. Il fallut une formidable accumulation de mensonges dans la presse mondiale pour obscurcir cette vérité.

La minorité conservatrice, détentrice des organes de gouvernement, des services publics, etc., prétendit faire échec à la majorité populaire. Ce fut la “grève des intellectuels”, entrevue par Jaurès en prévision d'un mouvement prolétarien. Les employés des ministères, du ravitaillement, et d'autres services publics indispensables à la vie du pays, abandonnèrent leur poste *après s'être octroyés plusieurs mois d'appointements d'avance*. La classe moyenne, d'esprit petit-bourgeois, boycotta le régime des soviets. Dans bon nombre d'usines, même tactique des techniciens et directeurs d'entreprises. Tous les moyens étaient bons pour provoquer l'écroulement du système soviétique.

Les bolcheviks durent improviser des cadres nouveaux, un nouveau personnel,

pour remplacer les saboteurs. Tâche ingrate : les travailleurs n'avaient ni l'éducation ni l'expérience nécessaires au bon fonctionnement des rouages d'un Etat économique moderne. Mais leur bonne volonté était sans limites et, tant bien que mal, la réorganisation s'accomplit.

Plus tard, d'ailleurs, la résistance des ennemis du régime fut brisée et les “intellectuels” reprirent leur place dans les cadres de la République des soviets.

La lutte contre-révolutionnaire, d'abord sourde et inavouée, se manifesta rapidement de plus en plus ouverte et audacieuse. Les journaux répandirent non seulement d'odieuses légendes pour ruiner le crédit des militants bolcheviques, mais encore des fausses nouvelles pour créer la panique. Les bolcheviks rendirent coup pour coup et privèrent certains journaux d'une liberté qui n'était pas la liberté de la presse, mais la liberté d'em-

(1) Même les plus impudents calomnieurs des bolcheviks reconnaissent le fait en décrivant les événements. Voir Claude Anet (*La Révolution russe*), Gabriel Domergue (*La Russie rouge*), etc. Voir aussi les ouvrages plus impartiaux d'Aime Masson (*Histoire complète de la révolution russe*), d'Antonelli (*La Russie bolcheviste*), etc. Voir surtout les récits de Jacques Sadoul, d'Arthur Ransome (*Daily News*), de Philips Price (*Manchester Guardian*), du colonel Robins (presse américaine), de John Reed (*Ten days that shook the World*), de Miss Bessie Beatty (*The Red Heart of Russia*), de Mine Louise Bryant (*Six Red Months in Russia*), et les ouvrages de Trotsky, Boukharine, Wanine, etc.

poisonner les esprits, de mentir et de calomnier. Ce ne fut que beaucoup plus tard, lorsque la guerre civile atteignit au paroxysme, qu'ils supprimèrent la presse d'opposition : c'était un moyen de combat aussi légitime que l'emploi de bombes et de mitrailleuses par leurs ennemis (2).

Ceux-ci employèrent des procédés de lutte qui devaient provoquer une explosion de colère populaire et qui, mettant en péril les conquêtes de la révolution, exigeaient une répression sans merci. Ils paralysèrent le ravitaillement des villes en excitant les paysans à refuser leurs produits aux soviets. Ils suscitèrent des soulèvements à main armée et une guerre civile déclarée. Ils pactisèrent avec l'étranger, qu'ils appelèrent en Russie pour "rétablir l'ordre" : on sait ce que cette expression évoque de répressions, de fusillades, de cours martiales, d'exécutions en masse. Ceux qui purent faire appel aux hobereaux allemands, comme les social-patriotes d'Ukraine et de Géorgie, ne rougirent pas de le faire. Ceux qui purent s'aboucher avec les Anglais, les Français, les Américains, les Japonais, firent de même. Tous les alliés étaient acceptables pour ceux qui exécutaient la révolution prolétarienne.

Les contre-révolutionnaires russes n'étaient pas seuls. Leur besogne néfaste fut puissamment secondée, souvent même dirigée par la clique des diplomates et de certains militaires anglais, français et américains. Les agissements de ces misérables défont toute flétrissure, par le niveau d'ignominie qu'ils ont atteint. L'organisation de l'émeute désastreuse d'Iaroslav, qui coûta de nombreuses vies humaines et détruisit des merveilles d'art et d'archéologie ; de la randonnée des Tchéco-Slovaques, qui ravagèrent la vallée de la Volga et la Sibérie, commettant d'indescriptibles atrocités ; les tentatives de faire sauter des ponts et des voies ferrées, par des malfaiteurs soudoyés, pour affamer Petrograd, telles sont les entreprises topiques permettant d'apprécier leur rôle. C'est devant de tels crimes qu'un bourgeois conservateur et antibolchevique, M. René Marchand, ex-correspondant du *Figaro*, libéra sa conscience en adressant à deux personnalités sur la

confiance et l'amitié desquelles il croyait pouvoir compter, MM. Albert Thomas et Raymond Poincaré, des lettres révélatrices (3). C'est parce qu'il possède preuves et documents sur l'action criminelle des agents alliés que le capitaine Jacques Sadoul, envoyé du ministère de l'Armement en Russie, membre de la mission militaire française, connu de ses amis et de ses chefs comme un grand honnête homme, d'intelligence remarquable et de courage civique exemplaire, s'est vu refuser la possibilité de revenir en France.

De tels faits parlent d'eux-mêmes. Ils accablent les ennemis des bolcheviks d'une honte ineffaçable. Ils sont pour les bolcheviks une justification de leurs actes, une glorification de leur œuvre.

La réaction mondiale contre les bolcheviks

La réaction mondiale n'a cessé de soutenir la réaction russe dans ses tentatives de restauration de l'ancien régime, plus ou moins camouflé. Les Alliés, particulièrement, ont entretenu en Russie une armée de diplomates, de policiers, d'espions, de saboteurs, destinés à créer des difficultés au pouvoir des soviets pour amener sa chute. Nous avons signalé plus haut quelques-uns des exploits criminels de cette bande, avec témoignages à l'appui. Il en est combien d'autres ! Le correspondant du *Public Ledger* de Philadelphie, Robert Minor, signale par exemple le sabotage des locomotives par des mercenaires de l'ambassade française, qui introduisaient de l'émeri dans les rouages. Les complots,

(2) Il est facile de prouver que les bolcheviks laissèrent subsister, pendant les six premiers mois du pouvoir des soviets, des publications qui les couvraient de boue. Devant la Commission d'enquête sur le bolchevisme, au Sénat de Washington, plusieurs témoins produisirent des journaux et revues pour montrer que les bolcheviks ne se départirent de leur tolérance qu'à la dernière extrémité, quand le régime soviétique, assailli de toute part, dut décupler la vigueur de sa résistance pour se sauver.

(3) Ces deux lettres ont paru en brochure, en vente dans les librairies des journaux socialistes.

les attentats contre les membres du gouvernement soviétique ont été fomentés par les agents alliés, que l'on trouve à l'origine de toutes les conspirations, de toutes les émeutes, de tous les troubles. Les ambassades et les consulats n'ont cessé d'abriter les contre-révolutionnaires de tout acabit. Quand, à bout de patience, les bolcheviks perquisitionnèrent dans les locaux où ils savaient trouver des assassins, ils furent reçus à coups de revolver. Et ce sont les scélérats qui violaient les lois de l'hospitalité et les règles de neutralité diplomatique qui accusèrent les bolcheviks de violer leurs droits d'immunité !

Ce n'est pas dans le cadre restreint de cette brochure que nous pouvons décrire par le menu tous ces faits, citer tous les documents et les textes probants qui stigmatisent les coupables. Il nous faut nous borner à une brève relation, en attendant mieux (4). Patience, la vérité est en marche...

La sédition des prisonniers Tchéco-Slovaques est un des plus tragiques épisodes de la révolution : elle a été fomentée par les agents alliés. Les faits, dans leur simplicité, ont été cachés à l'opinion européenne, *qui n'a trop longtemps connu que la légende*. Le gouvernement soviétique, fidèle aux engagements pris, avait organisé le rapatriement des Tchèques par le Transsibérien. Un premier contingent était arrivé à Vladivostok, les autres s'échelonnaient. *C'est alors que se produisit le débarquement des troupes américaines et japonaises à Vladivostok* ; le soviet y fut dissous, les membres emprisonnés, et les socialistes de toutes nuances persécutés (5). *Les bolcheviks, devant cette trahison, comprirent qu'ils pourvoaient eux-mêmes au renforcement d'un corps d'invasion en dirigeant les Tchèques vers Vladivostok*. Ils suspendirent le rapatriement et négocièrent avec les missions alliées pour obtenir le départ des Tchèques par la côte de Mourmansk : *le débarquement des troupes franco-anglaises à Mourmansk rendit impossible le rapatriement* (6). Les Tchèques refusèrent de se laisser désarmer, sur les suggestions des émissaires alliés et contre-révolutionnaires russes ; ils occupèrent la région de

l'Oural et une partie de la vallée de la Volga, où nulle force armée ne se trouvait pour les tenir en respect. Ils renversèrent partout les soviets, fusillèrent par milliers les socialistes suspects de bolchevisme, commirent des atrocités dont l'énumération complète exigerait un petit volume (7). Partout où ils passaient, leur premier acte était *le rétablissement de la propriété privée*, ce qui révèle leur inspiration. Ce sont les Tchéco-Slovaques qui volèrent le trésor Russe à Kazan, qui imposèrent le gouvernement directorial de Samara, lequel s'enfuit successivement à Oufa, à Ekaterinbourg et à Omsk. On leur doit le pouvoir de Koltchak et la terreur blanche qui règne encore en Sibérie.

Par la volonté des Alliés, un fou, Semenov, a pu se proclamer Grand Duc de Mongolie et imposer sa domination en Sibérie centrale. Un aventurier, Khorvat, célèbre pour avoir volé la caisse des chemins de fer de Kharbine, a été installé à Vladivostok, où l'on ne compte plus ses crimes. Un soudard, Krasnof, qui fut aux ordres de Guillaume II, fut aussi protégé des "démocraties occidentales", comme le furent tous les officiers factieux avant et après lui : Kornilov, Alexeïef, Kalédine, Skoropadsky, Chapline, Denikine, Youdenitch, etc.

Non satisfaits de susciter des rébellions, de fournir argent, vivres et munitions aux minorités contre-révolution-

(4) Signalons le rôle ignoble de l'ex-socialiste Charles Dumas, espion et agent louche du ministre des Affaires étrangères, révélé par la découverte des minutes de ses rapports, saisis à l'ambassade danoise, où il dissimulait des traces de sa triste besogne. Cet aventurier distribuait des fonds aux contre-révolutionnaires, reprochait à l'ambassadeur Noulens sa parcimonie et dénonçait la mission militaire française comme trop favorable aux bolcheviks ! Voir la *Vie ouvrière* (8 octobre 1919), deuxième page, première colonne. (5) Malgré l'occupation étrangère, l'arrestation et l'exécution des leaders bolcheviques, la population manifesta ses sentiments en élisant une forte majorité bolchevique au Zemstvo. Voir les poignants récits du pasteur américain Albert Rhys Williams sur ces faits (*New-Republic*, 9 novembre 1918) et *Forward* (de Boston, décembre 1918).

(6) Les notes de Jacques Sadoul sont probantes à ce sujet. Elles relatent toutes ces péripéties au jour le jour.

(7) Voir *Red Paper on Executions and Atrocities* (Londres, 1919).

naires insurgées, d'imposer à des populations désarmées des gouvernements totalement dénués de valeur représentative, d'entretenir en permanence une guerre civile dévastatrice, les Alliés sont encore intervenus directement en décrétant le blocus de la Russie et en l'assiégeant

par terre et par mer. Il a fallu l'héroïsme de tout un peuple, prêt à tous les sacrifices pour conserver le régime de son choix, pour que la République des soviets soit debout deux ans après sa proclamation.

Boris Souvarine

ÉLOGE DES BOLCHEVIKS

(1919)

REPRINT



**Alexandra
Passiouta
(Sévodnia,
28 novembre 2009) :**
***“Le lion de la révolution
venant de la steppe
ukrainienne” (Trotsky)***

Jean-Michel Krivine, que nous remercions, nous a fait parvenir cet article sur Trotsky publié dans l'hebdomadaire ukrainien *Sévodnia*, et dont il a assuré lui-même la traduction.

Même si l'auteur ne se soucie guère de présenter les idées politiques de Trotsky, la publication d'un tel article en Ukraine, qui présente Trotsky avec sympathie, a un intérêt indubitable.

L'héritage conjoint du stalinisme, de l'antisémitisme et d'un nationalisme ukrainien agressif débouche le plus souvent sur une vision hostile et caricaturale de Trotsky.



Extrait de *Sévodnia* ("Aujourd'hui"), journal ukrainien en russe (28 novembre 2009)

Le grand "Juif"

Le plus proche compagnon de Lénine, l'ennemi juré de Staline — Lev (Léon) Trotsky (Leiba Bronstein), il y a encore 20 ans, était "l'ennemi n° 1" en URSS. Il était né en 1879 dans une famille juive. Son père voyait son fils savant, mais l'ambitieux Leiba choisit la voie du révolutionnaire. Il en paya le prix dès l'âge de 18 ans. Il fut accusé d'activités antinationales et expédié en Sibérie. En déportation, il travaille l'art de parler, il rédige des essais et apprend des langues avec des livres (en quelques mois seulement, il possédait l'anglais et le français). Après son évasion commence une intense activité révolutionnaire à l'étranger, où il fait la connaissance de Lénine. Ayant appris la révolution de Février, il s'empresse de rentrer au pays sur un bateau, mais les autorités anglaises lui coupent le trajet, considérant qu'il y avait un danger pour la stabilité de la Russie. Cependant, le gouvernement provisoire ne pensait pas ainsi et le fit libérer. Et il fit une erreur. Après la révolution d'Octobre, Trotsky devint l'un des hommes politiques les plus influents en URSS, au début comme commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et ensuite comme fondateur et principal dirigeant de l'Armée rouge. Son pouvoir fut ébranlé

seulement après la mort de Lénine, quand il commença la lutte contre Staline. Dans les années 1920, Lev fut exclu du Parti communiste et expulsé du pays. S'étant beaucoup agité en Europe, il décida d'émigrer au Mexique, où les premiers temps il vécut dans la maison de famille des peintres Frida Kahlo et Diego Rivera. Dans son exil forcé, il écrit des livres et critique le pouvoir soviétique. A cette époque, à Paris, dans des circonstances énigmatiques, son fils meurt après une opération, et en URSS l'un après l'autre sont liquidés les membres de sa famille. En 1940, un agent soviétique le tue. Dans son pays natal, jusqu'aux années 1980, pour la conservation de n'importe quoi concernant Trotsky, la prison vous menaçait. Et les enseignants et leurs collaborateurs des musées, racontant l'installation du pouvoir soviétique, parlaient de lui comme d'un très grand "Juif".

•
•

Souvenir : Les compatriotes de Trotsky se rappellent comment il avait nourri leurs grands-pères dans des assiettes en porcelaine, se cachait de la police dans le fumier, et ils rêvent de lui élever une statue.

Le lion de la révolution venant de la steppe ukrainienne

(Alexandra Passiouta)

Voilà déjà quelques mois que dans le pays du remarquable révolutionnaire Lev Trotsky ont eu lieu des discussions seulement sur le compatriote. Après des dizaines d'années d'oubli et de haine, l'histoire du pays a connu un retournement politique et dans son pays natal on décida ceci : cet homme mérite une rue particulière, un musée et même un monument. On commença par ce dernier. Une telle décision, à l'occasion des 130 ans de Lev Trotsky, fut prise par le soviét de la ville de Bobrinetz (région de Kirovograd). « *Le soviét l'a décidé à l'unanimité, raconte le maire, Leonid Kravtchenko, mais nous n'attendions pas une telle résonance en Ukraine et en Russie. Les nationalistes se sont mis à nous accuser de vouloir immortaliser la mémoire d'un tyran et d'un tueur de millions d'hommes et les communistes se mettent à crier : "Comment peut-on élever une statue à un ennemi du peuple ?" Nous avons notre opinion : cet homme est connu dans le monde entier comme politicien et publiciste talentueux, il a actuellement des millions de disciples de par le monde, on étudie son travail dans les universités. Et c'est notre compatriote.* »

A Bobrinetz, on espère ainsi qu'une telle image pourra attirer dans cette région des touristes qui voudront visiter l'endroit où le révolutionnaire est né. En vérité, comme cela est apparu, il n'y avait aucune raison de visiter le village de Ianovka (maintenant Bereslavka) où est né le révolutionnaire.

Le refus de la synagogue

Dans ce village à l'agonie, il y a en tout une cinquantaine d'habitants, le plus jeune a 57 ans. Voici la distraction préférée des vieux de Bereslavka : sous l'effet d'un petit verre d'eau de vie grise, en-

gueuler le pouvoir actuel et rappeler comment on vivait sous l'ancien pouvoir. En deuxième lieu, des discussions sur le compatriote qui se trouvait à l'origine de ce très vieux pouvoir — le soviétique. « *Nous n'avons jamais considéré Trotsky comme un ennemi du peuple, commence le politicien connu Alexandre Fedortchouk, âgé de 72 ans. Certainement personne n'osait faire part de ses réflexions, on avait peur. Mais dans chaque famille était conservée une certaine anecdote liée à Leiba, et parmi elles il n'y avait pas de mauvais souvenirs.* » Leiba naquit chez les Bronstein justement dans l'année où ils s'établirent à Ianovka. Quand le petit atteignit les cinq ans, le père était devenu l'un des plus riches propriétaires fonciers de la région. Dans sa ferme travaillaient en permanence 19 paysans du village de Ianovka. Tous les paysans apportaient leur blé. David Bronstein fonda sa propre petite usine en briques, ayant lancé sa production avec la marque "B". Les fermiers se rappellent des récits des anciens : David Bronstein, père de Trotsky, était un homme très violent et très rude. Le fils était tout autre — un jour, étant venu en vacances avec ses études, il vit que les travailleurs du père mangeaient dans une auge. Déjà, le jour suivant, ils obtinrent de la ville une nouvelle vaisselle et des couverts. En outre, les assiettes étaient de porcelaine. Par la suite, chez les Bronstein, on ne mangea plus dans une auge. « *Au bien, les gens répondent par du bien, raconte l'ethnologue régionale Nelia Samborska. Un jour, étant revenu clandestinement de la frontière après un exil habituel, Leiba décida de s'installer dans la propriété de son père, mais on le dénonça et tout un détachement de policiers partit pour l'arrêter. Ainsi les villageois cachèrent le jeune Trotsky au fond d'un chariot, le couvrirent de fumier et de cette façon le transportèrent hors de la propriété.* »

Assis sur un banc, les anciens se rappellent une histoire après l'autre, et notamment à l'un d'entre eux une grand-mère raconta que Leiba, âgé encore de cinq ans, refusa de fréquenter la synagogue et courut chez les chrétiens apprendre à tresser des espadrilles de paille, et à un autre un grand-père dit qu'il avait appris à Trotsky à jouer au "sopilke".

Sauveur de la famine

A propos, quand tout le pays, sur l'initiative du commissaire du peuple, passa du "communisme de guerre" à la NEP, dans son village natal, comme dans toute l'Ukraine, commença la famine. Sur ses instructions, les produits étaient transportés de Kirovograd à Ianovka — des sacs avec du blé et du gruau. Ainsi les paysans furent sauvés de la famine.

•
•

Aujourd'hui, à l'endroit où était autrefois la riche propriété des Bronstein, c'est une steppe sauvage, parcourue par la tempête, et des plaines noires. Seul un œil perçant imaginera où se trouvait la maison, la synagogue et les bâtiments d'économie. *"Ils ont spécialement tout détruit pour que personne ne puisse même se rappeler des Bronstein, se désole Fedortchouk. Pendant longtemps, la maison fut une école, et ensuite on décida de la détruire, elle était déjà bien vieille."* Les habitants du lieu l'ont démolie, aujourd'hui dans chaque khata (chaumière) de Bereslavka il y a une brique avec la lettre "B". *"Tout a été détruit avec discernement, résume Samborska, et s'il n'y avait pas les souvenirs des anciens, on pourrait croire qu'à Ianovka n'était jamais né Leiba Bronstein."*

Ses "Mémoires" furent un best-seller en Amérique, mais dans son pays natal, on n'apprit leur existence que récemment

A la fin des années 20 du siècle précédent, Lev Trotsky se mit à écrire ses Mémoires. Il consacra deux chapitres de son livre *Ma vie* à Ianovka. En premier lieu, il parla en détail de sa famille et des lieux où se passa son enfance, où il connut le mon-

de. Après son assassinat, le livre devint un best-seller aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. En une année, il fut réédité deux fois et vendu à presque trois millions d'exemplaires. Avec cela, en URSS où tout s'était passé, afin que même le nom du révolutionnaire soit oublié, le livre apparut pour la première fois seulement dans les années 1990. *"Il est intéressant que Lev Davidovitch n'ait rien écrit sur ceux qui vivaient à cette époque à Ianovka, remarque l'ethnologue Nelia Samborska, probablement qu'il craignait qu'on ne les persécute. Bien que, hélas ! ces précautions ne furent d'aucune aide. Jusqu'en 1935, ni à Ianovka ni à Bobrinetz ne restait une seule personne qui aurait été proche de cette famille. Tous furent supprimés."*

Une page d'extraits de *Ma vie* avec trois photos

— **L'étang de Bronstein** : ici, le petit Leiba allait se baigner avec ses frères plus âgés.

— **Kolodietz** : il rappelle seulement le nid de la famille.

— **Une tuile et des briques** : c'est tout ce qui reste de la maison où est né le commissaire du peuple.

Une parente a été écartée de son devoir

Non pas par ironie du destin, mais pour la satisfaction de l'ambition du chef (*Staline* — *NDLR*), le kolkhoze situé dans le village de Bereslavka avait pris son nom. Ainsi, même dans les détails, Staline s'était vengé de son ennemi juré. Dans les années 1930, il liquida de façon planifiée les "trotskystes" au Kremlin, à Moscou et dans tout le pays, avec cela il n'oublie pas la minuscule Bereslavka. *"Jusque dans les années 1930, dans l'école travailla l'enseignante Katerina Gourenko, se rappelle le plus vieil habitant du village, le grand-père Ivan, âgé de 93 ans. Je me sou-*

viens d'elle. Mes parents murmuraient alors qu'elle était apparentée à Trotsky et qu'il lui fallait quitter cette place. Mais elle avait confiance dans le pouvoir soviétique, pensait sincèrement que son parent était un ennemi du peuple et ne voulait même pas croire qu'un danger la menaçait. Un certain jour arrivèrent directement à l'école des hommes de la ville, ils la saisirent au milieu du cours." Quand commença la Seconde Guerre mondiale, dans le kolkhoze du nom de Staline ne restait aucun Bronstein. Les gens du village craignaient même de prononcer leur nom à la maison. Il est curieux qu'à Ianovka, ce n'est seulement qu'au bout de cinq ans qu'ils apprirent l'assassinat de leur compatriote au Mexique. Cette nouvelle fut transmise dans le village après la guerre par des soldats de retour.

Une légende : pour une tombe détruite, ils ont payé de leur vie

A un kilomètre en tout de Bereslavka, au milieu de champs noirs, existe un îlot de terre brune, vierge, couverte de ronces. "C'est l'ancien cimetière juif, plus précisément c'est tout ce qu'il en reste, explique notre guide du village. Quelque part ici, il convient de chercher la tombe avec une immense plaque de marbre où est inscrite l'épithaphe Anna Bronstein, mère de Trotsky." Précisément à cette tombe dans le village est liée une des légendes locales les plus sinistres. Les habitants racontent que déjà, dans les années 1960, le cimetière juif avait été démoli,

avait été épargnée seulement la tombe de cette mère avec son énorme plaque de marbre. "Mais les bruits prétendant que le vieux Bronstein avait placé près de sa chère épouse des bijoux en or et un objet en argent ne laissèrent pas en paix nombre d'aventuristes dans notre campagne, se rappelle le grand-père Alexandre Grigorievitch. Et voici qu'un jour deux tractoristes accrochèrent la plaque de marbre au tracteur, l'arrachèrent et pénétrèrent dans la tombe. Ils dirent qu'ils y avaient trouvé de l'or. Mais cela ne leur porta pas bonheur. Exactement le même mois, l'un d'eux tomba sous les roues du tracteur et mourut sur le chemin de l'hôpital. Et l'autre mourut au cours du même automne. Sa maison, dans laquelle se trouvaient sa femme et ses enfants, avait pris feu. Il se précipita pour les sauver, mais déjà ne put sortir de la maison en flammes et fut entraîné par une poutre en chute libre. Dans le village, ces décès sont liés au sac de la tombe des Bronstein." Après cela, passant à l'endroit où était le cimetière, les tractoristes le contournent soigneusement et personne n'est décidé à toucher à l'énorme plaque de marbre avec le nom d'Anna Bronstein. En vérité, la trouver n'est pas si simple. "Deux années vont encore passer et on ne pourra plus rien découvrir, se plaignent les habitants de Bereslavka. Il y a peu étaient venus ici en jeep quelques personnages représentant un homme très riches. Ils ont tout photographié, promis de faire restaurer la plaque à Kiev et de reconstituer la tombe, mais jusqu'à présent on n'a rien entendu de leur part."

(Traduit par Jean-Michel Krivine)

**Martemian
Rioutine :
Staline
et la crise
de la dictature
du prolétariat**

(suite)

Les n^{os} 42 , 43 et 44 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié les trois premières parties du document rédigé en 1932 par Martemian Rioutine comme fondement théorique de l'Union des marxistes-léninistes. Ce numéro publie la quatrième partie de ce texte, inédit en français, et dont nous poursuivrons l'impression dans les prochains numéros. Le procureur des procès de Moscou, Vychinski, le dénoncera comme constituant *“l'union dans les faits de toutes les forces contre-révolutionnaires des anciens groupes oppositionnels, des trotskystes aux boukhariniens”*.

Rioutine avait d'abord été un soutien du groupe Staline-Boukharine, unis contre les trotskystes jusqu'en 1928. Ainsi, en 1927, avait-il représenté la direction lors des funérailles d'Adolfe Ioffé, membre de l'Opposition de gauche et ami personnel de Trotsky. Devant près de 5 000 opposants rassemblés à cette occasion, il avait prononcé un discours défendant la “ligne générale”, avec laquelle il rompra en 1930.

Rioutine sera fusillé le 10 janvier 1937, quelques jours avant l'ouverture du deuxième procès de Moscou. Sa femme et ses deux fils seront eux aussi fusillés. Seule sa fille échappera à la vengeance du Père des peuples.

En quoi “la société socialiste” stalinienne est-elle socialiste ?

STALINE a déclaré au XVI^e Congrès du parti que nous sommes déjà entrés dans la période du socialisme, car le secteur socialiste détient déjà tous les leviers économiques, même si nous sommes encore loin de l'édification d'une économie socialiste et de l'abolition des différences de classes.

Une société socialiste ?

Six mois plus tard, à la XVII^e Conférence du parti, Molotov est allé encore plus loin en déclarant tout uniment que nous sommes déjà entrés dans la première phase du communisme, c'est-à-dire que nous vivons déjà, à l'heure actuelle, dans une société socialiste, bien qu'à son premier stade.

Dans la résolution de la XVII^e Conférence, établie sur la base des rapports de Molotov et Kouïbychev, cette idée est concrétisée dans les termes suivants : « *En résultat de la réalisation des rythmes bolcheviques de l'édification socialiste et de la liquidation, pour l'essentiel, des classes parasites, déjà au cours du premier plan quinquennal sont liquidés les fondements et la source de l'exploitation de l'homme par l'homme, le revenu populaire croît à des rythmes inaccessibles au régime capitaliste, le chômage et la misère (paupérisme) sont li-*

quidés, les “ciseaux” des prix et les contradictions entre la ville et la campagne sont liquidés, d'année en année le bien-être et le niveau culturel des ouvriers et des paysans s'accroissent, la mortalité diminue et la population de l'URSS augmente rapidement.

Tous ces acquis sont le résultat d'un développement colossal de l'activité révolutionnaire des plus larges masses de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, le résultat de l'immense élan de la compétition socialiste et du mouvement des travailleurs de choc, ils sont, enfin, le résultat de la politique léniniste de notre parti, qui, sans faille et sur tous les fronts, a déployé l'offensive contre les éléments capitalistes. »

La résolution souligne ensuite que la tâche politique fondamentale du second plan quinquennal est la liquidation définitive des éléments capitalistes et des classes en général, la liquidation complète des raisons qui engendrent les différences de classe et l'exploitation, et le dépassement des survivances du capitalisme dans l'économie et la conscience des gens, la transformation de toute la population du pays en constructeurs conscients et actifs de la société socialiste sans classe.

D'un point de vue formel, cette résolution, dans son ensemble, ne contredit pas l'enseignement de Marx et Lénine sur la première phase du communisme

(la société socialiste). S'il en allait réellement de notre édification socialiste comme l'affirme la résolution de la XVII^e Conférence, nous serions effectivement entrés dans une société socialiste.

Une caricature du marxisme et du léninisme

Mais l'essence de la "ligne générale" stalinienne est précisément en ce que, dans cette question essentielle, elle semble, formellement, s'appuyer sur les enseignements de Marx et Lénine, alors qu'en fait, elle est une caricature du marxisme et du léninisme qui discrédite de la manière la plus ignoble et la plus vile l'enseignement de nos maîtres.

L'ennemi le plus acharné du communisme, le provocateur le plus génial n'aurait rien pu imaginer de mieux que Staline, proclamant par la bouche de Molotov que nous vivons déjà dans une société socialiste, même à son premier stade.

Le bien-fondé de toute assertion théorique et de toute affirmation politique doit nécessairement être vérifié et s'appuyer sur les faits, la pratique, la réalité. Passons à cette vérification.

Ils travaillent la faim au ventre

1. La résolution affirme que nous avons réalisé de gigantesques "progrès dans l'édification socialiste". En réalité, malgré la construction de dizaines de grandes entreprises au dernier cri de la technique et la présence de cent mille tracteurs à la campagne, nous assistons à la ruine des fondements mêmes de l'édification socialiste. D'abord, la principale force productive de l'Union soviétique, la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse, est ruinée : les travailleurs sont épuisés, ils travaillent la faim au ventre, manquent de vêtements et de chaussures. Ensuite, leur pouvoir d'achat a subi une

baisse catastrophique, si bien que toute l'industrialisation est suspendue en l'air. Troisièmement, toute la base industrielle de matières premières industrielles ou agricoles est ruinée.

2. La résolution affirme que le revenu national croît à des rythmes inaccessibles aux pays capitalistes. En réalité, le revenu national a chuté ces quatre dernières années, le capital fixe n'a pas augmenté, mais diminué. La construction de nouvelles usines et de nouvelles entreprises pour une valeur de 8-10 milliards à un pôle a entraîné la destruction de 20-30 milliards de capital fixe à l'autre pôle, dans l'ensemble la productivité du travail n'a pas augmenté, elle a diminué.

La construction de nouvelles usines et entreprises n'est pas le fruit d'une croissance du revenu national, mais a été obtenue en faisant main basse sur une partie du salaire des ouvriers, par le biais de toutes sortes d'emprunts, impôts, cotisations, de suppression d'allocations, de fourniture de vêtements de travail, d'une fantastique hausse des prix et par l'expropriation de la grande masse de la paysannerie.

3. La résolution affirme que la crise des "ciseaux" est surmontée. En réalité, l'écartement des "ciseaux" (entre les prix agricoles et les prix industriels) s'est démesurément élargi. Pour sa production, le paysan reçoit, au prix fixé pour les livraisons obligatoires, une misère, 1,5 à 2 roubles le pound de blé, alors qu'il paie également 1,5 rouble pour un mètre d'indienne.

158 millions sont paupérisés

4. La résolution affirme que nous avons liquidé le chômage et la misère. En réalité, nous avons temporairement liquidé le chômage, mais la misère s'est formidablement aggravée. Actuellement, à part la mince clique dirigeante et un pourcentage infime d'ouvriers et spécialistes très bien payés (1 ou 2 millions de personnes en tout), les 158 millions restants sont paupérisés ou semi-paupérisés.

5. La résolution affirme que, dès le premier plan quinquennal, l'antagonisme entre la ville et la campagne est liquidé. En réalité, sur la base de l'appauvrissement général des masses des villes et des campagnes, l'antagonisme entre la ville et la campagne ne diminue pas, mais augmente.

A la campagne, on rafle pratiquement pour rien le blé, la viande la laine, les peaux, les poules, le lin, les œufs, etc., tout ça est embarqué vers les villes affamées et exporté à bas prix à l'étranger. La campagne devient une colonie de la pire espèce. On n'y trouve aucune marchandise ; et en même temps, il n'y a plus rien pour fabriquer soi-même des vêtements ou des chaussures, parce que le lin, la laine, le cuir ont été raflés et le bétail abattu ou a crevé faute de soins et de fourrage.

La campagne aujourd'hui, c'est un vaste mouvoir

Les chaussures de tille (laptis) sont devenues une denrée rare. Tous au village vont en guenilles. La journée de travail du kolkhozien est payée en moyenne 15-20 kopeks, soit 2-3 kopeks en rouble or. La campagne aujourd'hui, c'est un vaste mouvoir. La croissance de l'antagonisme entre la ville et la campagne, sur le fond d'une aggravation générale de la situation des ouvriers et de la grande masse des paysans, trouve son expression la plus éclatante dans la désertification des campagnes et la fuite vers les villes de tous ceux qui sont en bonne santé et aptes au travail. Voilà en quoi consiste la liquidation stalinienne de l'antagonisme entre la ville et la campagne. En ce qui concerne la liquidation du chômage, d'abord, comme nous l'avons déjà souligné, elle s'est faite aux dépens d'une montée effrayante de la misère pour l'immense majorité de la population d'Union soviétique ; deuxièmement, à l'heure actuelle, il y a déjà à nouveau 300 000 à 400 000 chômeurs et le chômage va bondir à nouveau dans la prochaine période. Staline dissimule le chô-

mage qui commence, il le dissimulera bien sûr également à l'avenir.

6. La résolution affirme que le bien-être des ouvriers et de la paysannerie laborieuse croît d'année en année. En réalité, en quatre ans, il s'est lamentablement effondré. Le salaire réel moyen d'un ouvrier ne représente plus guère aujourd'hui que le quart de ce qu'il était en 1927, tandis que les dépenses d'un kolkhozien moyen (seredniak) pour les besoins de sa famille en équivalent marchandise est 3 à 4 fois inférieur à ce qu'il était en 1927. C'est ce à quoi a conduit la politique aventuriste, antiléniniste de Staline. Des semaines entières, l'ouvrier ne voit pas un gramme de viande, de beurre, de lait ; pour un archine (71 cm) d'indienne, il doit faire la queue de longues heures ; on ne trouve nulle part à acheter ni fourchette, ni verre, ni cuillère. Staline oppose à cela les maisons de repos et l'augmentation du nombre de travailleurs par famille, mais les maisons de repos existaient déjà en 1927 et fonctionnaient mieux que maintenant. En ce qui concerne l'augmentation du nombre des ouvriers engagés dans la production, il ne couvre en aucune façon la chute brutale des salaires réels et toutes les souffrances des ouvriers de ces dernières années. Il faut n'avoir aucune honte pour parler de l'amélioration du bien-être des travailleurs, c'est se moquer d'eux que d'affirmer qu'ils vivent mieux aujourd'hui qu'en 1926-1927.

Poussés dans les kolkhozes par la terreur

7. La résolution affirme que "*dans l'agriculture, il y a eu un tournant décisif, exprimé dans le fait que les masses pauvres et moyennes de la campagne se sont définitivement tournées vers le socialisme*". En réalité, les paysans ont été poussés dans les kolkhozes par la terreur, par toutes les formes possibles, directes et indirectes, de pression et de violence. Les kolkhozes ne se maintiennent que par la répression et parce que la situation est telle que le paysan n'a aucune autre

issue. C'est pourquoi la productivité du travail du kolkhozien est incomparablement plus basse que celle du paysan individuel et la qualité de son travail également.

Dans les kolkhozes, grâce à la politique stalinienne qui plume systématiquement la campagne, le paysan non seulement ne vit pas mieux qu'il ne vivait avant, dans sa ferme individuelle, mais il vit bien plus mal. Aussi, ce n'est pas avec 100 000 tracteurs ni même avec trois ou quatre fois plus qu'on pourra persuader les paysans de la supériorité de l'exploitation collective.

La technique doit s'appuyer sur une politique juste. C'est seulement avec une politique juste que la technique résout tout ! Sans politique juste, elle ne résout rien.

Prostrées, abattues, terrorisées

8. La résolution affirme qu'il y a une formidable montée de l'activité et de

l'enthousiasme de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. En réalité, nous avons assisté ces dernières années à leur profonde démoralisation, elles sont prostrées, abattues, terrorisées.

L'appareil fait passer ses criaileries, sa vaine agitation, ses boniments, ses listes virtuelles de travailleurs de choc pour l'activité des masses.

Sous le règne de la terreur, il ne peut être question d'une quelconque activité des masses.

Ainsi, la conclusion selon laquelle nous sommes déjà entrés dans la première phase du communisme s'appuie en totalité, du début à la fin, sur de fausses prémisses et des affirmations mensongères. Toutes les prémisses sont inventées, factices, fallacieuses. Si bien que la "société socialiste" stalinienne est totalement vide de contenu socialiste.

En réalité, nous nous trouvons, à l'heure actuelle, infiniment plus éloignés de la société socialiste qu'en 1926-1927. Aucun marxiste-léniniste capable de distinguer la forme du fond ne peut nourrir le moindre doute à ce sujet.



José Hinijosa Durán :
Le noyau trotskyste
de Llerena
sous la II^e République
(1931-1936)

L'article que nous présentons retrace l'histoire du groupe trotskyste de Llerena, ville de 7 888 habitants en Estrémadure, sous la II^e République. Cet article fut publié dans le compte rendu de la *Première Journée d'histoire de Llerena (Junta Extremadura, octobre 2000)* et a été rédigé par José Hinojosa Durán, historien à Cáceres.

Cet article expose la naissance et le développement original à plus d'un titre de ce groupe trotskyste. Il revient en détail sur les problèmes politiques de la lutte de classe auxquels ces militants furent confrontés. Leur combat s'inscrit dans une période historique exceptionnelle marquée au plan international par l'avènement du nazisme (1933).

Ce récit s'attache à présenter les différentes interventions du combat de ces militants trotskystes tout au long de la République, leur acharnement pour faire triompher les intérêts des classes ouvrières et paysannes, et renverser le cours de l'histoire.

Nous retrouvons parmi eux des militants de la Gauche communiste d'Espagne (ICE) comme Juan Andrade, Andrés Nín, Luis Rastrollo. Fin mai 1932, 38 adhérents ou sympathisants de l'organisation étaient abonnés à *El Soviet*, hebdomadaire de l'organisation.

Un épisode original au sein du mouvement ouvrier d'Estrémadure

L'AVÈNEMENT de la II^e République entraîna un important développement des organisations ouvrières en Estrémadure présentant deux caractéristiques essentielles, une forte présence dans leurs rangs de journaliers, et l'hégémonie du PSOE (comme parti politique) et de l'UGT (comme syndicat). Cependant, durant ces années, d'autres courants ouvriers (anarchistes et communistes), quoique de caractère minoritaire et d'implantation plus localisée, parvinrent à se frayer une voie. Nous pouvons inclure dans ce dernier cas l'existence d'un noyau de militants trotskystes à Llerena, qui eut une importance particulière durant la période républicaine.

Dans cette localité, dès 1931 se développa un épisode original du mouvement ouvrier en Estrémadure, épisode marqué par un contexte socio-économique et politique très semblable à celui du reste de la province. L'apparition dans les premiers mois républicains et le développement ultérieur d'un groupe d'adhérents à l'organisation trotskyste Oposición Comunista de España (dénommée plus tard Izquierda Comunista de España) est étroitement liée à l'activité politique du jeune de Llerena Luis Rastrollo González. Ces militants trotskystes dirigèrent et participèrent à d'importants conflits dans la ville durant l'année 1932 en même temps qu'ils conduisaient un processus d'organisation interne. Les années suivantes, ils déployèrent une importante

activité politique et syndicale dans les secteurs ouvriers de la localité (élections de novembre 1933, front unique ouvrier, grève paysanne de juin 1934, etc.), tandis qu'ils participaient activement à la vie interne de leur formation au niveau de l'Etat espagnol, constituant peut-être le groupe local le plus important de tout le pays.

La fusion de Izquierda Comunista de España avec le Bloque Obrero y Campesino en septembre 1935 fut à l'origine du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM), parti qui compta à Llerena l'une de ses plus fortes sections locales en dehors de la Catalogne.

La guerre civile impliqua la fin tragique de cet épisode original du mouvement ouvrier en Estrémadure.

I. INTRODUCTION

Les diverses études connues ont mis en évidence l'hégémonie des forces de tendance socialiste-ugétiste (PSOE et UGT) dans le mouvement ouvrier en Estrémadure durant l'ère républicaine (1). Cependant, peu à peu, nous prenons connaissance en terres d'Estrémadure des origines, du développement et de l'activité durant ces années d'autres or-

(1) SÁNCHEZ MARROYO F. *Les organisations ouvrières en Estrémadure durant la Seconde République*, Investigaciones Históricas. 10. 1990 (pp. 125-163).

ganisations ouvrières, qui, bien que minoritaires comparées à celles précédemment citées, doivent être prises en considération si nous voulons avoir une vision globale de ce phénomène (2). La présente étude d'un noyau trotskyste à Llerena dans les années trente est un exemple de ce dernier cas.

Avant de commencer notre analyse, il est nécessaire d'exposer brièvement le contexte de l'évolution du trotskysme espagnol, ainsi que de signaler par quelques notes succinctes la réalité sociale et politique de Llerena, ce qui permettra une meilleure compréhension de la question analysée ici.

A la proclamation de la II^e République, le communisme espagnol se caractérisait par sa fragmentation, sa faiblesse et son manque d'implantation sociale. En fait, en avril 1931, trois organisations postulaient à la représentation de cette idéologie en terre espagnole : le Partido Comunista de España (PCE), la Federación Comunista Catalano-Balear-FCC-B (avec son organisation plus large, le Bloque Obrero y Campesino-BOC) et l'Oposición Comunista de España (OCE). Le PCE était le membre de l'Internationale communiste en Espagne, la FCC-B résultait d'une scission en 1930 de ce même PCE en Catalogne et l'OCE venait d'apparaître comme l'organisation des trotskystes espagnols (3).

Au début de 1930, un groupe de communistes exilés au Luxembourg et en Belgique avaient constitué l'Oposición Comunista de España (section espagnole de l'Opposition de gauche internationale). Ces militants et ex-militants du PCE à l'étranger suivaient les traces de quelques communistes d'autres pays qui manifestaient leur désaccord avec la ligne politique suivie par Staline en Union soviétique et dans l'Internationale communiste, se prononçant en revanche pour la stratégie politique que défendait Trotsky depuis le milieu des années vingt.

Ils établirent rapidement des contacts en Espagne et, dans ces premières années républicaines, cette organisation communiste minoritaire se consolida. En mars 1932, elle changea son appellation d'OCE pour celle de Izquierda Comunis-

ta de España (ICE). L'ICE, à ses débuts, cherchait à agir comme fraction au sein du PCE pour obtenir son "redressement", cependant progressivement elle eut une action plus indépendante, surtout tout de suite après sa III^e Conférence nationale en mars 1932. En décembre 1933, elle signa le manifeste de fondation de la Alianza Obrera de Cataluña ; courant 1935 eut lieu la rupture avec Trotsky en raison du désaccord avec la politique "d'entrisme" dans les partis socialistes défendue par le vieux dirigeant révolutionnaire, et en septembre 1935 elle s'unit avec le Bloque Obrero y Campesino, donnant naissance à une nouvelle formation politique, le Partido Obrero de Unificación Marxista (4).

Au début de l'expérience républicaine, Llerena présentait des caractéristiques socio-économiques similaires à celles du reste de la région. Cette localité, située au sud-est de la province de Badajoz, comptait 7 888 habitants (3 854 hommes et 4 034 femmes) et se consacrait essentiellement à l'agriculture. La

(2) OLMEDO ALONSO A. *L'anarchisme en Estrémadure confronté au pouvoir. Etude d'un journal libertaire : L'Ami du peuple, 1930-1933*. Cáceres. 1997 ; et HINOJOSA DURÁN J. *Le PCE en Estrémadure durant la IIe République*. Cáceres. 1995 (mémoire de licence inédit).

(3) A cette date, les trois organisations communistes pouvaient regrouper de 1 500 à 2 000 militants, pour sa part le PSOE en avril 1931 comptait quelque 20 000 adhérents. Pour connaître le développement et l'évolution de ces organisations politiques en Espagne, on peut consulter entre autre la bibliographie suivante : CRUZ. R. *Le Parti communiste d'Espagne sous la II^e République*. Madrid. 1987 ; DÜRGAN, A. *B.O.C. 1930-1936. Le Bloc Ouvrier et Paysan*. Barcelona, 1996 ; PAGÉS. P. *Le Mouvement trotskyste en Espagne (1930-1935)*. Barcelona 1977 et BONAMUSA, F. *Andreu Nin et le mouvement communiste en Espagne (1930-1937)*. Barcelona 1977. Les adhésions au PSOE sont traitées dans JULIÀ S. *Les Socialistes dans la politique espagnole. 1879-1982*. Madrid, 1997 (p. 161).

(4) En plus des œuvres citées de PAGÉS. P. et de BONAMUSA F., nous devons signaler la contribution de DÜRGAN, A. "The Spanish Trotskysts and the foundation of the POUM". *the Spanish Civil War. The View from the Left. Revolutionary History*, 1-2, 1991-1992, vol. 4 (pp. 11-53). Les textes de Trotsky sur l'Espagne sont compilés dans BROUÉ, P. *La Revolución Española*. Barcelona, 1977, 2 vols ; une anthologie de textes de la revue théorique de l'ICE peut être consultée chez PEREZ, J. (Ed) *Revista "Comunismo" (1931-1934)*. Barcelona, 1978.

prédominance de la grande propriété était une caractéristique fondamentale de l'exploitation agricole ; ainsi, aux douze grands propriétaires (1,2 % des propriétaires) correspondaient 50,9 % de la richesse agraire imposable, ou, par exemple, les sept fermes de plus de 250 hectares représentaient 46,53 % du territoire de la commune (5).

Conjointement à cette distribution déséquilibrée de la propriété, une autre donnée déterminante de la réalité à Llerena au début de la république était l'existence d'une importante masse de journaliers et de bouviers dont les conditions de travail s'améliorèrent durant les premières années de la république. Elles restèrent cependant très dures. Ainsi, le salaire journalier d'un moissonneur de la localité était passé de 4 à 5 pesetas en 1930 à un maximum de 10 pesetas en 1932.

Cependant, il ne faut pas oublier que ces tâches (la moisson) avaient un caractère strictement saisonnier (de deux à trois mois), que les rétributions des autres travaux agricoles (la plupart également saisonniers) étaient réduites à quelques 5 pesetas (6), et en plus que le reste de l'année l'immense majorité des travailleurs agricoles souffrait du chômage (7).

Par ailleurs, les prix de certains produits de base déterminés rendaient plus critique la situation de pénurie économique dans laquelle se trouvait la majorité de la population des campagnes en Estrémadure, et par conséquent aussi à Llerena (8).

Cette importante polarisation socio-économique, associée à la nouvelle dynamique politique que suppose l'instauration et la mise en place du régime républicain, sont indubitablement à l'origine des importants conflits qui se sont produits durant ces années tant dans la région que dans la localité étudiée ici (9).

Au plan politique local, les organisations socialistes (PSOE et UGT) étaient prépondérantes au début de l'ère républicaine, organisations qui avaient déjà parcouru une trajectoire importante. Ce n'est pas en vain qu'avant la dictature de Primo de Rivera s'étaient développés

dans cette zone quelques importants noyaux socialistes (Azuaga, Berlanga, Granja de Torrehermosa, Llerena, Malconocido, etc.) (10).

Lors du XII^e Congrès ordinaire du PSOE, tenu à la fin de 1928, trois des six groupements socialistes de la province de Badajoz qui y participaient étaient de ce secteur (Azuaga, Granja de Torrehermosa et Llerena) (11).

Cette implantation socialiste aura un important écho lors des élections municipales d'avril et de mai 1931, la majorité des maires élus dans le district étant membres du PSOE. A Llerena aux élections municipales du 12 avril la candida-

(5) Les données relatives à la population (sont extraites de) MINISTÈRE du TRAVAIL, *Recensement de la population en Espagne (1930) région d'Estrémadure*. Madrid, 1941, p. 64. En ce qui concerne les propriétaires, GUTIÉRREZ CASALÁ J.L. *La Segunda República à Badajoz*. Badajoz, 1998, p. 50. Selon ce même auteur à Llerena parmi les 945 propriétaires agricoles, 871 étaient de petits propriétaires, 62 moyens et 12 des grands propriétaires. L'information relative aux grandes propriétés (est tirée de) CARRIÓN P. *Los latifundios en España*. Barcelona, 1975, p. 184.

(6) Les salaires indiqués ici sont ceux du tribunal rural du travail de Don Benito, dont dépendait Llerena. GONZÁLEZ ROTHVOS M. *Anuario de Política Social, 1934-1935*. Madrid, 1936, pp. 420-422.

(7) Au début de juin 1931, une trentaine de familles de la localité étaient sans travail. *Libro registro de salida de correspondencia*. Archivo Municipal de Llerena (désormais AMLI). sec. Secretaria. lg. 557, carp. 2, 9-VI-1931.

(8) ROSIQUE NAVARRO F. *La reforma agraria en Badajoz durante la IIe República*. Badajoz, 1988, p. 59.

(9) En juin 1931, déjà, les ouvriers agricoles de la localité avaient appelé à une grève faute d'avoir obtenu un accord avec les patrons sur les conditions de travail pour la moisson ; la grève fut décommandée quelques jours après, le conflit ayant trouvé une solution. *Libro registro de salida de correspondencia*. Source citée, 3-VI-1931 et 6-VI-1931.

(10) MACÍAS GARCIA P. *Agitación campesina y movilización societaria en Badajoz a comienzos del siglo XX*. Cáceres, 1989 (Mémoire inédit de licence), pp. 234 et suivantes. Et CAMACHO CABELLO J. "Aproximación al movimiento obrero en la provincia de Badajoz, 1918-1920". *Revista de Estudios Extremeños*, XLI-II, 1985 (pp. 353-367). A propos du groupe socialiste de Llerena, voir VIDARTE J. S. *No queríamos al rey. Testimonio de un socialista español*. Barcelona, 1977, pp. 50, 52-54, 65, 66, et 77.

(11) ANDRÉS GALLEGO J. *El socialismo durante la dictadura, 1923-1930*. Madrid, 1977, pp. 566-567.

ture monarchiste avait triomphé (12) ; cependant, après l'avènement du régime républicain, de nouvelles élections municipales furent organisées dans de nombreuses localités le 31 mai 1931, parmi celles-ci à Llerena. A cette occasion, les quinze conseillers élus furent en totalité socialistes ; la prédominance politique du PSOE dans la population était évidente (13).

II. LES ORIGINES DU GROUPE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE D'ESPAGNE DE LLERENA

Ce bref exposé de l'évolution de l'organisation des trotskystes espagnols durant les années trente et le contexte à Llerena au début de la II^e République nous permettent d'appréhender d'une façon plus correcte l'émergence du groupe de l'OCE à Llerena.

L'apparition d'un groupe d'oppositionalistes dans cette localité est, sans aucun doute, liée à l'activité qui y fut déployée par un des dirigeants nationaux de l'Opposition communiste en Espagne, "L. Siem", pseudonyme de Luis Rastrollo González (14), natif de Llerena. En effet, Luis Rastrollo était membre du principal organe de direction de l'OCE, le comité exécutif, en mai 1931 (15), confirmé à ce poste à la II^e Conférence de l'OCE tenue le 7 juin 1931 où, qui plus est, il présenta un rapport sur la situation dans laquelle se trouvait l'Estremadure (16) et depuis le début il appartenait aux comités de rédaction des moyens d'expression de cette organisation, aussi bien à celui de la revue théorique *Comunismo* qu'à celui de l'hebdomadaire *Le Soviet* (17). Quoique nous n'ayons pas de certitude, il semble qu'à ses débuts Rastrollo militait aux Jeunesses socialistes (18) et ce fut durant son séjour à Madrid, où il étudiait le droit, qu'il intégra l'OCE par l'entremise du dirigeant oppositionnel Enrique Fernández Sendón (L. Fersen) (19). Peu de temps après, Eduardo Mau-

(12) ROSIQUE NAVARRO F. "Historia civil y procesos económicos sociales. La Baja Extremadura desde 1900 a 1936". Dans TERRÓN ALBARRÁN, M. *Historia de la Baja Extremadura*. Badajoz, 1986. t. II. p. 1982.

(13) *Libro registro de salida de correspondencia*. Source citée, 3-VI-1931. Le syndicat local de l'UGT, la Société ouvrière la fraternité (qui s'inscrivait dans le cadre du programme du PSOE), affirmait compter, en juillet 1931, 1 325 adhérents, plus 300 parmi les jeunes. *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Secc. Secretaria. lg. 553, carp. 9, 9-VI-1931.

(14) Identification de Luis Rastrollo comme "L. Siem" dans *El Soviet*, 23-VI-1932. Rastrollo, quoique né effectivement dans la localité voisine de Fuente de Arco en 1907 ou 1908, appartenait à une famille de propriétaires agricoles moyens de la localité ou installés dans celle-ci, bien que Julián Gómez "Gorkin", à l'occasion de sa rupture avec l'OCE en 1931, présentait Rastrollo comme le fils d'un grand propriétaire foncier d'Estremadure. Les données relatives à sa naissance se trouvent dans GARRIDO MOREIRA, E. *O Sindicalismo Socialista en Compostela (1890-1936)*. Santiago, 2000, pp. 261-262 ; à propos de sa famille, entrevue avec Romualdo Fuentes Campos (19-VII-1995) et la référence de "Gorkin" dans BONAMUSA F., *op. cit.*, p. 109.

(15) *Comunismo*, 1, 15 mai 1931, pp. 63-64.

(16) Les références à la II^e Conférence de l'OCE sont tirées de *Comunismo*, 3, août 1931, p. 56. Fin juillet 1931, la direction de l'OCE était constituée, comme membres du comité exécutif, par L. Siem, Henri Lacroix et Juan Andrade, et comme membres du comité central par Luis García Palacios (Madrid), L. Fersen (Galice), José Soriano (Levant), Sánchez (León), Andrés Nín (Catalogne), Esteban Bilbao (Biscaye), Loredo Aparicio (Asturies), Emem (Estremadure), et Florencio Liso (Vieille Castille) : "Au comité exécutif du PC d'Espagne, à la Fédération communiste Catalano-Baléares, au groupement communiste de Madrid, à tous les communistes espagnols en général." Archives historiques du PCE, microfilm V, 67, 27-VII-1931. Nos remerciements à Victor Santidrián pour nous avoir communiqué tout cet intéressant document, ainsi que la bibliographie variée sur des thèmes galiciens qui nous a été d'une grande utilité.

(17) BONAMUSA F., *op. cit.*, pp. 401 et 410.

(18) Entrevues avec Romualdo Fuentes Campos (19-VII-1995) et Victorio C. Rafael Quintana (31-VII-1995). Romualdo faisait partie de la direction locale de l'ICE de Llerena et Victorio fut militant de cette organisation. Leur affiliation peut être vérifiée, parmi d'autres documents, dans *El Soviet*, 26-V-1932.

(19) La référence à ses études apparaisse dans PEREIRA D. *Sindicalistes et rebelles. Annales d'histoire du mouvement ouvrier en Galice*. Vigo, 1998, p.71. Son adhésion à la OCE est relatée dans un manuscrit légué par Maria Teresa Andrade (veuve du dirigeant de l'ICE-POUM, Juan Andrade), document qui nous fut aimablement fourni par Jaime Pastor. Peut-être Luis Rastrollo décida-t-il de rejoindre l'OCE en 1930 : GUILLAMÓN A. "Présentation de l'article de Eduardo Mauricio", dans *Balance*, 3, 1996, p. 4.

ricio Ortiz, fonctionnaire de justice à Llerena, adhéra également à l'Opposition et représenta l'Estrémadure au comité central de l'OCE en juillet 1931 (20).

Rapidement, ces jeunes dirigeants oppositionnels engagèrent un important travail de propagande dans la localité où ils résidaient, Llerena. Ainsi et durant ses congés, Rastrollo lui-même tint des conférences sur la révolution russe à la Maison du peuple qui eurent un grand retentissement auprès des militants locaux des Jeunesses socialistes (21). Peu à peu, ce travail porta ses fruits et un nombre important de jeunes socialistes se mirent à défendre les positions politiques de l'OCE (22).

En Octobre 1931, cette formation trotskiste affirmait compter un noyau de militants en Estrémadure ; elle se référait sans aucun doute à Llerena (23).

Fin mai 1932 il y avait déjà 38 membres ou sympathisants de l'organisation qui envoyaient une contribution à *El Soviet* (24).

Tout ce travail d'organisation conduisit à la réunion d'une assemblée extraordinaire le 20 août 1932 à l'occasion de laquelle se constitua le rayon de la Izquierda Comunista de España à Llerena, Luis Rastrollo étant l'initiateur de cette action.

Dans ce groupe de trotskystes à Llerena aux côtés de Luis Rastrollo et d'Eduardo Mauricio, on distinguait entre autres Carlos Llarza (pseudonyme de Julián Gómez Sánchez) (26), Regino Marín, José Martín, Romualdo Fuentes, Félix Galán, etc. Ces oppositionnels comptèrent à l'occasion avec l'appui de G. Munis (pseudonyme de Manuel Fernández Grandizo) lui aussi dirigeant de L'ICE, qui avait des liens familiaux dans la localité (27).

Cette nouvelle organisation réussit à étendre son rayon d'action aux localités voisines de Maguilla et de Berlanga (28).

En même temps que ce processus de formation et de consolidation, les trotskystes de Llerena vont développer une grande activité politique, apparaissant comme un fort concurrent dans cette zone pour les socialistes.

III. UNE LOCALITÉ CONFLICTUELLE DURANT L'ANNÉE 1932 : LLERENA. LE RÔLE DES MEMBRES DE LA IZQUIERDA COMUNISTA DE ESPAÑA

Ainsi, à Llerena, un groupe de militants de l'Oposición Comunista de España émergea en 1931. C'est durant l'année suivante que des membres de cette organisation dirigèrent une série de conflits dans la localité.

Après les événements survenus durant la grève générale provinciale de décembre 1931, l'intensité des conflits diminua notablement dans la province de Badajoz. Les autorités étaient toutefois conscientes que celle-ci était larvée (29). Cette situation poussa le gouverneur civil à interdire à cette date la tenue à Llerena d'une manifestation de propagande

(20) A. Guillamón (*op. cit.*) écrivit une brève biographie de Eduardo Mauricio, alias "O. Emem" (né à Azuaga en 1902). Pour son appartenance au CC de l'OCE, voir la note 16.

(21) Entrevue avec Romualdo Fuentes Campos (19-VII-1995).

(22) Entrevue avec Romualdo Fuentes Campos (19-VII-1995). Romualdo était membre du comité local des JS (Jeunesses socialistes). Aussi dans *El Soviet*, 23-VI-1932. De même, VIDARTE J. S. *Nous fîmes tous coupables. Témoignage d'un socialiste espagnol*. Barcelone, 1978, vol. I, p. 363.

(23) *Comunismo*, 5, octobre 1931, p. 35. En octobre 1931, il y avait en Estrémadure 22 abonnés à la revue *Comunismo* sur un total de 308 dans tout le pays : BONAMUSA F., *op. cit.*, p. 405.

(24) *El Soviet*, 26-V-1932.

(25) *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Sec. Secretaria. lg. 552, carp. 2, 20-VIII-1932. Dans la terminologie communiste de l'époque, *rayon* était le nom donné à l'organisation communiste locale.

(26) Nous devons l'identification de Carlos Llarza comme étant Julián Gómez Sánchez à Romualdo Fuentes.

(27) MUNIS G. *Révolution et contre-révolution en Russie*. Llerena, 1999, p. 13.

(28) *El Soviet*, 2-VI-1932 et 20-VI-1932. Cette activité en dehors de Llerena justifie que l'ICE ait évoqué l'existence d'un comité régional en Estrémadure : *El Soviet*, 16-VI-1932.

(29) *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Secc. Secretaria. lg. 553, carp. 9, 15-II-1932.

communiste, dont l'autorisation avait été demandée par Ventura Castellón et Luis Rastrollo (30).

Ce calme tendu sera rompu par les événements qui eurent lieu à Llerena. Au début de mars 1932, de graves désordres se développèrent dans la localité. L'origine en était le désaccord existant entre les représentants des patrons et les ouvriers sur les solutions qu'ils devaient donner à la grave crise du travail qui traversait la ville. Dans les négociations présidées par le maire (Rafael Maltrana), les représentants ouvriers exigeaient que les patrons logent pendant quinze jours les ouvriers chômeurs tandis que la délégalation patronale n'offrait que dix jours.

Pendant que se déroulait cette réunion, un groupe important d'ouvriers se rassemblait à la porte de la mairie, qui, en prenant connaissance de la réponse négative des patrons, engagea une série d'actions violentes. Tandis que certains d'entre eux se tenaient à la porte de la mairie pour empêcher la sortie des patrons, d'autres se dirigèrent vers les maisons des grands propriétaires qui étaient en réunion, les prenant d'assaut, emportant de la nourriture. Après la prise d'assaut, ils retournèrent à la mairie jusqu'à ce que les patrons signent sur les bases proposées par les ouvriers. Cependant, comme résultat des excès commis, les autorités gouvernementales firent intervenir la Garde civile, qui arrêta plus de trente personnes, pour la plupart d'entre elles jeunes, parmi lesquelles se trouvaient Luis Rastrollo ainsi que Ventura Castelló (31).

Le lendemain, les ouvriers n'acceptèrent pas "d'être répartis" et refusèrent de recevoir un quelconque subside tant que leurs camarades ne seraient pas remis en liberté. De plus, des travailleurs d'autres localités vinrent soutenir ceux de Llerena en dépit du dispositif mis en place par la Garde civile pour les en empêcher. La situation revint à la normale à la remise en liberté des détenus et à la signature d'un accord entre le représentant du gouverneur civil, le maire et la représentation patronale par lequel toutes les parties s'engageaient à fournir des moyens économiques pour trouver une issue à la crise ouvrière (32).

Ce type d'actions déclenchées par les ouvriers agricoles en période de crise eurent lieu dans de nombreux villages d'Estrémadure dès la proclamation de la République. Mais la nouveauté des événements de Llerena était qu'à cette occasion c'étaient des militants communistes qui dirigeaient ces actions ; ce n'était pas pour rien que, pour la Garde civile, les principaux instigateurs en étaient Luis Rastrollo et Ventura Castelló (33). Outre ces conséquences immédiates (signature de l'accord, détention et procès pour sédition de Rastrollo et Castelló [34]), ces événements allaient avoir un important impact politique et syndical pour les ouvriers de la localité, puisqu'à partir de là certains quittèrent la section locale de l'UGT pour créer ensuite leur propre syndicat, la Fédération locale des syndicats ouvriers (35).

Quoique son principal responsable fût en prison (36), ce qui fut probablement la raison de l'absence de délégués d'Estrémadure à la troisième conférence nationale de l'OCE tenue fin mars 1932 à Madrid (37), l'organisation commença à déployer une intense activité à Llerena

(30) *Ibidem*, 20-II-1932. Ventura Castelló Hernández, originaire de Llerena, appartenait au comité régional du PCE d'Andalousie : *Comunismo*, 21 février 1933, p. 87.

(31) *Télégramme du gouverneur civil (préfet) de Badajoz au ministre de l'Intérieur*, Archives historiques nationales, Madrid (dorénavant AHN), Série A M° Interior, lg. 16-A, 4-III-1932.

(32) Ces événements sont décrits dans *La Voz Extremeña* : 3/6-III-1932 et 24-III-1932. On peut également consulter les "Libros de registro de entrada y salida" de la mairie durant ces journées.

(33) *Ibidem*, note 31.

(34) Le secrétaire de mairie de Llerena, José Muñoz de la Espada, sera lui aussi inculpé. *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaría. lg. 543, carp. 2, 10-IV-1932.

(35) La première allusion à cette Fédération locale de syndicats se trouve dans le *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Sec. Secretaría. lg. 552, carp. 2, 9-VIII 1932. Ventura Castelló a relaté l'apparition à Llerena de cette nouvelle option syndicale : *Frente Rojo*, 22-X-1932.

(36) Luis Rastrollo sortit de prison à la fin du mois de juin. *El Soviet*. 16-VI-1932 et 23-VI-1932.

(37) Lors de cette conférence s'établit l'accord, entre autres, de dénommer l'organisation Izquierda Comunista de España (ICE) : PAGÉS P., *op. cit.*, pp. 101-128. Nous pensons qu'après cette réunion Luis Rastrollo cessa d'être membre du comité exécutif tout en restant membre du comité central : *El Soviet*, 16-VI-1932.

et dans d'autres localités de la comarca (*).

Les sources oppositionnelles elles-mêmes affirmaient qu'à Maguilla le nombre d'adhérents était passé de vingt en avril à plus de cinquante en juin (38), en dénonçant aussi qu'à Berlanga neuf militants au chômage depuis longtemps avaient été emprisonnés à la fin de ce même mois, pour avoir volé neuf moutons (39). Pour leur part, les militants trotskystes de Llerena ne doutaient pas que leur organisation locale fût le "guide du prolétariat" (40) et en août de cette même année ils participèrent avec les socialistes à une manifestation contre la tentative de soulèvement antirépublicain conduite par Sanjurjo (41).

Si les tâches de la moisson se déroulèrent en 1932 dans une relative tranquillité dans la province de Badajoz, le dernier trimestre de l'année se distingua par son intense conflictivité (42). On doit en chercher l'origine dans la situation précaire que traversaient alors les travailleurs agricoles, quasiment tous au chômage et avec de très maigres moyens économiques, ce qui poussa certains d'entre eux à développer des actions considérées par les autorités républicaines comme nettement illégales (envahissement de propriétés, vols de bétail et de fruits, etc.).

Cette conflictivité connut son expression maximale dans le district de Llerena, où au début d'octobre un appel à la grève générale fut lancé, auquel n'étaient pas étrangers les militants de l'ICE à Llerena. La situation des journaliers de Llerena n'était guère encourageante depuis les premiers jours de septembre. Le conseil municipal lui-même affirmait que dans plusieurs centaines de foyers de travailleurs, on avait faim, et qu'en dépit de ses démarches auprès des patrons de la localité pour rassembler des fonds afin d'éviter le chômage (43), la situation empirait par moments comme l'indiquait la requête transmise par la mairie au président du Conseil des ministres :

"Devant crise aiguë du travail due à intransigeance de la classe patronale et sans aide économique (du) gouvernement, se tient manifestation pacifique

d'ouvriers chômeurs au nombre de 800 approximativement, municipalité intéressée à solution rapide à ce problème épouvantable..." (44).

Il ne fait aucun doute que cette situation critique des travailleurs et l'approche des semailles motiva l'appel à la grève de la Fédération locale des syndicats ouvriers, la nouvelle organisation syndicale créée après les événements de mars et de claire influence trotskyste, la section locale de l'UGT s'opposant à cette action (45).

Dès le début, les organisateurs cherchèrent à l'étendre à toute la comarca convoquant dans ce but une réunion à laquelle assistèrent des représentants ouvriers de onze villages et où il fut décidé de cette extension. Le seul à s'y opposer fut le délégué de Berlanga, qui accepta néanmoins de se soumettre à la volonté de la majorité (46).

Informés de cette réunion, les dirigeants provinciaux de l'UGT rappelèrent à l'ordre leurs instances locales (47) réussissant à ce que l'accord adopté à la réunion de Llereda devienne lettre morte en soumettant ces instances à la majorité de leurs structures. Seuls les ouvriers de Llerena, Berlanga et Maguilla se prononcèrent pour la grève, c'est-à-dire les localités où l'ICE avait une implantation certaine (48).

(* *Comarca* : la comarca est une subdivision administrative de la provincia dont la superficie est comparable à celle d'un canton français.

(38) *El Soviet*, 2-VI-1932.

(39) *El Soviet*, 20-VI-1932.

(40) *El Soviet*, 20-VI-1932.

(41) *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. lg. 556, carp. 4, 11-VIII-1932.

(42) ROSIQUE NAVARRO F., *op. cit.*, pp. 235-241.

(43) *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. lg. 556, carp. 4, 26-IX-1932.

(44) *Ibidem*. Voir aussi *La Voz Extremeña*, 6-X-1932.

(45) *La Voz Extremeña*, 5-X-1932. Le rôle joué par les militants de l'ICE peut être vérifié par la référence qui en est faite dans la revue *Comunismo*, n° 17, octobre 1932, p. 3.

(46) *Comunismo*, n° 19, décembre 1932, p. 1

(47) *La Voz Extremeña*, 8-X-1932.

(48) *Comunismo*, n° 19, décembre 1932, p. 1. Sous cette même référence, les socialistes sont qualifiés de "briseurs de grèves lors de toutes les révoltes paysannes" et de traîtres à la classe ouvrière.

De son côté, le gouverneur déclara cette grève illégale étant donné son caractère "révolutionnaire", et il déploya un nombre important de gardes civils dans la région (49). Le conflit avait son origine immédiate, nous l'avons vu ci-dessus, dans la précarité de la situation économique qui frappait les ouvriers agricoles de la région. Ainsi, la première revendication du mouvement de protestation n'était autre que la demande d'un salaire minimum journalier de 4,50 pesetas pour les travaux de semailles (50).

En dépit des mesures gouvernementales, la grève commença le 6 octobre dans les localités de Llerena, Berlanga et Maguilla (51), largement suivie par les travailleurs de ces trois localités (52). Cela détermina le gouverneur à envoyer plus de gardes civils dans la région, à ordonner d'enquêter sur l'identité des membres des comités de grève afin de procéder à leur détention immédiate, et à menacer de fermeture les maisons du peuple et les sociétés ouvrières.

Le gouverneur civil annonça lui-même quelques jours plus tard que les organisateurs de la grève s'étaient engagés à mettre fin au conflit dans un délai de vingt-quatre heures indiquant par la même occasion qu'un juge spécial avait été nommé par le ministre de la Justice pour étudier ce qui s'était passé. Le jour suivant, le 7, la grève se terminait à Maguilla et l'on s'attendait que d'un moment à l'autre il en fut de même à Llerena ; cependant, le conflit se poursuivait à Berlanga, ce qui fut à l'origine de la fermeture par le gouverneur, dans cette localité, des locaux des organisations ouvrières.

Le 14, la grève ne se poursuivait qu'à Berlanga. Tant à Llerena qu'à Maguilla, les représentants ouvriers et patronaux étaient convoqués par le gouverneur pour trouver une solution au conflit. Finalement, le 15, les ouvriers de Berlanga retournèrent au travail, bien que la veille les membres du comité de grève de Llerena (53) eussent été jugés et condamnés à la prison sans caution, ce qui se répétera avec les membres des comités de grève de Berlanga et de Maguilla (54).

Quoique nous ne savons pas si les revendications des grévistes furent satis-

faites ou non, la conséquence immédiate du conflit fut que de nombreux dirigeants paysans des localités touchées par la grève, quasiment tous des communistes de gauche, furent emprisonnés. Les détenus restèrent en prison jusqu'en mai 1933 (55) ; néanmoins, quelques mois après, commença un procès au cours duquel le juge demanda une condamnation à dix-sept ans de prison pour chacun des inculpés (56).

De même qu'en mars, il résulta de ces événements de violentes attaques des militants de l'ICE à l'encontre des socialistes, les accusant de collaboration avec la bourgeoisie de Llerena avec comme seul but d'étouffer et de réprimer la grève.

(49) *La Voz Extremeña*, 8-X-1932. Également dans *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Sec. Secretaria. lg. 556, carp. 3, 7-X-1932.

(50) *Frente Rojo*, 22-X-1932. Les patrons proposaient des salaires quotidiens de 3 et de 3,50 pesetas. "Gouverneur civil au ministre de l'Intérieur". AHN, Série A M^o Interior, lg. 6-a, 22-IX-1932.

(51) On peut suivre le déroulement de cette grève dans *La Voz Extremeña*, 9/15-X-1932.

(52) *Frente Rojo*, 22-X-1932 et "au ministre de l'Intérieur". AHN, source déjà citée 8-X-1932.

(53) *La Voz Extremeña*, 15-X-1932. Les sources sont assez confuses quand il s'agit de déterminer quels étaient les membres du comité de grève de Llerena, sinon qu'ils étaient tous membres de l'ICE. Certains milieux de l'opposition (revue *Comunismo*, 21, p. 91) affirmaient en février 1933 que Luis Rastrollo, Gallarin, Fuentes, Martín, et d'autres militants de l'ICE furent emprisonnés sept mois, ce dont on déduit qu'ils furent emprisonnés en juillet ou en août 1932, la grève d'octobre n'étant pas alors la cause de leur emprisonnement. Cependant, Romualdo Fuentes nous a assuré que la grève d'octobre fut bien le motif de leur emprisonnement, version en accord avec l'information parue dans le quotidien *Hoy* (9-V-1933), qui indiquait qu'au début de mai 1933 avaient été "mis en liberté provisoire sous caution Luis Rastrollo et six autres communistes qui, selon ce qui nous a été dit, composaient le comité de grève des derniers événements survenus à Llerena".

(54) *La Voz Extremeña*, 15-X-1932. En mai 1933 fut placé en liberté provisoire le comité de grève de Berlanga, formé de Patricio Barragán et de quatre autres : *Hoy* (9-V-1933). Furent aussi détenus les membres du comité de grève de Maguilla : Manuel Hidalgo, Manuel Duque et Rafael Salguero, tous militants de la Izquierda Comunista de cette localité : *Comunismo*, 23 avril 1933, p. 149.

(55) *Hoy*, 9-V-1933.

(56) *Mundo Obrero*, 10-X-1933 et *Comunismo*, 32, février 1934, p. 55.

La position des socialistes permettait aux partisans de Trotsky dans la localité, de conclure que *“le prolétariat d’Estrémadura devait prendre conscience de qui défendait et de qui appuyait ses intérêts”* (57).

Mais les critiques des militants de la ICE ne s’adressaient pas seulement aux socialistes, elles visaient aussi le PCE. De fait, en relation avec le mouvement de protestation, ils auguraient que celui-ci, dénommé par eux le *“Parti officiel”*, ne leur offrirait pas sa solidarité (58).

C’est ainsi que se concluait une année de conflit dans la comarca, surtout à Llerena, où la situation économique précaire qui affligeait un grand nombre de ses habitants, associé à l’existence d’un noyau actif de militants de la Gauche communiste d’Espagne, explique le *“niveau alarmant de conflictivité”* de la région (59).

IV. EVOLUTION DU NOYAU DE LA GAUCHE COMMUNISTE D’ESPAGNE DE LLERENA DE 1933 JUSQU’À LA CONSTITUTION DU POUM (SEPTEMBRE 1935)

Ainsi que nous l’avons vu, à Llerena, l’organisation locale de l’ICE avait déployé une grande activité à la fin de 1932 (grève générale d’octobre), au point d’éveiller l’intérêt du PCE lui-même. De fait, le Parti communiste tenta d’attirer à lui ces militants oppositionnels ; l’initiative en revint au PCE de Séville et non aux dirigeants communistes de Badajoz (60). Début janvier 1933, Ventura Castelló (membre du Comité régional du PCE d’Andalousie), Trigo et Jesús Ruiz (membre du rayon communiste de Séville) (61) se déplacèrent avec l’intention de réussir à intégrer les militants de l’ICE de Llerena dans le Parti Communiste demandant pour cela un dé-

bat contradictoire avec les dirigeants oppositionnels de la localité (62).

A ce débat participèrent pour le compte du rayon de Llerena de l’ICE Munis (Manuel Fernández Grandizo), Carlos Llarza (Julián Gómez) et Félix Galán ; Llarza lui-même assurant que *“l’opposition recherchait, non plus inutilement à intégrer le parti, aspiration suprême, mais à établir le contact avec lui. Toutes nos demandes à ce sujet avaient été rejetées systématiquement, sans autre raison que de nous considérer comme contre-révolutionnaires, ennemis de la classe ouvrière. La rencontre signifie et devait signifier que les ouvriers du Parti communiste commençaient à voir clairement les choses et que commençait une période de concorde, que le rayon de Llerena espérait voir devenir une réalité.”*

Après cette intervention initiale, il y eut un large et intense débat, où chacune des parties exposa ses points de vue. A la fin de l’entrevue, les conclusions suivantes furent tirées :

« Pour le rayon de la Gauche communiste de Llerena :

– que la Gauche communiste d’Espagne soit admise comme un tout nationalement ;

– qu’en cas de seule admission régionale, le cas serait soumis au comité exécutif de notre organisation ;

(57) *Comunismo*, 17 octobre 1932, p. 3, et *Comunismo*, 19 décembre 1932, p. 1.

(58) *Comunismo*, 17 octobre 1932, p. 4. Dans la presse du PCE, il n’apparut que deux informations sur ces faits. Une dans *Frente Rojo*, 22-X-1932, où l’on informait de l’emprisonnement à Séville pour ce conflit de Ventura Castelló, dirigeant du PCE andalou et en relation avec Llerena comme nous l’avons vu ci-dessus, et une autre dans *Mundo Obrero* (10-X-1933), où l’on signalait les 760 années de prison demandées pour les membres des comités de grève d’octobre de l’année précédente.

(59) ROSIQUE NAVARRO F., *op. cit.*, p. 239.

(60) Qu’on se souvienne du rôle de Ventura Castelló dans les événements de mars et de sa détention en octobre.

(61) La source utilisée pour l’analyse de cet épisode est ENEM O. *“Une très intéressante controverse à Llerena entre la gauche communiste et le parti officiel”*, *Comunismo*, 21 février 1933 (pp. 87-91).

(62) En janvier, Rastrollo et d’autres dirigeants de la Izquierda Comunista de Llerena étaient emprisonnés.

— que d'ores et déjà, nationalement ou régionalement, les militants inscrits dans notre organisation devaient être intégrés sans distinctions fantaisistes ou imposées, sans exiger de nous l'abjuration de nos "erreurs trotskystes", nous donnant toute liberté de critique en échange de l'acceptation de la discipline imposée par la majorité ;

— comme l'a déjà indiqué notre organisation, en cas d'intégration nationale, et sans exception, nous apporterions notre revue, notre maison d'édition et l'ensemble du matériel de propagande que nous possédons au parti.

Pour les délégués du parti : soumettre les demandes du rayon de la Gauche communiste de Llerena au comité central du Parti, et leur communiquer la décision adoptée, les trois camarades délégués s'engageant à défendre notre intégration sans exception. »

"O. Emem" lui-même concluait que la discussion avait été très bénéfique, puisque :

« Les ouvriers de Llerena ont vu comment les "premiers communistes" se sont ouvert les portes de la Maison du peuple et impulsèrent la création des syndicats autonomes, contre les tendances réformistes et conservatrices. Ils ont vu comment, ces "premiers communistes" qui s'avèrent être "trotskystes" — c'est-à-dire, dans le langage stalinien, contre-révolutionnaires —, appelèrent et organisèrent une grève révolutionnaire qui focalisa l'attention du gouvernement et de toute la presse. Et enfin, ils ont vu comment ces trotskystes accusés d'être des contre-révolutionnaires et des agents de la bourgeoisie acceptaient une discussion avec ceux qui les qualifiaient ainsi et en sortaient vainqueurs. Et maintenant, ils ont plus que jamais matière à se demander : et si toute la raison se trouvait du côté des trotskystes ? »

Finalement, ce dirigeant de l'ICE de Llerena annonçait pour le mois de mars la tenue d'une conférence régionale de la Izquierda Comunista d'Estrémadure, à laquelle avaient été invitées la direction du PCE de la province de Badajoz, ainsi que des organisations locales, mais nous ne savons si elle eut effectivement lieu (63).

En dépit des efforts de ces communistes sévillans, les adhérents de l'ICE à Llerena n'abandonnèrent pas leur organisation et décidèrent de ne pas intégrer le PCE. De fait, quelques mois plus tard, l'ICE elle-même, au plan de l'Etat espagnol, regrettait l'absence de réponse de la direction nationale du PCE aux accords adoptés à Llerena (64).

Par ailleurs, cette invitation à intégrer le PCE fut un des divers points d'une dure polémique au sein de la Izquierda Comunista de España durant la crise interne qui affecta l'organisation après la tenue de sa III^e Conférence nationale en mars 1932, crise qui se prolongea durant l'année suivante (65).

Cette crise était en relation avec l'activité de l'ancien secrétaire général de l'OCE (H. Lacroix), qui avait initialement démissionné de ses fonctions pour raisons de santé lors de la III^e Conférence, mais qui, peu de temps après, justifiait sa démission par des divergences politiques (désaccords relatifs à la nouvelle ligne politique adoptée par l'ICE lors de cette conférence). Cette crise eut, de plus, des répercussions sur les relations entre les trotskystes espagnols et leur organisation internationale, qui prit position pour le groupe dirigé par Lacroix (66).

(63) Jusqu'aux élections du 19 novembre 1933, nous n'avons que peu d'informations sur les relations des dirigeants du PCE dans la province de Badajoz avec les trotskystes de Llerena. Un dirigeant national important du PCE (Medina, qui en fait était le représentant de l'Internationale communiste en Espagne), analysant la situation de ce parti à la mi-1933 dans la province de Badajoz, indiquait : "(...) Si nous n'avons pas encore gagné les ouvriers des syndicats de Llerena, qui sont sous l'influence des trotskystes, c'est parce que ces ouvriers ne voient pas dans le parti, son travail collectif, la juste façon de poser les problèmes de cette région. J'affirme que ces ouvriers ne peuvent voir la différence entre leur chef Rastrollo et le nôtre" — il fait allusion à Luis González Barriga, secrétaire provincial du PCE — "...": "compte rendu de la réunion du secrétariat tenue le 15 juin". Archives historiques du PCE, Microfilm X, aptdo. 135, 1933. Pour sa part, Romualdo Fuentes nous a indiqué que Luis González visita les détenus de la grève d'octobre à la prison de Fuentes de Cantos, entrevue citée.

(64) *Comunismo*, 23 avril 1933, pp. 148-149.

(65) *Boletín interior de la ICE del C.R. de castilla la Nueva y Comité N. de Jóvenes*, 2 décembre 1932, pp. 2-3. L'analyse de cette crise apparaît dans BONAMUSA F., *op. cit.*, pp. 129-148.

(66) PAGÉS P., *op. cit.*, p.133.

Rastrollo lui-même, comme membre du comité central de l'ICE, prit clairement position en faveur du comité exécutif contre Lacroix :

"Il faut s'opposer absolument à la prétention de l'organisation internationale de replacer dans ses fonctions Lacroix et ses satellites. Même en supposant qu'il y ait de sérieuses divergences de principe dans l'organisation, celles-ci ont été saisies comme la balle au bond par le groupe Lacroix pour les utiliser contre l'organisation" (prison de Fuentes de Cantos, 11 mars 1933) (67).

Durant les mois suivants, cette crise impliqua une nette prise de distance entre la direction du mouvement trotskyste international et sa section espagnole. A cette occasion aussi, les trotskystes d'Estrémadure donnèrent leur opinion. Ainsi, le comité régional d'Estrémadure adopta le 19 juillet la résolution suivante :

"Reconnaître la bonne volonté du CE pour résoudre le conflit opposant la direction espagnole au SI ; recommander au CE de poursuivre avec énergie dans la voie empruntée jusqu'à la solution complète de la question ; proposer au CE d'informer l'organisation de la façon la plus large possible, en communiquant copies des documents du SI au CE et du camarade Trotsky et des autres camarades connus de l'Opposition qui traitent du conflit qui nous occupent, ainsi que des copies des procès-verbaux des sessions du SI" (68).

Toute cette situation conduisit la direction nationale de l'ICE à envisager la tenue d'une nouvelle conférence, qui n'eut jamais lieu. Lors de cette conférence, il aurait dû être traité des sujets tel que celui relatif à la nouvelle direction, question à propos de laquelle la position du comité régional d'Estrémadure était claire :

"Ce CR vote pour le transfert du CE à Madrid et propose comme secrétaire général (rétribué) Esteban Bilbao. Il vote aussi pour que les camarades Fersen, Andrade et E. F. Granell fassent partie du comité" (69).

S'il en était ainsi du travail des trotskystes de Llerena au sein de leur organisation, il ne fait pas de doute que le sé-

jour en prison de leurs dirigeants limita l'action de cette formation politique dans la localité durant une grande partie de l'année (70).

La vie politique durant le dernier trimestre 1933 fut conditionnée par la situation nationale. La crise du gouvernement républicano-socialiste conduit par Azaña culmina en septembre, les Cortes furent dissoutes au début octobre et les élections convoquées pour le 19 novembre. Dès lors, toutes les formations politiques eurent comme principale tâche leur participation à la bataille électorale.

L'ICE ne se présenta pas aux élections, de fait la tactique suivie consista à demander de voter pour la PCE au premier tour et à voter pour le candidat ouvrier qui aurait le plus de possibilités de gagner au second tour (71). Pour leur part, les militants de la Izquierda Comunista d'Estrémadure non seulement défendirent le vote pour le candidat du PCE, mais n'hésitèrent pas à participer aux manifestations électorales de ce parti

(67) *Boletín interior de la ICE*, 2, 15 juillet 1933 (p. 15).

(68) *Boletín interior de la ICE*, 4, 5 septembre 1933 (p. 18).

(69) *Boletín interior de la ICE*, 5, 20 novembre 1933. Le siège du comité exécutif se trouvait à Barcelone.

(70) Ses locaux avaient été fermés et leur réouverture ne fut pas autorisée avant mai 1933. *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. Ig. 557, carp. 2, 10-V-1933. Le Syndicat autonome (fédération locale) et Izquierda Comunista avaient leur siège social dans la rue Caleros, transféré en octobre rue Mecánico Rada, 4 (*ibidem*, Ig. 596, carp. 6, AMLI, 10-X-1933). En octobre, les organisations syndicales et patronales de Llerena nommaient leurs représentants à la commission de gestion chargée des investissements du décime pour le chômage ouvrier prélevé sur les contributions ; le comité exécutif de la Fédération locale des syndicats ouvriers, dont les président et secrétaire étaient respectivement José Martín et A. Castillo, nomma Luis Rastrollo comme délégué et Felix Galán Rodrigo comme suppléant. Cette commission fut constituée début mars 1934, les deux porte-parole ouvriers étant Luis Rastrollo et Sebastián González pour la Société ouvrière *La Fraternidad* : *Expediente sobre la constitución de la Comisión Gestora encargada de inversión de la décima sobre las contribuciones para el paro obrero, año 1934*. AHLL., EXPEDIENTES DE FORMACIÓN DE JUNTAS AGRÍCOLAS LOCALES, sec. : AGRICULTURA Y GANADERÍA, Leg. : 717 ; Carp. : 2.

(71) *Comunismo*, 31 janvier 1934, p. 22.

(72) et à organiser une réunion pour ce parti à Llerena même (73). De plus, l'un de ses militants, Pedro Corraliza Peque-ro, fit partie de la candidature du PCE dans la province de Badajoz (74). Par ailleurs, un bon nombre de trotskystes de Llerena assistèrent au meeting socialiste de la localité, interrompant en de nombreuses occasions les orateurs, Luis Rastrollo lui-même prenant une grande part dans cette manifestation électorale (75).

Malheureusement, nous ne disposons pas de tous les résultats de ces élections dans la localité de Llerena, car des neuf sections électorales, le *Bulletin officiel* de la province ne présenta les résultats que de sept d'entre elles. Quoique incomplets, les résultats de ces sept sections peuvent nous offrir une vue approchée de l'implantation des différentes forces politiques.

Selon ces données, il y eut 2 491 votants dans ces sept sections, la candidature Républicaine-agraire recueillant 1 199 voix, le PSOE 992 ; plus loin, le PCE atteignait 278 voix et la Gauche républicaine seulement 42 voix. Quoique le pourcentage obtenu par le PCE ne représentât que 11,1 % des suffrages locaux, il surpassait largement les 0,77 % obtenus au niveau de la province par la candidature communiste ; de fait, c'est dans cette localité que le Parti communiste obtenait le meilleur résultat en pourcentage (76).

Les résultats mettaient en évidence comment l'activité politique et syndicale conduite par le groupe de Llerena de l'ICE portait ses fruits dans la localité, car on ne doit pas oublier que ce groupe s'était formé il y avait à peine deux ans.

Quelques jours après les élections, et confronté à la victoire des radicaux et de la CEDA, le comité exécutif de l'ICE proposa à ses organisations locales et régionales la "*formation immédiate du front unique de toutes les organisations politiques et syndicales du prolétariat*" (77). Les militants de Llerena de l'ICE s'emparèrent de cette orientation. De fait, le comité exécutif de l'ICE lui-même informa que dans cette localité ses militants avaient constitué le front unique au mois de décembre et qu'ils étaient en train de mener des actions

pour l'étendre à toute la province de Badajoz (78).

Début février 1934, le quotidien *Hoy* informait de la tenue à Llerena d'une "*assemblée des socialistes, des communistes, des syndicats autonomes et d'éléments d'extrême gauche*" autorisée par le gouverneur civil, que ce quotidien caractérisait comme "*un meeting intitulé antifasciste, organisé par des éléments de gauche et auquel participèrent des personnes de la localité*" (79).

Cette expérience chercha à s'étendre à d'autres localités de la comarca : ainsi, quelques jours après, la mairie autorisa la tenue le 10 février d'une nouvelle assemblée de représentants des organisa-

(72) *Ibidem*. Parmi ceux-ci se distinguèrent Luis Rastrollo et Félix Galán, qui parvinrent à participer à des meetings communistes conjointement à certains des candidats du PCE (Castelló, Zapirain et Almarza).

(73) *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. lg. 557, carp. 2, 6-XI-1933.

(74) *Comunismo*, 32, février 1934, p. 54. Pedro Corraliza était natif de Fuente de Cantos. Parmi les suppléants à cette candidature figuraient les membres suivants de l'ICE à Llerena : Luis Rastrollo, Julián Gomez Sánchez et José Martín Rafael. *Proclamación de candidatos a la deputación aux Cortes. Junta Provincial del Censo electoral de Badajoz*. A. H. de la province de Badajoz, sec. Estadística, lg. 633, 13-XI-1933.

(75) *Hoy*, 11-XI-1933.

(76) Par une autre source, nous savons que le PCE obtint un total de 387 voix à Llerena, ce qui implique 22 % du total des votes communistes de la province : *Comunismo*, 31 janvier 1934, p. 21. Dans la province de Badajoz, c'est la candidature républicaine-agraire qui l'emporta avec 141 942 voix, suivie par les socialistes qui obtinrent 137 928 suffrages ; de plus, on trouvait les 7 777 voix obtenues par la candidature de la Gauche républicaine et les 2 215 voix des communistes : HINOJOSA DURÁN J., "*El Partido Comunista de España en la provincia de Badajoz durante el primer bienio republicano*". *Revista de Estudios Extremeño*, LV-II, 1999 (pp. 569-590). La référence aux neuf sections électorales se trouve dans *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. lg. 557, carp. 2, 14-X-1933. Les résultats des sept sections peuvent être consultés au *B.O.P.* de Badajoz, n° 244, 27-XI-1933.

(77) Extrait de PAGÉS P., *op. cit.*, p. 174.

(78) *Ibidem*, ant. (p. 175). Il n'est pas absurde de penser qu'à ce front unique participaient les organisations locales du PSOE, l'UGT, l'ICE et la Fédération locale des syndicats ouvriers, puisque, ne l'oublions pas, le 9 décembre 1933 se constitua l'Ace ouvrière de Catalogne, à laquelle participaient, parmi d'autres, le PSOE et l'ICE.

(79) *Hoy*, 4-II-1934 et 7-II-1934.

tions ouvrières syndicales et politiques de différentes localités pour traiter des questions relatives au front unique ouvrier. Cette assemblée eut lieu à la Casa del Pueblo, où, après la réunion, se tint un meeting de front unique dans lequel intervinrent des orateurs de différentes tendances de Llerena, ainsi que d'autres localités (80).

Un événement au niveau national allait marquer de nouveau le travail politique des militants trotskystes de Llerena : la grève générale paysanne du début de juin 1934. Toute une série de circonstances (aggravation des conditions de travail des travailleurs agricoles, attitude des patrons, radicalisation de l'UGT, etc.) amenèrent l'exécutif national de la Fédération espagnole des travailleurs de la terre (UGT) à convoquer une grève générale paysanne dans tout le pays au début de la saison de la moisson, à partir du 5 juin (81).

La *provincia* (***) de Badajoz fut, avec celle de Jaen, celle où la grève connut sa plus grande ampleur, sa plus grande violence et sa plus longue durée (82). En dépit de ce développement majeur, le conflit se termina le 14 dans la province de Badajoz sans obtenir aucune revendication (de même que dans le reste du pays). Une des conséquences de cette grève fut la désorganisation du mouvement paysan en terre de Badajoz, encore plus accentuée à partir des événements des Asturies en octobre de cette même année.

À Llerena, le 22 mai, le président et le secrétaire de la Société locale des travailleurs de la terre communiquèrent à la mairie l'accord de déclaration de la grève générale des travailleurs agricoles de la localité à compter du 5 juin à six heures du matin (83).

La circonscription judiciaire de Llerena fut, avec celles de Fuente de Cantos et de Olivenza, celle où la grève eut le plus grand écho et la plus grande ampleur (84). Pour leur part, les militants de la Izquierda Comunista eurent un rôle notable dans le développement de la grève non seulement dans la localité, mais aussi dans les villes voisines (85).

À la fin de la grève, y compris lors de son déroulement, beaucoup de grévistes

furent emprisonnés. L'organe de presse de l'ICE, *La Antorcha*, signalait que le nombre de détenus dans le district de Llerena atteignait les 400 (40 d'entre eux militants de la Izquierda Comunista de Llerena) et 8 000 dans toute la province (86). L'échec de la grève et la répression gouvernementale ultérieure constituèrent un revers sévère pour les organisations ouvrières de la zone, qui réduisirent à n'en pas douter notablement leur activité jusqu'à la seconde moitié de 1935.

Après la grève paysanne de 1934, les sources consultées ne donnent qu'à peine des informations sur l'activité du noyau de l'ICE à Llerena et nous ne disposons seulement que de quelques références fragmentaires. Nous savons qu'après octobre, les rangs de l'ICE

(80) *Libro registro de salida de correspondencia*, AMLI, sec. Secretaria. Ig. 596, carp. 8, 8-II-1934. En mars 1934, les représentants provinciaux du PSOE, du PCE, de l'UGT et les Syndicats autonomes (sous influence du PCE) signèrent un accord provisoire pour la constitution du front unique ouvrier dans la province de Badajoz ; nous ne savons pas si cela influa positivement ou négativement sur l'expérience unitaire de Llerena à laquelle participait l'ICE. HINOJOSA DURÁN J. "El Partido Comunista de España en Extremadura...", *op. cit.*, pp. 373-374.

(81) Pour la discussion préalable, le développement et les conséquences de cette grève au niveau national, voir TUNÓN de LARA M. *Tres claves de la Segunda República*. Madrid, 1985, pp. 113-153. Pour la province de Badajoz, MÉNDEZ MELLADO H. *Reforma agraria y conflictividad campesina. Badajoz 1931-1936*. Cáceres, 1990 (Mémoire de licence inédit), pp. 276-285.

(**) *Provincia* : ce terme que nous avons traduit par province est une subdivision administrative des régions autonomes espagnoles. La région autonome d'Estrémadure est constitué de deux provinces, celle de Badajoz et celle de Cáceres. La superficie d'une province est comparable à celle d'un département français.

La province de Badajoz compte 11 comarcas ; celle de Cáceres en compte 15. Parmi elles, au nord de Cáceres, la comarca des Hurdes, qui a fait l'objet d'un documentaire de Luis Bunuel, contemporain des faits relatés dans la présente étude, où celui-ci dénonce l'état d'abandon où la République bourgeoise laisse les populations.

(82) TUNÓN de LARA, *op. cit.*, p. 139.

(83) *Libro registro de entrada de correspondencia*. AMLI, Sec. Secretaria. Ig. 596, carp. 6, 22-V-1934.

(84) MÉNDEZ MELLADO H., *op. cit.*, p. 279.

(85) *La Antorcha*, 30-VI-1934.

(86) *La Antorcha*, 30-VI-1934. Certains détenus furent transférés à la prison de Burgos, d'où ils sortirent au début de juillet de cette même année : *La Antorcha*, 14-VII-1934.

d'Estrémadure furent renforcés par un groupe de militants venant du PSOE (87). Au début de 1935, probablement, Luis Rastrollo, le plus connu des dirigeants de l'ICE locale, abandonna la localité pour s'installer à Saint-Jacques-de-Compostelle, où il continua son travail politique, renforçant la fédération galicienne de l'ICE (88). Peu de temps avant la fusion de l'ICE et du BOC en septembre 1935, le comité exécutif de l'organisation affirmait qu'en Estrémadure :

"Nous avons eu jusqu'à 400 camarades ; ce chiffre doit être réduit si l'on prend en compte que, en raison du niveau politique de certains camarades, il a été nécessaire ces derniers temps de réaliser un regroupement. Dans le rayon de Llerena, nos camarades ont une influence réelle auprès des masses dans la vie politique et professionnelle ; les syndicats des travailleurs de la terre, des artisans (boulangers, cordiers) sont dirigés par eux" (89).

V. LE POUM EN ESTRÉMADURE : LA SECTION DE LLERENA

Avec l'unification du Bloque Obrero y Campesino et de l'Izquierda Comunista de España (90) en septembre apparut dans le panorama politique espagnol une nouvelle force marxiste indépendante et autonome tant du PSOE que du PCE, le Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM). Un de ses effets immédiats fut que le nouveau parti disposa d'une importante section locale en Estrémadure, Llerena, où l'ICE avait réalisé un important travail politique, ainsi que nous l'avons vu dans les pages précédentes.

Peu de temps après cette unification, l'hebdomadaire du POUM, *La Batalla*, indiquait que le nouveau parti était organisé dans d'autres régions d'Estrémadure (la référence à Llerena est évidente) (91). De plus, l'un des anciens dirigeants locaux de l'ICE, Eduardo Mauricio, était membre depuis l'origine du comité central de cette nouvelle organisation (92).

La crise du gouvernement radical-CEDA (***) à l'automne 1935 eut comme conséquence une forte crise institu-

(87) PAGÉS P., *op. cit.*, p. 261.

(88) PEREIRA D. *Sindicalistas e rebeldes*. Vigo, 1998, pp. 71-72.

(89) *Rapport sur la fusion de la Gauche communiste d'Espagne (sec. de la LCI) et du B.O.C. (Bloc ouvrier et paysan, Maurin)*, Jean Rous, octobre 1935. Reproduit dans BROUÉ P., *op. cit.*, vol. II, p. 362 ; dans ce rapport, il était indiqué que l'ICE dans le reste du pays ne dépassait pas les 300 militants (P. PAGÉS donnait comme chiffre maximum 800 adhérents à l'ICE durant la Seconde République, *op. cit.*, p. 94). Ces chiffres démontrent l'importance du groupe de Llerena de l'ICE par rapport à l'ensemble national (voir DURGAN A. *The spanish trotskysts...*, *op. cit.*, pp. 14-15). Pour notre part, nous pensons que ce chiffre de 400 adhérents fait référence tout à la fois aux militants de l'ICE et aux adhérents de la Fédération locale de syndicats dirigée par ces militants. Bien que tous les chiffres des adhérents publiés par les différentes organisations doivent être pris avec prudence, il convient de signaler, comme élément de comparaison, quelques données numériques sur les deux partis à caractère ouvrier de Badajoz, le PSOE et le PCE. Le PSOE comptait, à la mi-1932, 6 250 adhérents (75 133 pour tout l'Etat espagnol) ; à une date plus tardive (mars 1934), dans sa branche jeune, les Jeunesses socialistes organisaient 2 151 jeunes de la province de Badajoz (c'était à ce moment l'organisation provinciale la plus puissante) ; quant au PCE de la province, en mai 1935, il comptait 400 militants, chiffre porté à 435 en septembre 1935 (le nombre de ses adhérents dans tout l'Etat espagnol s'élevait à environ 15 000). Les données sur le PSOE sont tirées de CONTRERAS M. *El PSOE en la IIe República : Organización e ideología*. Madrid, 1981, pp. 85 et 99 ; sur les Jeunesses socialistes, RUIZ D. *Insurrección defensiva y revolución obrera. El octubre español de 1934*, Barcelona, 1988, not. 35 ; sur le PCE au plan provincial, HINOJOSA DURÁN J., *op. cit.*, p. 92, et au niveau national CRUZ R., *op. cit.*, p. 304.

(90) L'ICE avait pratiquement rompu ses relations avec la direction du trotskysme international en juillet de cette même année, PAGÉS P., *op. cit.*, p. 286.

(91) *La Batalla*, 11-X-1935.

(92) DURGAN A. C., *B.O.C. 1930-1936.*, *op. cit.*, p. 572. Nous pensons que bien que représentant des militants galiciens du POUM (anciens de l'ICE), Luis Rastrollo fit partie aussi de ce comité central, au moins avant juillet 1936 : CABO F. *El protagonismo des POUM en la Guerra Civil Española*. Mécanographié, Barcelona, 1991, p. 49.

(***) *Radicaux-CEDA : la CEDA (Confederacion Espanola de Derechas autonomas) avait été fondée à Madrid en mars 1933 et regroupait des noyaux de droite des différentes parties de l'Espagne, le plus important étant celui de la Accion Popular. Peu après les élections de novembre 1933, le dirigeant de parti et candidat comme dictateur d'un futur état national-corporatiste,*

tionnelle, qui trouva sa solution dans la convocation d'élections aux Cortès le 16 février de l'année suivante. Le 15 janvier 1936, le pacte de Front populaire fut signé à l'occasion des prochaines élections entre diverses forces républicaines de gauche et ouvrières, parmi elles le POUM (93). Une fois signé le pacte électoral, la coalition des gauches dut appairer les candidats et mener la campagne, processus qui, évidemment, se répercutèrent aussi dans la province de Badajoz.

La direction du POUM demanda l'incorporation de ses candidats non seulement dans les listes relatives à la Catalogne, où cette organisation avait une solide implantation, mais aussi dans les provinces des Asturies, de Badajoz, de Castellón et de Huesca (94).

Le fait que les dirigeants de ce parti proposèrent l'incorporation d'un de leurs candidats dans la province de Badajoz aux élections du 16 février doit être mis en relation, de toute évidence, avec la présence de l'important noyau du POUM à Llerena. Ce candidat proposé n'était autre que Andrés Nin (95). Finalement, la proposition d'incorporation de ce dirigeant important du POUM (et auparavant de l'ICE) n'eut pas de suite et aucun candidat de ce parti ne prit place sur la liste du Front populaire dans la province de Badajoz (96).

Nous n'avons pas de données sur la participation des militants du POUM de Llerena à cette campagne électorale, mais tout semble indiquer qu'après les élections, ils déployèrent une importante activité politique dans l'agglomération de Llerena.

L'un des principaux dirigeants du POUM, Juan Andrade, intervint mi-avril dans une conférence organisée par la section locale du POUM de Llerena (97), et, quelques mois après, ce même dirigeant n'hésitait pas à affirmer :

“A Llerena, notre parti possède le plus solide bastion de la classe ouvrière d'Estrémadure. Quand il s'agit de présenter l'exemple d'une organisation révolutionnaire disciplinée et enthousiaste, même les autres partis prolétariens se voient obligés de citer la section du Parti ouvrier d'unification marxiste de Lle-

rena. La Batalla et La Nueva Era sont les journaux de plus grande diffusion ici, avec une différence de plus du double avec le plus vendu des autres journaux ouvriers. La classe ouvrière de Llerena est absolument en symbiose avec le POUM (...)” (98).

Par ailleurs, en application des nouvelles mesures de réforme agraire, la section du POUM de Llerena obtint une parcelle de douze fanègues (7,75 hectares), qu'ils choisirent de travailler sous forme collective :

“Après avoir travaillé notre parcelle particulière, celle qui nous était affectée individuellement, nous travaillons celle

Gil Roblés, proposait aux radicaux, comme condition de son soutien, le programme suivant : amnistie aux militaires qui s'étaient soulevés en 1932 ; révision des lois promulgués par la République en matière religieuse ; arrêt de la réforme agraire et suspension de l'application des lois sociales concernant les paysans.

(93) Les organisations suivantes entrèrent dans cette coalition électorale : Gauche républicaine, Union républicaine, PSOE, UGT, PCE, Fédération nationale des Jeunesses socialistes, Parti syndicaliste et POUM. Le texte de cet accord dans JULIÁ S. *Origenes del Frente Popular en España (1934-1936)*. Madrid, 1979, pp. 216-223.

(94) DURGAN A. C., *op. cit.*, p. 407.

(95) *La Batalla*, 5-VI-1936.

(96) La justification donnée par Juan Simeón Vidarte au nom de la direction du PSOE, aux dirigeants du POUM, pour ne pas prendre en considération la demande cette organisation, fut la réponse négative faite au Parti communiste pour occuper un poste dans cette province, quoique ses forces fussent supérieures à celles du POUM. JULIÁ S., *op. cit.*, pp. 147-148. Le POUM ne réussit qu'à faire incorporer son seul secrétaire général, Joaquín Maurín, dans la circonscription de Barcelone. PAGÉS P. *Adreu Nin : su evolución política (1911-1937)*. Bilbao, 1975, pp. 198-191. Pour sa part, le PCE parvint, lui, à introduire un de ses candidats (Pedro Martínez Cartón) sur la liste de Badajoz, où il fut élu député conjointement à six autres candidats du PSOE, trois de la Gauche républicaine et de l'Union républicaine : HINOJOSA DURÁN J., *op. cit.*, pp. 475-478.

(97) *La Batalla*, 8-V-1936.

(98) *La Batalla*, 5-VI-1936. Cet article se concluait par une émouvante référence à Luis Rastrollo. En juillet, Rastrollo signa au nom du comité régional de Galice du POUM la convocation à une assemblée régionale les 18 et 19 de ce même mois. *La Batalla*, 10-VII-1936. L'activité de ce citoyen de Llerena ne se limitait pas à la vie de son parti, mais il avait acquis aussi une certaine réputation dans le mouvement syndical de Santiago comme secrétaire local de la FETE-UGT et comme assesseur d'autres syndicats. PEREIRA D., *op. cit.*, p. 72, et GARRIDO MOREIRA E., *op. cit.*, pp 188-191.

de notre section. Nous avons très vite réalisé les tâches préliminaires. D'abord, nous avons défriché la terre, car elle était en jachère, travail réalisé volontairement par nos militants. Celui qui avait une paire de bœufs la prêtait et les autres fournissaient les outils. Le défrichage a été difficile car le terrain était consacré au pâturage.

— Comment avez-vous décidé d'organiser la direction et l'administration du terrain collectif ?

— Nous nommerons des équipes de travail parmi nos militants pour les semailles, le sarclage, la moisson et les tâches de nettoyage. Le conseil général de notre section désignera une commission de direction et nommera aussi un chef d'équipe chargé de la direction des travaux" (99).

Dans cette même période, le nombre d'adhérents s'accrut, passant de 122 militants au mois de mai à un total de 230 à la mi-juillet (100). De plus, durant les premiers jours de juillet, la Fédération locale des syndicats ouvriers, contrôlée par la section de Llerena du POUM, fusionna avec celle de l'UGT (101).

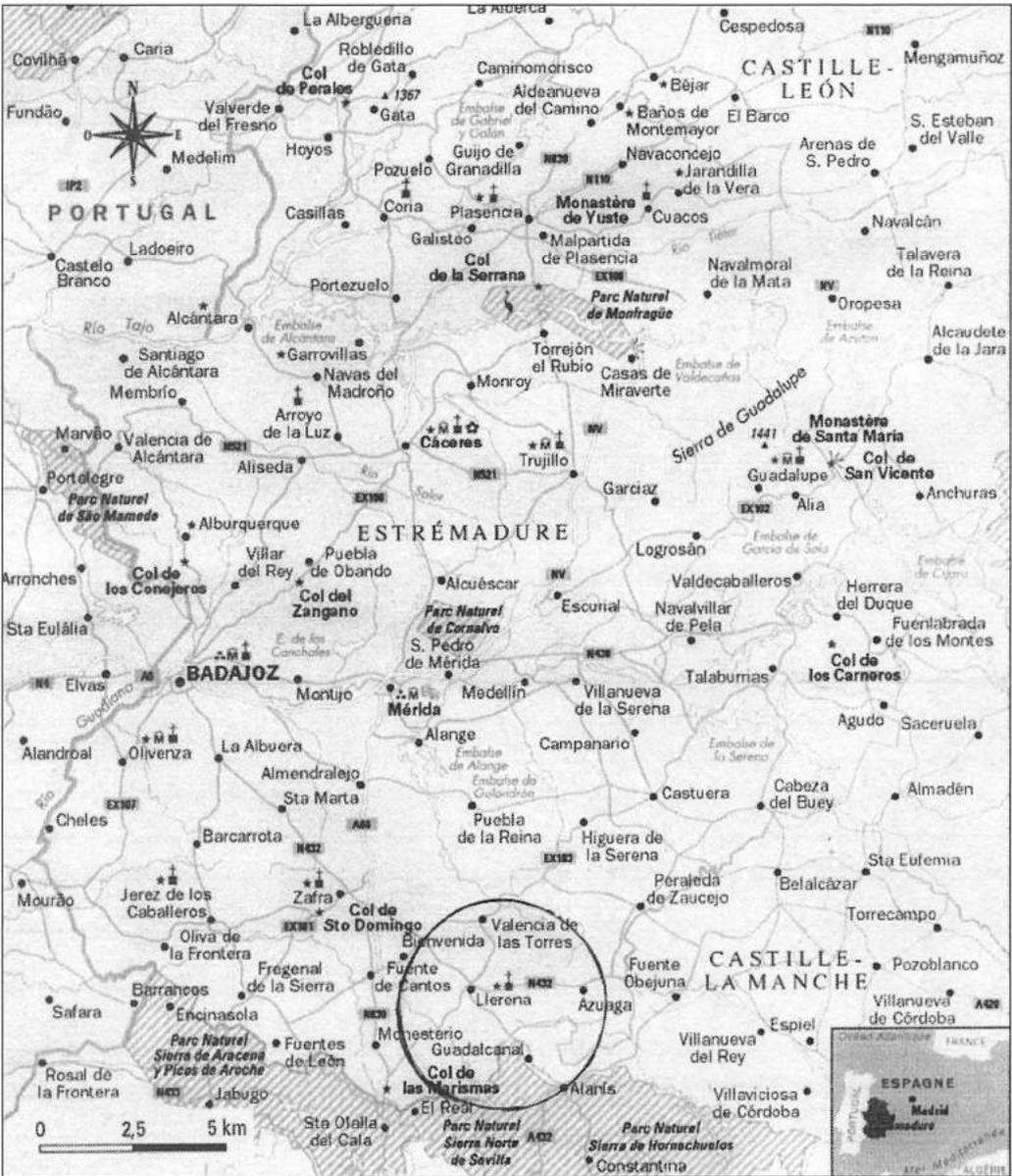
Le début de la guerre civile et l'occupation immédiate de Llerena par les insurgés rompit de manière tragique la vie de la section locale du POUM à Llerena, bien que certains de ses militants poursuivirent une vie politique active aussi bien durant la guerre civile que dans les années suivantes (102).

(99) *La Batalla*, 5-VI-1936.

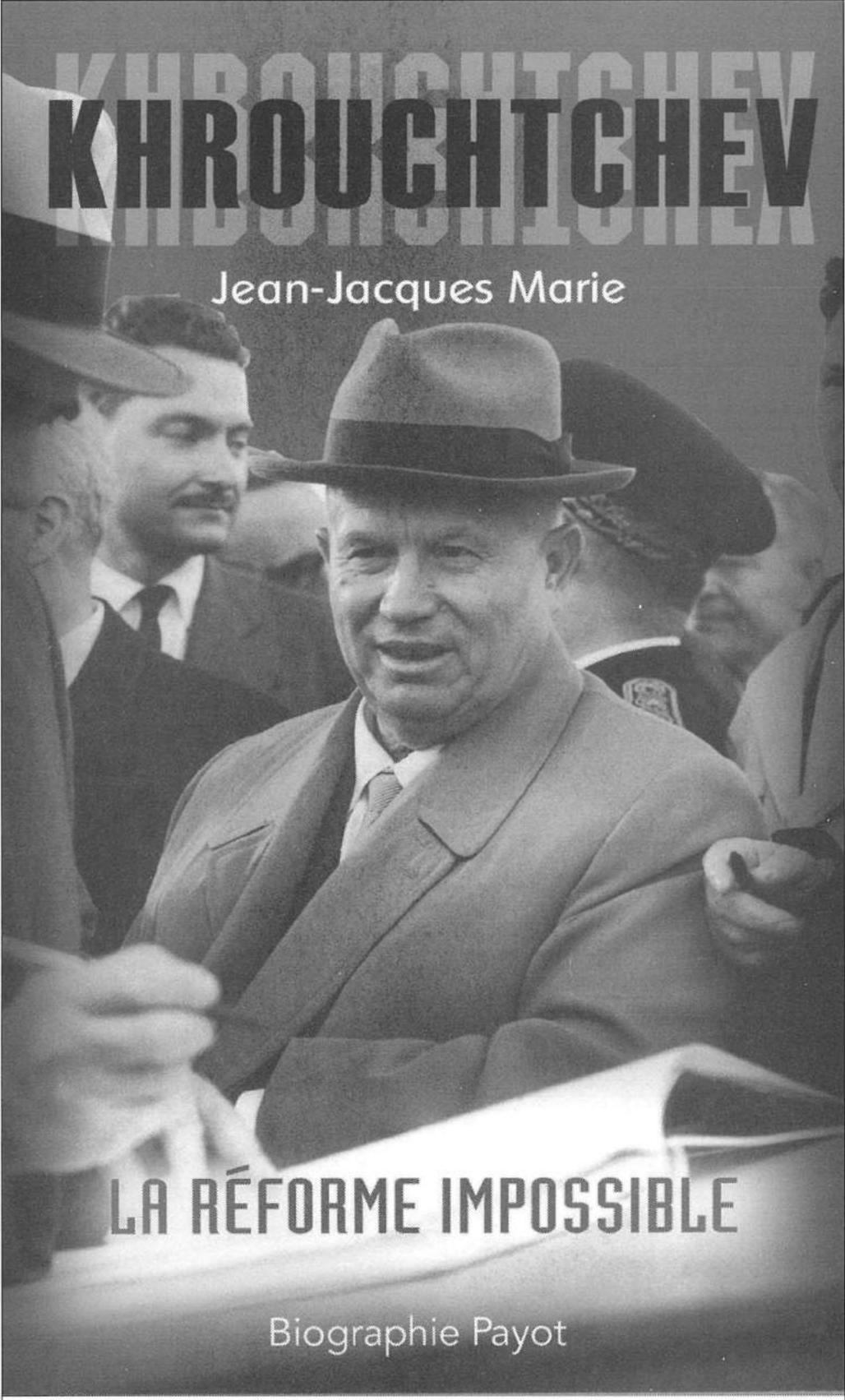
(100) *La Batalla*, 5-VI-1936 et 18-VIII-1936. Le POUM, en juillet 1936, comptait 10 000 adhérents au plan de l'Etat : DURGAN A. C. *B.O.C., 1930-1936...*, op. cit., p. 437. Selon des sources du PCE, ce parti avait 2 000 adhérents dans la province de Badajoz en mars 1936, qui passèrent à 7 000 en juillet de cette même année : HINOJOSA DURÁN J., op. cit., p. 92.

(101) *La Batalla*, 3-VII-1936.

(102) Llerena fut occupée par les rebelles le 5 août, après avoir vaincu la résistance opposée par les militants du PSOE et du POUM ; après cette occupation, les insurgés engagèrent une cruelle répression au cours de laquelle moururent, parmi beaucoup d'autres, bien des militants du POUM. On peut trouver des informations sur ces dramatiques événements par exemple dans *La Batalla*, 18-VIII-1936 et 1-IX-1936 ; VIDARTE J. S., op. cit., pp. 363-367, et RAFAEL QUINTANA V. C. *Memorias de un extremeño*. Dactylographié, s/f. Quelques données sur la participation de certains habitants de Llerena dans les colonnes du POUM au début de la guerre apparaissent dans la nouvelle de ETCHEBÉHÈRE M. *Mi guerra de España*, Barcelona, 1976. De même et en ne citant que quelques exemples remarquables, nous connaissons une partie de l'activité développée dans le mouvement trotskyste international par Eduardo Mauricio durant son exil français, ancien militant trotskyste de Llerena, qui mourut à Paris le 25 mars 1986 (A. GUILLAMÓN, op. cit., p. 4) ou le travail politique de Manuel Fernández Grandizo, "Munis", tellement lié à la localité, qui mourut aussi dans la capitale française le 4 février 1989 (MUNIS, op. cit., pp. 13-28). Enfin, nous ne devons pas oublier la fin tragique de Luis Rastrollo González, qui, après un conseil de guerre, fut fusillé par les insurgés le 3 décembre 1936 à Saint-Jacques-de-Compostelle pour avoir appartenu au comité du Front populaire qui se forma dans cette ville galicienne au début de la rébellion militaire : PEREIRA D., op. cit., p. 73.



KHROUCHTCHEV



Jean-Jacques Marie

LA RÉFORME IMPOSSIBLE

Biographie Payot

**Joseph
Staline :**
***“Démasker
l’ennemi masqué”***
(janvier 1938)

Le comité central du Parti communiste russe, largement épuré et saigné au cours de l'année 1937 depuis l'arrestation de Boukharine et Rykov en pleine séance le 3 mars 1937, se réunit à nouveau les 11, 14, 18 et 20 janvier 1938. Pour participer à cette réunion, il ne reste plus que 28 des 71 titulaires élus au congrès de janvier 1934. Le quorum n'est pas atteint, mais qu'importe à Staline, qui convoque le comité central pour purger encore un peu plus cette assemblée dévastée au nom de laquelle se prennent pourtant toutes les décisions politiques, toutes affublées en effet de la formule rituelle : le comité central décide.

En réalité, il n'est plus alors qu'une fiction.

Ce plénum (assemblée plénière) est le dernier de la grande purge. Au mépris des statuts dont il n'a que faire, Staline n'en convoquera plus un seul pendant quatorze mois jusqu'au XVIII^e Congrès.

Il continuera néanmoins à décimer les derniers restes de ce comité central. Il en fera encore exclure 14 titulaires et 11 suppléants par consultation au cours de l'année 1938, plus 7 autres qu'il exclura sans même demander aux survivants du comité central de signer la fin de leurs camarades.

Staline fait voter par ce plénum croupion une résolution présentée par l'un de ses nouveaux hommes liges, Gueorgui Malenkov, mais dont il a vérifié, écrit ou réécrit chaque ligne.

Cette résolution, souvent interprétée comme marquant un assouplissement modéré de la répression, est en réalité l'une des pièces de son avant-dernière phase. Elle a en effet de quoi donner le tournis aux membres de l'appareil à tous les niveaux : elle exige une nouvelle épuration, tout en dénonçant les "*traîtres infiltrés*" qui dénoncent les "*communistes honnêtes*". Staline stigmatise les dirigeants incapables de reconnaître et de démasquer l'ennemi habilement camouflé à double face, qui "démasque" le maximum de militants possible afin de cacher ses propres crimes devant le parti et détourner l'attention de ce dernier de la découverte des ennemis réels du peuple.

Mais comment distinguer le dénonciateur carriériste, traître ou provocateur, qu'il faut démasquer, du dénonciateur honnête, qu'il faut encourager ? Comment différencier l'excès criminel des uns et la passivité tout aussi criminelle des autres ? C'est d'autant plus difficile que nombre d'exclus le sont pour "passivité", c'est-à-dire pour manque d'ardeur à dénoncer des voisins ou camarades ! Staline ne donne pas le mode d'emploi. A chacun de se débrouiller.

Chaque cadre, petit, moyen ou grand, est donc coincé entre la perspective d'être dénoncé pour passivité et manque de vigilance ou pour excès provocateur. C'est le sort que connaîtra par exemple le satrape stalinien de l'Ukraine, Pavel Postychev...

“Arracher le masque de la pseudo-vigilance”

LA résolution dénonce quelques exclusions de communistes à ses yeux injustifiées et affirme : « De tels faits ont pu se reproduire dans les organisations du parti avant tout parce qu’il se trouvait parmi les communistes *un certain nombre de carriéristes non encore démasqués, qui s’efforcent de se signaler et de se hausser au moyen d’exclusions du parti et de la répression contre les membres du parti ; des gens qui, par la répression sommaire contre les membres du parti, s’efforcent de couvrir leurs arrières et de se garantir contre d’éventuelles accusations de manque de vigilance.*

Un tel communiste carriériste, quand une déclaration quelconque est remise contre un adhérent du parti — fût-elle fausse ou même provocatrice —, estime que cet adhérent est dangereux pour l’organisation et qu’il faut s’en débarrasser au plus vite pour se couvrir par cette manifestation de vigilance. Aussi juge-t-il superflu d’examiner objectivement des accusations portées contre les communistes et prend-il par avance la décision de les exclure du parti.

Un tel communiste carriériste, qui n’aspire à s’élever qu’à force de vilénies, déclenche un état d’esprit de panique contre des ennemis du peuple sans aucun examen de la situation et pousse des cris dans les assemblées du parti sur la nécessité d’exclure des membres pour de quelconques raisons formelles, ou même sans aucune raison. Or il n’est pas rare que des organisations du parti se laissent

entraîner à la remorque de pareils carriéristes (...).

Au lieu d’arracher du visage de ces “communistes” le masque de la pseudo-vigilance et de les dévoiler au grand jour, les organisations du parti et leurs dirigeants leur décernent souvent une auréole de champions vigilants de la pureté des rangs du parti.

Il est temps de démasquer de tels “communistes” et de les stigmatiser comme des carriéristes qui aspirent à s’élever aux dépens des exclus du parti en se couvrant de la répression contre des membres du parti.

On connaît également des cas assez fréquents où les ennemis du peuple dissimulés, les saboteurs et les gens à double face organisent à des fins provocatrice l’envoi de déclarations calomnieuses contre des membres du parti et, sous prétexte de “déploiement de la vigilance”, tendent à l’exclusion des rangs du PC de l’URSS(b) de communistes sincères et dévoués, afin de détourner le coup d’eux-mêmes et de se maintenir dans les rangs du parti (...).

Nombre de nos organisations du parti et de leurs dirigeants n’ont pas su jusqu’à présent *percer à jour l’ennemi masqué qui aspire à dissimuler son hostilité par des clameurs sur la vigilance et à se maintenir dans les rangs du parti — premier objectif —, et qui — second objectif — cherchent au moyen des mesures répressives à briser nos cadres bolcheviques, à semer l’insécurité et des soupçons exagérés dans nos rangs.*

Ces ennemis masqués, ces traîtres authentiques crient d'ordinaire plus fort que les autres à la vigilance, s'empres- sent de "démasquer" le plus de monde possible, tout cela afin de dissimuler leurs propres crimes devant le parti et de détourner l'attention des organisations du parti des véritables ennemis du peuple à démasquer.

Ces ennemis masqués, des éléments à double face, aspirent par tous les moyens à créer dans les organisations du parti une atmosphère de suspicion exagérée, atmosphère dans laquelle tout membre du parti qui défend un autre communiste calomnié par qui que ce soit se voit immédiatement suspecté de manque de vigilance et de liaison avec les ennemis du peuple.

Ces ennemis masqués, ces vils provocateurs, chaque fois que l'organisation du parti commence à vérifier les déclarations remises contre un communiste, s'efforcent de créer une atmosphère provocatrice autour de cette enquête et, au lieu de permettre une enquête objective, organisent un flot de nouvelles déclarations contre le camarade.

Les organisations du parti et leurs dirigeants, au lieu de démasquer l'activité

provocatrice de ces ennemis dissimulés, se mettent souvent sous leur tutelle, leur créent une situation d'impunité pour la calomnie contre les communistes sincères et s'engagent eux-mêmes dans la voie d'exclusions massives injustifiées, de sanctions disciplinaires, etc. (...).

Il est temps que toutes les organisations du parti et leurs dirigeants démasquent et exterminent définitivement l'ennemi qui s'est glissé dans nos rangs et qui, par ses clameurs mensongères sur la vigilance, cherche à dissimuler son hostilité et à se maintenir dans le parti pour y poursuivre son ignoble activité traîtresse.

Comment expliquer que nos organisations du parti n'aient pas encore démasqué jusqu'ici non seulement les communistes carriéristes qui aspirent à se distinguer et à s'élever au détriment des exclus du parti, mais aussi les ennemis masqués au sein du parti qui aspirent par des clameurs sur la vigilance à dissimuler leur hostilité et à rester dans le parti, et qui, en appliquant des mesures répressives, cherchent à briser nos cadres bolcheviques et à semer des suspicions inutiles dans nos rangs ? » (*L'Internationale communiste*, n° 3, mars 1938, pp. 423 à 426).



**Marc
Teulin :
La liquidation
de Beria :
sens et portée**

Le 9 mars 1953, trois hommes prennent la parole sur la tribune du Mausolée à l'occasion des funérailles de Joseph Staline : Malenkov, président du Conseil des ministres, Molotov, ministre des Affaires étrangères, et Beria, ministre de l'Intérieur (Sécurité d'Etat et intérieure réunifiées). Le 26 juin, Beria est arrêté, exclu du PCUS, puis condamné à mort et fusillé le 23 décembre.

“On avait l'impression, écrit en 1954 le correspondant américain à Moscou Henry Schapiro, qu'après la mort de Staline, Beria était devenu une sorte de loup solitaire, de voix solitaire hurlant dans le Kremlin : retour au stalinisme !” (1), ce qui suggérerait que ses collègues qui l'ont éliminé voulaient ainsi combattre le stalinisme.

Or à moins de réduire le stalinisme au de culte de Staline, nul d'entre eux n'en avait la moindre intention. Et Beria fut alors même le seul à faire adopter ou prendre des mesures visant à alléger quelque peu l'héritage pesant légué par Staline (liquidation de l'affaire des blouses blanches, amnistie d'un million deux cent mille détenus du Goulag, etc.) pour tenter d'enrayer la paralysie du régime.

Khrouchtchev a longtemps réussi à imposer sa version de l'affaire : fort de son contrôle de la police et des forces armées dont elle disposait, Beria complota pour s'emparer personnellement du pouvoir et Khrouchtchev réussit à rassembler les autres dirigeants pour déjouer ce “complot”. Or ce complot n'exista très probablement pas et la liquidation de Beria a un sens et une portée politiques que les débats du plénum du comité central du début juillet 1953 consacré à l'affaire Beria permettent d'explicitier.

“Il faut remettre la Sécurité d’Etat à sa place”

TROIS mois et demi après la mort de Staline, le 26 juin 1953, Beria, ministre de l’Intérieur de l’URSS, est arrêté par ses pairs en pleine réunion du présidium du comité central (nouveau nom du bureau politique). Du 2 au 7 juillet, un plénum du comité central se réunit, uniquement consacré “aux actes criminels anti-parti de Beria”.

Le procès-verbal de ce plénum a été publié au début de 1991 dans les numéros de janvier et février de la revue d’archives *Izvestia Ts K KPSS*, puis avec une série de documents dans un volume intitulé *Lavrenti Beria 1953* (Democratia, 1999). Ce plénum se conclut par la condamnation politique de Beria, qualifié d’agent de l’impérialisme, livré à un tribunal spécial qui le condamnera à mort et le fera fusiller avec cinq de ses collaborateurs le 23 décembre. Il présente une grande importance pour étudier l’évolution du PCUS dans les mois et les années qui suivent la mort de Staline, et en particulier les rapports entre l’appareil de la police politique et celui du parti lui-même.

Qui commande : le Guépéou ou le comité central ?

En convoquant ce plénum, les dirigeants, Malenkov et Khrouchtchev en tête, affirment une double exigence :

1. le parti (c’est-à-dire son appareil dirigeant aux divers niveaux) doit échapper au contrôle de la police politique (le MVD, ou ministère de l’Intérieur, réuniifié, qui rassemble l’ancienne Sécurité d’Etat — MGB — et l’ancien ministère de l’Intérieur) auquel Staline (jamais nommé) l’avait soumis pour pouvoir l’épurer à sa convenance ;

2. le comité central doit retrouver sa place dirigeante, que Staline (toujours pas nommé) avait liquidée.

Ainsi Malenkov, dans son rapport initial, dénonce “la violation grossière des normes du parti dans les rapports entre le parti et le MVD. N’est-ce pas un fait que pendant de nombreuses années, le ministère des Affaires intérieures avait acquis une trop grande influence et avait dans les faits échappé au contrôle du parti ?” (1).

Khrouchtchev insiste : “Il faut remettre le MVD à sa place” (2). Selon lui, Beria aurait déclaré : “Qu’est-ce que le comité central. Que le Conseil des ministres décide de tout et que le comité central s’occupe des cadres et de la propagande.” Khrouchtchev l’accuse ainsi d’avoir voulu abaisser et humilier le comité central (en réalité, son secrétariat). Il s’indigne : “Les opinions de Beria sur le parti ne se distinguent en rien de celles d’Hitler (...). Cette déclaration signifie que Beria niait le rôle dirigeant du

(1) *Izvestia TsK KPSS*, 1991, n° 1, p. 147.

(2) *Ibidem*, p. 154.

parti (...). Il pensait renforcer sa place et alors anéantir totalement le parti. Bien sûr, pas l'anéantir physiquement (...). Pour pousser notre pays sur la voie bourgeoise, il voulait liquider le parti" (3).

Porté atteinte à l'une des principales prérogatives de l'appareil, "la nomenklatura"

Beria avait dans son propre ministère promu des cadres nationaux dans les diverses républiques (ukrainiens en Ukraine, lettons en Lettonie, etc.). Il se voit reprocher d'avoir porté atteinte à l'une des principales prérogatives de l'appareil, "la nomenklatura" (c'est-à-dire la désignation par le secrétariat du comité central des titulaires d'environ 40 000 fonctions jugées décisives dans le parti, le gouvernement et l'Etat). Ainsi, Serdiouk lui reproche d'avoir "*remplacé tous les chefs des directions régionales du MVD en Ukraine à l'insu du comité central*" (4).

Serdiouk met en cause non les compétences ou le comportement des nouveaux nommés, mais le seul fait que leur nomination, effectuée par le ministre Beria, ait échappé au secrétariat du comité central qui gère souverainement la nomenklatura.

Kaganovitch enfonce le clou. Un jour, dit-il, un adjoint de Khrouchtchev convoque le vice-ministre de l'Intérieur, Koboulov, pour examiner avec lui les changements de personnels parmi les cadres (de son ministère).

Beria s'élève aussitôt contre cette convocation. Khrouchtchev lui répond que c'est la règle. Beria lui réplique : "*Non, je ne le permettrai pas.*" Il viole ainsi une tradition que Kaganovitch fait remonter aux débuts de Staline :

« *Le défunt camarade Dzerjinski, déclare-t-il, (...) avait émis quelques doutes : comment se fait-il que lui, commissaire du peuple, membre suppléant*

du bureau politique, était soumis à une sorte de défiance de l'Orgraspred (Bureau d'affectation et de répartition des cadres). L'appareil de l'Orgraspred vérifiait ses gens et les déclarait valables ou non valables (...). Le camarade Staline prit alors la parole et déclara : "Félix, il s'agit du système du contrôle du parti. Il est indispensable que le parti nomme les cadres dirigeants. Ça t'est difficile à toi, commissaire du peuple, et tu dois être reconnaissant au comité central de ça." Et le camarade Dzerjinski revint aussitôt sur ses doutes et s'affirma d'accord avec le projet de résolution » (5).

Rien n'oblige à croire à l'authenticité du récit de Kaganovitch, mais une chose est certaine : dans la tradition stalinienne, un ministre n'a pas le droit de nommer à un quelconque poste de son ministère et de ses structures...

S'il prétend le faire, il empiète sur la nomenklatura, dont le respect est le garant du pouvoir du secrétariat du comité central, qui, par la nomenklatura, a la maîtrise absolue des affectations.

Beria s'attaquait ainsi au cœur même du pouvoir de l'appareil du parti. Le secrétariat du comité central est tout, l'adhérent n'est rien.

Le premier secrétaire du PC de Biélorussie, Patolitchev, entonne le même refrain : "*D'un revers de manchette, Beria, à l'insu des organismes du parti, et en Biélorussie à l'insu du comité central de Biélorussie, a écarté des postes dirigeants des Russes, des Ukrainiens, en commençant par le poste de ministre de l'Intérieur de Biélorussie, tout le personnel dirigeant du ministère dans les directions provinciales*" (6).

Le secrétaire du PC ukrainien, Kiritchenko, dénonce lui aussi ceux qui, comme Beria, "*se sont efforcés de placer le MGB (la Sécurité d'Etat) et le MVD au-dessus du parti, de les opposer au parti, et se sont ainsi coupés du parti*" (7).

(3) Lavrenti Beria 1953, p. 233.

(4) *Izvestia TsK KPSS*, 1991, n° 1, p. 178.

(5) Lavrenti Beria 1953, pp. 281-282.

(6) *Izvestia Tsk KPSS*, 1991, n° 21, p. 142.

(7) *Ibidem*, p. 147.

“L’appareil gigantesque du MVD a cessé de tenir compte de ceux qui ont créé cet organisme”

Le secrétaire du PC de Leningrad, Andrianov, ajoute une touche matérielle supplémentaire en précisant : “L’appareil gigantesque du MVD, qui coûte 18 milliards de roubles, s’est transformé en une créature qui a cessé de tenir compte de ceux qui ont créé cet organisme” (8).

Molotov va dans le même sens lorsqu’il reproche à Beria d’avoir voulu mettre l’appareil du gouvernement au-dessus de celui du parti : “Les questions de politique étrangère passèrent au présidium du Conseil des ministres et, malgré la tradition bolchevique immuable, cessèrent d’être discutées au présidium du comité central” (nouveau nom du bureau politique) (9).

En un mot, remettre en cause le principe de la nomenklatura, c’est, pour Khrouchtchev et les sommets de l’appareil, détruire le parti communiste, assimilé par lui à son seul appareil central.

Là est le nœud du problème. Le vrai crime de Beria, son vrai complot que Kaganovitch qualifie de “fasciste”, c’est d’avoir tenté non pas de prendre le pouvoir, mais d’émanciper l’appareil du gouvernement et de l’Etat du contrôle permanent de l’appareil central du parti dont il ne pouvait donc que susciter l’hostilité massive.

La question est récurrente. Un quart de siècle plus tard, lors d’une réunion du bureau politique, le 17 juin 1971, Voronov suggérera que la nomination des secrétaires de comités régionaux du PCUS et des présidents de comités exécutifs des soviets soit “confirmée aussi par le Conseil des ministres de la République de Russie, ou au moins établie en accord avec lui”.

Kirilenko, bras droit de Brejnev, lui répondra alors : “En Russie, il y a un comité central du PCUS et c’est lui qui décide toutes ces questions, en particulier les affectations de cadres. Il n’en a jamais été autrement” (10).

L’élimination de Beria, c’est la victoire de l’appareil central du parti sur la Sécurité d’Etat, à qui Staline avait accordé sous son seul contrôle une grande autonomie pour le terroriser. Khrouchtchev insiste : “Beria voulait utiliser le MVD contre le parti, contre le gouvernement.” A l’en croire, Beria aurait voulu maintenir les conférences spéciales auprès du MVD — dont en réalité sa note au présidium en date du 15 juin proposait de limiter les prérogatives —, ce qui aurait signifié, dit-il : “Beria arrête, Beria interroge et Beria juge.” Cela permettrait aux “aventuristes du type Beria de terroriser le parti et le gouvernement” (11).

“Il faut remettre la Sécurité d’Etat à sa place”

C’est le leitmotiv général : “Beria, affirme Chataline, secrétaire du comité central, voulait placer le MVD au-dessus du parti, échapper au contrôle des organisations du parti (...). Il a tenté de transformer l’appareil du MVD en arme de combat contre le parti, contre le gouvernement soviétique” (12). “Il faut placer les organes du MVD, dit Malenkov, sous le contrôle du parti” (13). Khrouchtchev insiste : “Il faut remettre la Sécurité d’Etat à sa place” (14).

A la mort de Staline, l’appareil du ministère de l’Intérieur (avant sa fusion avec la Sécurité d’Etat) comprenait 374 800 individus. Après la fusion, il en compte plus de 500 000. Khrouchtchev touche la corde sensible des apparatchiks en soulignant : “Le chef du NKVD percevait la rémunération la plus élevée, plus que le secrétaire du comité régional du parti.” Dans la salle, l’un d’eux s’écrie : “Oui, il touche deux fois plus que le secrétaire du comité de district !”

(8) *Ibidem*, p. 172.

(9) *Izvestia TsK KPSS*, 1991, n° 1, p. 161.

(10) Dmitri Volkogonov, *Lenin* (édition russe), tome 2, pp. 121-122.

(11) *Lavrenti Beria 1953*, pp. 231-234.

(12) *Ibidem*, p. 178.

(13) *Ibidem*, p. 69.

(14) *Ibidem*, p. 93.

Khrouchtchev insiste : non seulement il touche plus, mais pour justifier son salaire, *“il doit montrer qu’il fait quelque chose... Et alors certains de ses cadres commencent à fabriquer des affaires...”* (15) contre les cadres du parti.

Le plénum vote une résolution affirmant que les organes du MVD sont strictement soumis à ceux du parti. Le Conseil des ministres le confirmera en 1959 : *“Le KGB travaille sous la direction et le contrôle du comité central du PCUS.”*

Sa destitution permet enfin à Khrouchtchev et au comité central de rejeter sur Beria la terreur qui maintenait l’appareil sous une pression et une tension constantes, et décimait ses rangs. Charger Beria, c’est innocenter Staline et exonérer les héritiers de toute responsabilité.

“Maintenant, nous aurons une direction collective”

Khrouchtchev assure que la liquidation de ce *“vil traître et provocateur contribuera (...) au renforcement de notre direction lénino-stalinienne”* (16).

Il faut donc présenter Beria comme un élément extérieur, étranger même au système. Ainsi, Malenkov le qualifie *“d’ennemi du parti et du peuple”*, de *“dégénéré”*, Khrouchtchev le traite de *“non-communiste”*, de *“coquin”*, d’*“aventurier et provocateur”*. Molotov reprend *“provocateur”* et ajoute *“agent du camp étranger”*, *“agent de l’ennemi de classe”* ; Kaganovitch le dénonce comme *“un criminel antiparti, antigouvernemental”*, *“un comploter contre-révolutionnaire, fasciste”* et enfin *“un espion d’envergure internationale”*. Pour Mikoïan, Beria a *“rempli la commande sociale de la bourgeoisie, de notre encerclement capitaliste et de leurs agents à l’intérieur du pays”* (17).

Khrouchtchev rassure enfin l’appareil central et régional du parti décimé par Staline de 1936 à 1940, puis à Leningrad en 1948-1950, et qui pouvait s’attendre

en 1953 à une nouvelle saignée. C’est à cette fin qu’il remet en question les purges de 1937 : *“Examinons un peu les affaires de 1937 et d’après 1937, il y avait parmi elles beaucoup d’affaires truquées”* (Khrouchtchev a ajouté *“beaucoup”* sur le sténogramme en le corrigeant). Il promet ainsi que la grande purge ne reviendra pas. Et il conclut par la promesse qu’attendent ses auditeurs : *“Maintenant, nous aurons une direction collective (...). Il faut convoquer régulièrement les plénums du comité central, les réunions des comités du parti”* (18).

Ce plénum exclut du comité central les créatures de Beria, Goglidzé et Koboulov, et nomme au secrétariat du comité central un apparatchik, Chataline, spécialement chargé d’épurer la Sécurité d’Etat. Le rédacteur en chef de la *Pravda*, Chepilov, traduit la satisfaction de l’appareil en notant dans ses souvenirs : *“Nous sortîmes du plénum heureux et enthousiastes”* (19).

Mais desserrer l’emprise de la police politique sur le comité central entraîne inéluctablement le relâchement de son emprise sur le parti lui-même et sur la société tout entière, car la frontière est poreuse entre les sommets de l’appareil et ses strates moyennes et inférieures, et entre ces dernières et la masse de la population. La promesse de libérer les membres du comité central du contrôle de l’appareil policier s’étendra donc à tout l’appareil du parti, dont il se présente ici en défenseur. Mais l’appareil du PCUS ne peut accepter son extension à la population laborieuse elle-même, qui mettrait en question son omnipotence. L’omnipotence du parti unique exige en effet qu’il échappe totalement au contrôle de la population. La liquidation de Beria ouvre donc les premières vannes à la montée de la révolution politique, qui va s’accélérer en 1956 au lendemain du rapport Khrouchtchev contre certains crimes de Staline, qui répondra à une échelle plus grande aux mêmes besoins que le plénum de juillet 1953.

(15) *Ibidem*, p. 235.

(16) *Ibidem*.

(17) *Izvestia Tsk KPSS*, 1991, n° 1, *passim*.

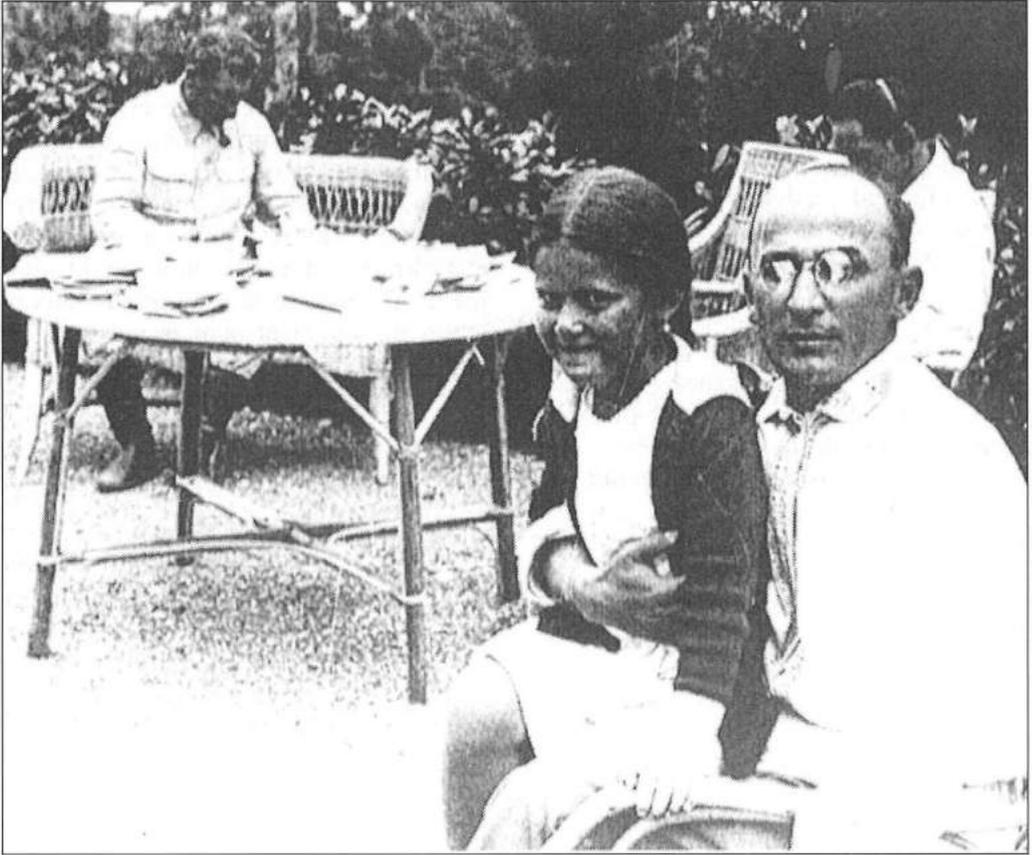
(18) *Lavrenti Beria 1953*, pp. 90 et 100.

(19) *Voprossy Istorii*, 1998, n° 8, p. 19.

Le 10 juillet, la *Pravda* rend publique l'arrestation de Beria en soulignant qu'il était "*nécessaire de prendre les organes du ministère de l'Intérieur sous un contrôle systématique et inflexible*". La nouvelle ne peut qu'ébranler un peu plus le culte de Staline, dont Beria, désormais dénoncé comme agent de l'impérialisme et provocateur policier, était publiquement un proche — et même un très proche — et qui apparaissait à des millions d'hommes et de femmes comme son bras droit. Ou l'accusation était vraie et le Père des peuples avait pour le moins manqué de lucidité, ou elle était fausse et cette fausseté éclaboussait les

sommets du PCUS. En tout cas, ce règlement de comptes au sommet favorisait l'éveil d'une réflexion politique dans un pays ravagé par une grave crise économique, sociale et politique... Au même plénum du comité central en effet, Khrouchtchev avait souligné que le pays manquait ... même de pommes de terre, et l'ultra-stalinien Kaganovitch lui-même avait souligné les conditions lamentables du logement pour la masse de la population au pays du socialisme déjà — officiellement — pleinement réalisé !

Marc Teulin



Beria avec Staline et la fille du “Petit Père des peuples”, Svetlana.

**Alain Roux
présente sa biographie
de Mao Zedong**



Mao Zedong (1893-1976).

Alain Roux. *Le Singe et le Tigre : Mao, un destin chinois.*

Paris, Larousse, 2009. 1128 pages. 26 euros.

ECRIRE une biographie est un exercice difficile pour un historien, surtout s'il a de son art une conception matérialiste. Obligé de privilégier dans son récit les comportements et les idées d'un homme, il ne peut qu'évoquer brièvement le contexte dans lequel son héros a agi et pensé, et sa présentation des contraintes économiques ainsi que des forces sociales qu'il a dû affronter ne peut qu'être allusive. Ecrire une biographie de Mao Zedong porte ces difficultés au carré : le personnage est excessif, avec son évident complexe d'Œdipe (rares sont les hommes célèbres à avoir proclamé comme lui qu'il haïssait son père !), son ego précoce surdimensionné, sa vie désordonnée. Sa vie nocturne, son abus de somnifères, sa voracité sexuelle débridée dans une quête angoissée d'immortalité d'inspiration taoïste, sa paranoïa pour garder le pouvoir qui égale celle de Staline font de lui l'un des grands monstres du XX^e siècle, qui n'en fut pas avare.

Une popularité certaine

Et pourtant, malgré ses erreurs, qui furent des crimes contre son peuple — la famine du "Grand Bond en avant" coûta sans doute la vie, entre 1959 et 1962, à

25 millions de paysans, et la "révolution culturelle" y ajouta entre 1 et 3 millions de morts entre 1966 et 1968 —, malgré sa persécution des intellectuels et de tout opposant à sa ligne lors des campagnes antidroitnières, dès le "*mouvement de rectification du style de travail du parti*" des années 1942-1945 à Yan'an, malgré la brutalité terrible dont il fit usage pour écarter les obstacles à son ascension dans le parti dès l'affaire de Futian, en décembre 1930, Mao garde dans la Chine actuelle une popularité certaine. Il continue à incarner pour des centaines de millions de Chinois la fierté nationale retrouvée, une espérance en un avenir amélioré, une modernisation du pays enfin réussie. Alors même que la voie suivie depuis trente ans par les dirigeants chinois correspond aux pires cauchemars de Mao, avec le rôle dirigeant joué dans ce processus par des "*personnalités de haut rang engagées dans la voie de la restauration du capitalisme*". L'exploitation d'une main-d'oeuvre ouvrière de paysans déplacés, qui est à la base du miracle économique chinois actuel, évoque les pires excès qu'avaient connus l'Europe et l'Amérique du Nord lors de la révolution industrielle. Mao avait, au contraire, reruralisé la Chine et attaché les paysans à la glèbe en figeant le monde rural dans une pauvreté que hantait le

spectre de la famine. Ce passé fonctionne à la fois comme un repoussoir et la nostalgie d'une vertu perdue, alors que l'inégalité des revenus entre quelques millions de Chinois millionnaires et 300 millions de Chinois vivant de quelques dollars par jour est une des plus grandes du monde.

J'ai cherché à présenter avec le maximum de rigueur les données de ces questions en fournissant des éléments de réponse. Je n'ai pas formulé d'hypothèse centrale, plein de méfiance envers les réductions opérées par d'autres auteurs, dont Jung Chang et Jon Halliday dans leur *Mao*, paru chez Gallimard en 2006, qui font de Mao un monstre dès son plus jeune âge. Faut-il insister sur la spécificité chinoise en exhumant le débat des années trente sur "le mode de production asiatique" ? Faut-il évoquer la brutalité de l'accumulation primitive du capitalisme — évoquée par Marx dans *Le Capital* — par laquelle la Chine précapitaliste aurait dû passer pour rejoindre le peloton de tête des pays développés, dont elle avait été chassée par l'agression impérialiste des guerres de l'opium ?

La nécessité pour la Chine de rattraper son retard

Mao a beaucoup insisté sur la nécessité pour la Chine de rattraper son retard en accomplissant en quelques décennies ce que le monde capitaliste avait fait en trois siècles. Faut-il alors mettre l'accent sur la "substitution de classe" due à son impatience, qu'il a opérée après qu'il a été déçu par le "corporatisme" de la jeune classe ouvrière chinoise lors de son expérience de dirigeant syndical au Hunan, entre 1921 et 1923, au profit de la paysannerie pauvre ayant acquis une idéo-

logie révolutionnaire grâce à la "pensée-Mao Zedong" ? Faut-il prendre en compte, pour expliquer les dérives autoritaires du nouveau régime et le culte grandissant de Mao, le contexte de la guerre froide et les menaces réitérées de la part des Etats-Unis de l'usage contre la Chine de la bombe atomique ?

La transformation progressive d'un militant

J'ai choisi de présenter la façon dont ces questions et bien d'autres se sont posées à Mao au fil des années de façon plus ou moins directe, et de décrire avec froideur la transformation progressive d'un militant en quête de libération des hommes et des femmes, et d'un pouvoir démocratique, en un chef de guerre inventeur de la guérilla moderne, puis en un fondateur d'un Etat socialiste sur le modèle soviétique qui a pris conscience très tôt de la transformation de l'appareil dirigeant du parti en une néo-bourgeoisie bureaucratique.

Le dernier avatar du personnage est un tyran soupçonneux, qui mobilise en 1966 contre le régime qu'il a lui-même mis en place les victimes des erreurs qu'il a lui-même commises, ainsi que la jeunesse fanatisée par son culte, avant de s'enfoncer dans l'isolement terrible d'une maladie qui le paralyse sans lui ôter sa lucidité. Tel le Richard II de Shakespeare, Mao a deux corps dont l'unité est assurée par son culte, celui, concret, d'un souverain qui a conscience de l'étendue de ses échecs et celui, intemporel, qui incarne la légitimité du régime et se confond avec le pouvoir communiste. C'est cette actualité contradictoire de Mao que j'ai essayé de présenter dans ce livre.

Alain Roux

Le Procès de Paris

Le 18 novembre 1949, pour le 20^e anniversaire de la fondation de *La Vérité*, le groupe “Jeune Garde” joue un sketch écrit par Fapian, parodie des procès de Moscou.

L'accusé est le “Fils du Peuple”, dénomination que Maurice Thorez s'était fait attribuer. Son secrétaire, Jean Fréville, lui avait consacré une hagiographie sous ce titre, sans grand rapport avec une véritable biographie.

Lemutin désigne André Marty (que Thorez fera exclure du Parti communiste en 1952 et diffamer par Jacques Duclos, spécialisé dans les basses œuvres, qui le dénoncera comme “policier” dans un long article de *L'Humanité*).

Jeannette Vermesch est l'épouse de Thorez, membre comme lui du bureau politique du PCF.

Le président de la République soviétique française, Yves Farge, est un très proche compagnon de route du PCF, président du Mouvement de la paix de 1947 à sa mort, le 31 mars 1953, en URSS, dans un accident de la circulation. Arrivé en URSS quelques semaines plus tôt, il aurait exprimé des doutes sur le prétendu complot des blouses blanches, et, selon certains, l'accident — assez étrange, il est vrai — serait un assassinat camouflé.

C'est possible, voire vraisemblable... mais impossible à prouver. L'abbé Boulier (ici promu évêque !) était lui aussi un très proche compagnon de route du PCF, membre du Mouvement de la paix.

Félix Gouin était un dirigeant de la SFIO, un moment président du Conseil, éclaboussé par un scandale dit des vins. Dans toutes les “démocraties populaires”, les Partis communistes imposaient par la force l'intimidation, le chantage, la terreur, la corruption, la fusion forcée avec les partis sociaux-démocrates, afin d'interdire toute représentation plus ou moins indépendante dont la classe ouvrière pourrait se saisir.

L'auteur du sketch imagine une situation similaire en France et promeut évidemment à la tête du parti dit unifié un social-démocrate compromis, donc particulièrement aisé à tenir en laisse.

Charles Tillon, ici promu maréchal, était membre du bureau politique du PCF, ancien chef des Francs-Tireurs et Partisans. Il sera lui aussi exclu en 1952, comme et avec Marty.

Le procès du "Fils du Peuple"

*Toute ressemblance
avec des personnes existantes
serait purement fortuite et ne saurait
engager la responsabilité
des auteurs.*

JOURNAL PARLÉ
(23 janvier 1954)

Radio, haut-parleur seul dans le noir :
Et maintenant, voici l'heure.

Au 4^e top, il sera exactement... *selon
l'heure exacte de la représentation.*

Micro, voix d'homme : Le Journal parlé de la Radiodiffusion française vous présente ses informations. Demain 24 janvier 1954, le président de la République populaire de France, Yves Farges, inaugurerà l'Exposition de réalisme socialiste organisée par Fougeron, Picasso et Maurice Chevalier...

Micro, voix de femme : A l'heure où nous vous parlons, commence devant le tribunal populaire, présidé par Helzapopin, le procès du traître Fils du Peuple. Grâce à la vigilance staliniste du comité central, le criminel a été arrêté hier à son ministère de la place Beauvau.

L'accusé a fait au cours de la nuit des aveux qu'il doit compléter devant le tribunal. Toutes les cellules du Parti ont voté

des résolutions exigeant un châtime exemplaire du traître. Sur les 146 témoins qui contribueront à démasquer le criminel et ses complices, on cite : le citoyen Félix Gouin, président d'honneur du Parti socialiste communiste unifié ; André Wurmser, secrétaire de la Ligue des honnêtes gens de Lettres ; Jeanne d'Arc, née Jeannette Vermesch, et le doyen de Canterbury.

Veillez écouter maintenant notre programme de musique réaliste populaire.

Disque : "Savez-vous planter les choux..."

LE TRIBUNAL

Le président : Accusé, Fils du Peuple, vous avez entendu l'acte d'accusation. Le tribunal vous écoute.

Fils du Peuple : Je confirme en tous points devant le tribunal populaire la liste des crimes que j'ai commis et le complot que j'ai monté avec les services d'espionnages cosmopolites et anti-patriotes pour assassiner le président Yves Farges, le maréchal Tillon et Monseigneur Boulier, archevêque de Paris.

Le président : Ne tentez pas de tromper la vigilance du tribunal. Quand avez-vous commencé votre activité criminelle ?

Fils du Peuple : Quand j'étais mineur.

Le président : Précisez.

Fils du Peuple : C'est-à-dire quand je n'avais pas 20 ans.

Le président : Précisez.

Fils du Peuple : Dès la classe du certificat d'études...

Le président : Le tribunal vous écoute. Poursuivez.

Fils du Peuple : ... J'entrai à la solde de l'Intelligence Service et du 2e Bureau. Sans abandonner cette première fonction, j'ai travaillé plus tard pour les services secrets américains, pour la Gestapo et sept autres polices. Je pris aussi une police d'assurance. Enfin, je m'inscrivis aux services secrets du prince de Monaco, pour qui j'établis le plan chiffré du métro de Paris.

Le président : Pourquoi n'avez-vous pas livré les plans du métro de Moscou ?

Fils du Peuple : Je n'ai pas livré les plans du premier métro dans le monde par manque d'internationalisme. C'était pour miner l'autorité et le rôle dirigeant du PC (b) de l'URSS et de son chef génial.

Le président : Quand êtes-vous devenu un espion titiste ?

Fils du Peuple : En 1946, je chargeai ma créature, la femme Téry, d'écrire dans *L'Humanité* : "Et la légende s'avance d'un pas d'homme : Tito !"

Le président : Cherchez-vous à tromper le tribunal sur la date exacte de votre activité titiste ?

Fils du Peuple : On ne ment jamais au tribunal populaire... C'est sur mes instructions que mon complice et collègue ministre de la Marine, Lemutin, a jeté les bases du complot titiste sur le front de Madrid dès 1937. Pendant qu'il exterminait des centaines d'authentiques combattants de la liberté — qu'il qualifiait d'espions trotskystes — il renvoyait en Yougoslavie Tito et les 150 agents de la Gestapo pour préparer la guerre aux côtés d'Hitler, ainsi que l'a démontré le procès de Budapest en 1949.

Le président : Que savez-vous de plus sur le rôle criminel de Lemutin ?

Fils du Peuple : En 1918, dans la mer Noire, il a tenté de mettre la glorieuse flotte française au service du contre-révolu-

tionnaire Trotsky, qui s'était infiltré à la direction de l'Armée rouge créée par Staline. Seule la vigilance infatigable de Staline a déjoué la provocation et assuré la victoire du camp de la démocratie et de la paix. J'ajoute qu'en 1929, Lemutin, incarcéré à la Santé, passa, lui aussi, au service du 2e Bureau et prit sur ordre un abonnement de 6 mois à *La Vérité* pour subventionner la presse hitléro-trotskyiste.

Le président : Dites-vous cela dans l'intention de dégager votre responsabilité ? Donnez au tribunal des explications concrètes sur votre complicité avec le traître Lemutin.

Fils du Peuple : Nous poussions la perfidie jusqu'à lancer dans le parti des rumeurs sur de prétendues divergences politiques entre nous : lui jouant de la phrase gauchiste, moi donnant une interprétation opportuniste de la juste ligne du comité central de notre Grand Parti communiste. Notre but était de semer le doute sur la justesse de la ligne politique du regretté Jdanov.

Le président : Et la mort de Marcel Cachin ?

Fils du Peuple : C'est moi-même qui ai versé le poison dans sa tasse de camomille à l'heure où je discourais sur la France forte, libre et heureuse.

Le président : Faites entrer le témoin 144. Votre nom ?

Jeanne d'Arc : Jeanne d'Arc, née Jeanette Vermesch.

Le président : Le tribunal attend votre déposition.

Jeanne d'Arc : Le criminel que vous jugez aujourd'hui ne doit pas souiller un jour de plus notre France démocratique et populaire. Abusant de mon ardente et patriotique jeunesse, il me fit donner le jour à quatre pseudo-petits fils du peuple qui n'étaient en réalité que les fils d'une vipère lubrique. Je salue la clairvoyance de notre comité central, qui m'a épargné la honte d'une cinquième infamie. Le traître savait bien quel sort il méritait : il s'était commandé une Delahaye blindée de 4 millions pour se soustraire à la juste colère du peuple. Que justice soit faite !

Le président : Je félicite le témoin de ses sentiments patriotiques. Pourrait-il

nous dire ce qu'il sait de l'activité de l'accusé à Moscou de 1940 à 1945 ?

Jeanne d'Arc : Activité de diversionniste zinoviéviste et de saboteur du plan. J'ajoute qu'il eut à Moscou, en décembre 1944, une entrevue avec de Gaulle, et ils s'entendirent alors pour constituer ensemble un gouvernement antidémocratique, un seul gouvernement, une seule armée, une seule police.

Fils du Peuple : Camarade président, je désire éclairer le tribunal. Le témoin donne de ma trahison une interprétation non conforme au marxisme-léninisme. Je n'ai pas hésité à masquer mon activité contre-révolutionnaire derrière la juste ligne staliniste des gouvernements d'union nationale. De Gaulle m'a chargé de désarmer les Gardes civiques républicaines pour fournir des mitraillettes aux CRS anti-ouvrières.

Le président : Introduisez le témoin suivant. Votre nom ?

Doyen de Canterbury : Doyen de Canterbury, de l'Eglise anglicane démocratique et populaire.

Le président : Que savez-vous des conceptions de l'accusé en matière religieuse ?

Doyen de Canterbury : Sa main tendue aux catholiques n'était que le pacte avec l'Eglise cosmopolite antipatriote. Il ne tendait pas la main aux chrétiens sincères et progressistes, mais au pape et à tous les Mindzenty, trafiquants de devises. Il a sous-estimé l'action pour une véritable Eglise nationale démocratique et populaire.

Le président : A quoi reconnaît-on qu'une Eglise est nationale, démocratique et populaire ?

Doyen de Canterbury : Une Eglise est nationale, démocratique et populaire : 1° quand elle reconnaît le rôle dirigeant du Parti communiste bolchevique de l'URSS et du métropolitain Alexis ; 2° quand elle reconnaît comme article de foi la formule du révérend Henri Barbusse, rappelée par le ministre des Cultes, François Billoux : "*Staline a fait tout ce qui est, Staline fera tout ce qui sera, Staline a sauvé, Staline sauvera...*"

Chœur : Amen.

Doyen de Canterbury : ... Dieu a fait tout le reste. Au nom de la charité chrétienne démocratique et populaire, je demande la peine capitale pour le coupable.

Le président : La parole est à la défense.

L'avocat : La cause que je dois défendre est celle d'un criminel endurci qui, pendant 35 ans, a essayé de tromper le comité central. Cette persévérance diabolique ne l'a pas empêché de dire la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité devant le Tribunal du Peuple. Celui-ci saura donc faire preuve de sa clémence coutumière à l'égard des ennemis du peuple, espions, saboteurs, assassins et autres idéologues trotskystes.

Le président : Accusé, n'avez-vous rien à ajouter pour votre défense ?

Fils du Peuple : Je voudrais combler quelques lacunes pour permettre à notre parti de poursuivre son épuration. En 1924, je me suis infiltré dans le comité central de notre parti avec la complicité du rat visqueux Souvarine et je l'ai aidé à diffuser le *Cours nouveau* de l'ennemi du peuple Trotsky. En 1931, je minais l'autorité de tout le comité central en écrivant dans *L'Humanité* : "*Pas de mannequins dans le parti ! Que les bouches s'ouvrent !*" Le 17 novembre 1948, je fis écrire dans *L'Humanité*, par mon agent Simone Téry, à propos du procès du criminel de droit commun Cassiot : "*Cassiot avoue, mais de quels aveux s'agit-il ? Cette cascade ininterrompue d'aveux n'est pas sans étonner un peu... même les policiers.*"

Je jetais à l'avance le doute sur la justice stalinienne.

En 1935, je me promenais bras dessus, bras dessous, avec le Munichois Daladier entre la Bastille et la Nation, et fis crier par des hommes à gage : "*Daladier au pouvoir !*"

En 1936, je soutenais le gouvernement du socialiste de droite Léon Blum et je m'arrangeai pour faire terminer les grèves. Cet ordre m'était dicté par Hitler, qui avait besoin de la défaite du prolétariat français pour mener la guerre.

Il n'est pas une minute au cours de ces 35 ans que je n'aie comploté, espionné,

assassiné pour le compte de 24 services secrets de pays différents. La vigilance toute stalinienne du comité central ne manquera pas de découvrir pendant de longues années, au fur et à mesure du développement de sa politique juste, des vieux crimes et d'anciens complices, à tous les échelons du parti. Quel que soit le verdict du tribunal du Peuple, je le tiens pour juste.

Le président : Au nom du peuple français qui, dans d'innombrables résolutions, demande le châtiment du traître, le Tribunal du Peuple condamne Fils du Peuple, espion trotskyste, fasciste, saboteur, rat visqueux, vipère lubrique et assassin, à être pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive... Les 17 chefs-lieux, les 12 sous-préfectures, toutes les rues et places dénommées abusivement "Fils du Peuple" porteront désormais le nom prestigieux d'Elsa Triolet. Les coopératives et pouponnières porteront le propre nom du président, le camarade Helzapoppin.

(Pendant le verdict : en ombres chinoises, la pendaison et l'extrême-onction du doyen de Canterbury.)

"Staline a fait tout ce qui est, Staline fera tout ce qui sera, Staline a sauvé, Stal..." Brouillage.

TÉLÉVISION

Le micro, voix de femme : Veuillez excuser l'incident technique...

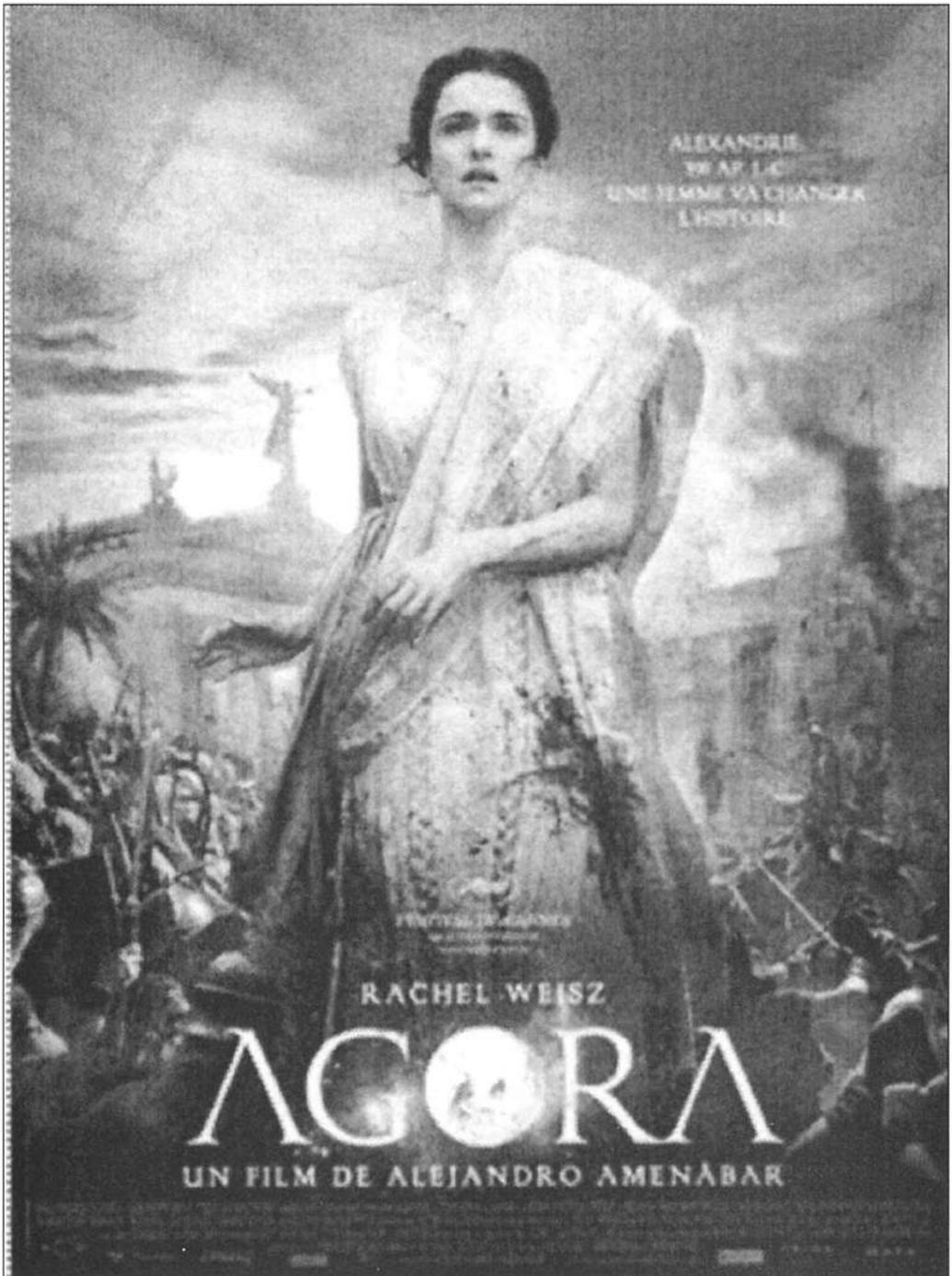
Le micro, voix d'homme : Ici la Télévision parisienne, retransmission du Poste mondial des Etats Unis socialistes soviétiques. Vous venez d'assister à la reconstitution des procès organisés par la contre-révolution stalinienne quelques mois avant son renversement par les ouvriers et paysans de l'URSS, l'année même où les travailleurs des cinq continents renversaient la domination capitaliste et prenaient le pouvoir.

Disque : *L'Internationale.*

Rideau.



Agora
(film
d'Alejandro Amenabar)



“De quoi heurter les bien-pensants”

“Un jeu d’oppositions grossières et simplistes entre savoir et raison d’un côté, obscurantisme et ambition de l’autre” ?

Bien accueilli, dans l’ensemble, par la critique, ce film présenté hors compétition au Festival de Cannes a néanmoins fait l’objet, du *Figaro* aux *Inrockuptibles*, de commentaires visant à dissuader le spectateur de se déplacer : “*Un péplum comme il y a 50 ans, mis en scène comme il y a 50 ans, mal joué comme il y a 50 ans*” (*Inrocks*, 18 mai 2009), “*un long chemin de croix pour le spectateur*” (*Le Figaro*, 19 mai 2009), “*à vous rendre presque agoraphobe*” (*Figaro-scope*, 6 décembre 2009)... La critique en ligne de Mathieu Menossi (*Kiosque Evéne* – 5 janvier 2010) laisse entrevoir les véritables raisons de ce tir de barrage : “*Un jeu d’oppositions grossières et simplistes entre savoir et raison d’un côté, obscurantisme et ambition de l’autre.*” Nous y voilà : montrer les chrétiens d’Alexandrie massacrant l’astronome Hypathie pour cause d’intelligence et de fidélité à ses convictions relève d’une “*opposition grossière*”. Sans doute les

subtilités de la pensée théologique de l’évêque Cyrille nous auraient-elles éclairés... et peut-être auraient-elles dédouané le christianisme des crimes commis par ses zéloteurs les plus fanatiques ! Eh bien non ! Ce film n’est ni simpliste ni ennuyeux. Il est tout simplement passionnant.

Saluons d’abord la beauté des images et l’efficacité des mouvements de caméra. Une reconstitution soignée souligne, en particulier, la pureté de l’architecture gréco-romaine. Une combinaison de plongées et de zooms arrière, réduisant progressivement les hordes chrétiennes à des essaims de petites taches noires, les font apparaître pour ce qu’elles sont : des nuées de cafards s’abattant sur l’une des capitales intellectuelles de l’Empire et, plus largement, de l’Antiquité.

La fabuleuse bibliothèque d’Alexandrie

Nous sommes, en effet, en 391, à Alexandrie, dans les dernières années du règne de Théodose I^{er} (379-395), que la tradition chrétienne a jugé bon d’appeler “*le Grand*”. Dès le début du film, deux scènes successives situent l’enjeu des affrontements qui s’annoncent. D’un côté,

l'intelligence, la culture et l'esprit de recherche : la jeune philosophe et physicienne Hypathie (Rachel Weisz), fille du directeur de la fabuleuse bibliothèque d'Alexandrie (Michael Lonsdale), invite ses étudiants à réfléchir sur l'univers et sur le mouvement des astres. L'un de ses élèves, Synesius (Rupert Evans), futur évêque de Cyrène, lui objecte que de telles pensées insultent "*la parole de notre seigneur*". De l'autre, l'obscurantisme le plus sombre : un bonimenteur chrétien "*prouve*" la supériorité de sa foi en traversant le feu sans brûlure apparente, type d'ordalie qui tiendra lieu de preuve judiciaire jusqu'au XIII^e siècle... Sommé de prouver à son tour la puissance de ses divinités, un notable païen est précipité dans les flammes. A l'évidence, s'ouvre une période nouvelle.

Les dialogues, toutefois, trahissent les illusions que peuvent encore nourrir les païens. Remarquant les chrétiens, l'un d'entre eux note qu'on "*les voit de plus en plus depuis qu'ils sont tolérés*". En fait, depuis Constantin, et en dépit de ce que l'Eglise et la tradition scolaire sont parvenues, depuis, à faire croire, ce ne sont pas les chrétiens qui sont tolérés, mais les autres cultes. Si Galère, puis Licinius, Auguste d'Orient, ont effectivement toléré le christianisme, Constantin en a fait la religion du prince et Théodose celle de l'Etat. L'édit de Thessalonique, promulgué en 380 et complété, tout au long du règne, par une série de textes toujours plus contraignants, rend obligatoire "*la foi transmise aux Romains par l'apôtre Pierre*". Les païens, les juifs et mêmes les disciples d'Arius tombent désormais sous le coup des persécutions.

Les chrétiens multiplient les provocations

C'est cette réalité historique qui s'impose au cours du film. Les chrétiens multiplient les provocations, souillent les temples païens, saccagent la bibliothèque d'Alexandrie, bientôt transformée en bergerie, brûlent les livres, terrorisent les adeptes des autres cultes, massacrent,

en particulier, les juifs. Magistrats et sénateurs eux-mêmes tremblent devant l'évêque Cyrille (Sami Samir). Est-il besoin de préciser que, dans de telles conditions, baptêmes, conversions et ralliements plus ou moins opportunistes se multiplient.

Une personne ne plie pas : Hypathie. Athée, elle refuse le baptême. Savante, elle ne veut connaître d'autre vérité que scientifiquement établie, ce qui a conduit à redécouvrir l'hypothèse héliocentrique défendue, sept siècles plus tôt, par Aristarque de Samos, et à entrevoir, treize siècles avant Kepler, le caractère elliptique des orbites. Circonstance aggravante : elle est une femme, dont la beauté et l'intelligence insultent la "*parole de Dieu*". En 415, les plus exaltés décident de l'éliminer. Humiliée nue devant l'autel, afin que le Seigneur la voie "*dans toute son ordure*", la "*mécréante*" est ensuite lapidée et démembrée. Ses restes sont brûlés après avoir été promenés dans la ville.

Pas manichéen

Le film, pour autant, n'est pas manichéen. Il révèle, au contraire, une situation historique complexe où les oppositions sociales tiennent une place majeure. L'insurrection des chrétiens d'Alexandrie et la tyrannie qui en résulte sont les fruits d'une escalade. Le prédicateur chrétien Ammonius (Ashraf Barhom) met au défi le notable païen de "*prouver*" la puissance de ses dieux, mais celui-ci rappelle que son grand-père livrait les chrétiens aux lions. L'immense pogrome perpétré à l'instigation de Cyrille répond à un guet-apens meurtrier tendu par les juifs. Si l'intolérance des chrétiens est stigmatisée, elle est replacée dans une perspective plus large : un monothéisme conquérant et exclusif n'est pas soluble dans le polythéisme de l'Antiquité et il n'y a pas place, dans la même cité, pour deux religions monothéistes. La conviction que toute foi ou pensée déviante insulte la parole divine conduit inéluctablement à la haine, aux persécutions et aux massacres.

L'affirmation du christianisme s'appuie aussi sur des réalités sociales

Si l'affirmation du christianisme doit beaucoup aux choix politiques des empereurs, elle s'appuie aussi sur des réalités sociales. Le film montre comment les prédicateurs tirent parti d'une misère à laquelle les élites, même les plus éclairées, restent indifférentes. Ammonius convainc Davus (Max Minghella), esclave d'Hypathie, de distribuer aux affamés les pains destinés à la table de ses maîtres. C'est pour ce jeune homme jusqu'alors d'une fidélité à toute épreuve le moment des premiers doutes. Les circonstances feront le reste. Pour Hypathie et son père, l'esclave n'est, dans la tradition d'Aristote et de Varron, qu'un "*objet parlant*". La rupture s'opère au moment même où Hypathie s'efforce de sauver de la fureur des chrétiens les livres de la bibliothèque d'Alexandrie. Attaché à sa maîtresse, l'esclave l'adjure de fuir. Le ton autoritaire sur lequel elle lui répond le conduit à la désobéissance. Il se rallie aux chrétiens, qui lui ont, par ailleurs, promis la liberté. Il n'est plus désormais une chose. Il est un homme, pour le meilleur et pour le pire. Rallié aux vainqueurs, il peut prendre une revanche qui, au-delà d'un désir sexuel qu'il éprouvait sans doute depuis longtemps, mais qui restait du domaine de l'interdit, est une revanche sociale.

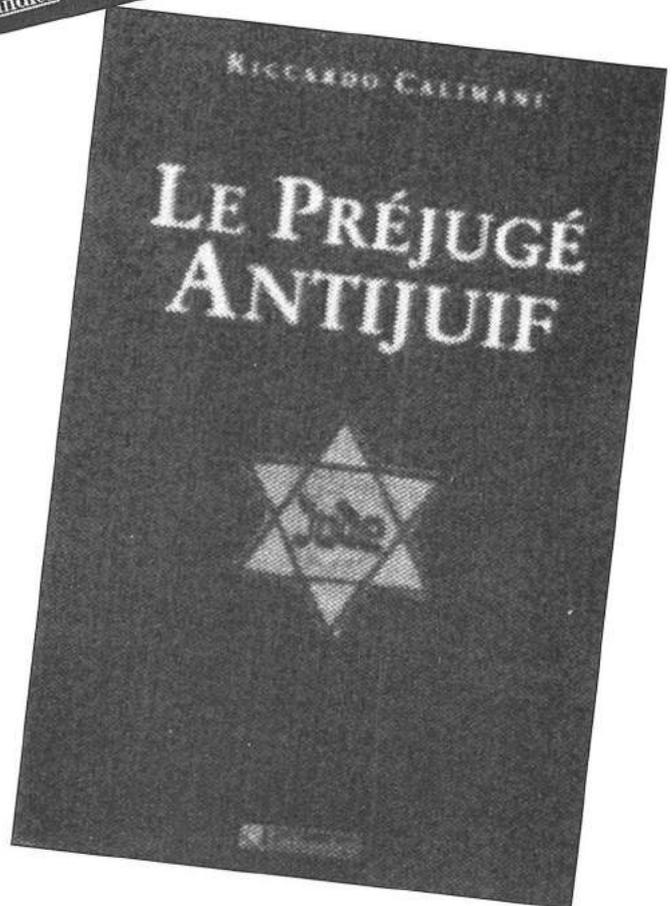
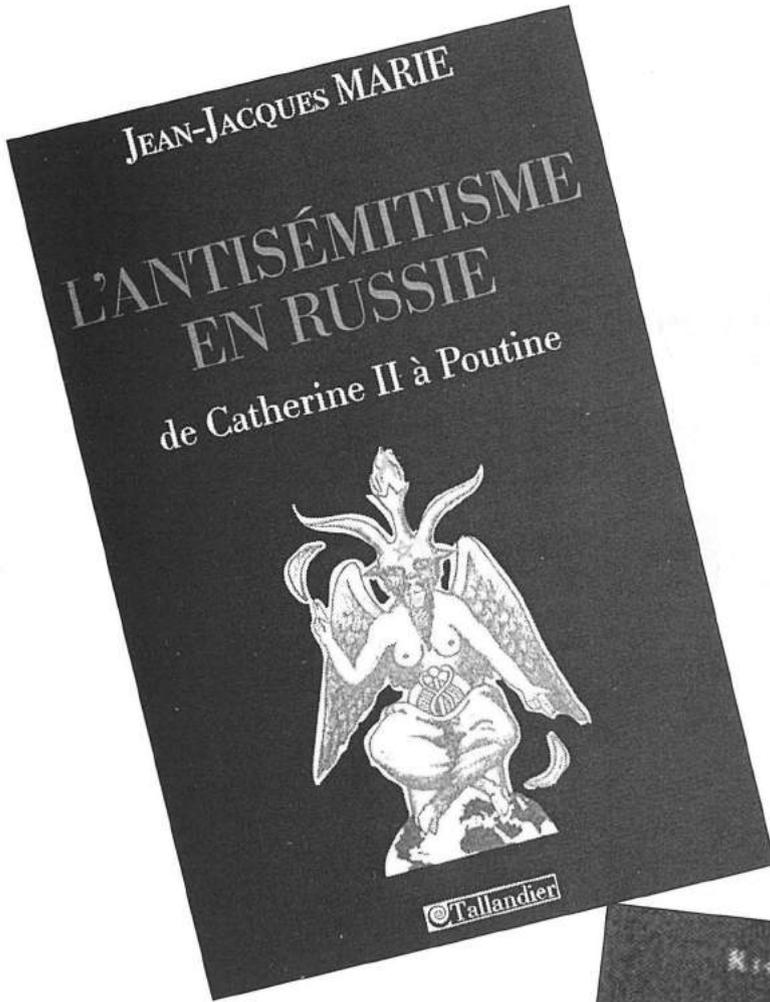
L'évolution d'Oreste (Oscar Isaac) n'est pas moins révélatrice des bouleversements en cours. Enfant de l'aristocratie, élève d'Hypathie, dont il est également amoureux, esprit éclairé mais pragmatique, il défend la bibliothèque d'Alexandrie contre les chrétiens, avant de se convertir, l'adhésion à la religion d'Etat étant devenue la condition de toute carrière. Devenu préfet, il applique mollement la politique intolérante des successeurs de Théodose et s'efforce, en

vain, de protéger Hypathie. Là encore, les sentiments amoureux, ingrédients nécessaires d'un bon film dans la tradition hollywoodienne, servent de révélateur des hésitations d'une classe sociale. Le triomphe institutionnel du christianisme a renforcé l'attachement de l'ordre sénatorial au paganisme, non sans contradictions, surtout en Orient. Le film nous montre les sénateurs d'Alexandrie reculant de compromis en capitulations devant le christianisme et s'agenouillant finalement, terrorisés, devant les imprécations de l'évêque Cyrille. Ne pouvant accepter une condamnation des femmes qui, de manière à peine voilée, vise Hypathie, Oreste refuse, se désignant ainsi aux coups des fanatiques. Il préférera disparaître après l'assassinat.

Sans doute Davus et Oreste sont-ils des personnages fictifs, mais, comme dans tout roman ou film historique, les personnages secondaires, partiellement ou totalement imaginés, sont les révélateurs de forces sociales, de mentalités et de tendances intellectuelles. L'auteur prête à ses personnages des idées qui sont souvent du domaine du plausible plus que de la certitude historique. Hypathie a-t-elle découvert la validité de l'hypothèse héliocentrique ? A-t-elle eu l'intuition du caractère elliptique des orbites ? Nous n'en savons rien, aucun de ses écrits n'ayant jamais été retrouvé. L'essentiel est ailleurs, dans le tableau saisissant que le film donne de la régression intellectuelle et culturelle que le christianisme accompagne et accélère. La foi exclut la raison. Le moindre doute, l'acte même de réfléchir deviennent des insultes à la parole de Dieu. Les trésors de la science et de la philosophie antiques partent en fumée... Le grand public est ainsi amené à revoir toute la grille de lecture qui fait traditionnellement de la victoire du christianisme un progrès historique. De quoi heurter les bien-pensants, assurément.

Rémy Janneau

Chronique des falsifications



Peut-on écrire n'importe quoi ?

SIR Semion Montefiore est l'auteur de deux ouvrages à sensation, *La Cour du Tsar rouge* et *Le Jeune Staline*, où il présente ce dernier comme un brillant intellectuel, philosophe, à la fois voyou et bandit, en prétendant s'appuyer sur des monceaux d'archives inédites. A l'occasion de la sortie du film de Marc Dugain *Une exécution ordinaire*, il a donné une interview au *Nouvel Observateur* (6-12 février 2010). Il y déclare : "A partir de 1951, Staline partait six mois en vacances, le plus souvent dans des résidences en Géorgie." Comme Staline est mort le 5 mars 1953, "à partir de 1951" ne peut concerner que les années 1951 et 1952... Or en 1952, Staline n'est pas

parti en vacances. Certes, l'erreur n'a pas de portée politique, mais elle est un peu grosse...

Il affirme ensuite : « *Staline a lancé cette opération contre les "criminels en blouse blanche", écrivait-il dans la Pravda* »... qui n'a jamais publié une telle phrase de lui... Il ajoute: "*Les archives récemment ouvertes montrent que Staline avait fait construire deux nouveaux camps, probablement destinés à enfermer les victimes de la campagne antisémite.*" Il y a près de vingt ans que l'on a découvert la décision d'ouvrir ces deux nouveaux camps, mais absolument rien ne permet d'affirmer qu'ils étaient destinés aux victimes de la campagne antisémite engagée...

Une lettre publiée dans la Pravda... mais qui ne s'y trouve pas !

RICCARDO CALIMANI vient de publier un livre intitulé *Le Préjugé antijuif*. L'auteur prétend qu'après la publication du communiqué de presse du 13 janvier 1953 dans la *Pravda*, dénonçant un prétendu complot des médecins visant à assassiner de hauts dignitaires soviétiques (cinq maréchaux) "*quelques intellectuels juifs furent contraints de signer une let-*

tre publiée dans la Pravda dans laquelle on proposait de transférer tous les juifs pour les protéger des inévitables contre-coups, en Sibérie, et dans les lointaines régions de l'Est" (p. 287). Aucune lettre de ce type ne fut publiée dans la *Pravda*. Un projet en ce sens fut effectivement soumis à signature ; Staline finit par le rejeter sans que l'on sache exactement pourquoi, mais le fait qu'il ait demandé

un second projet suggère qu'il ait trouvé le premier trop brutal. Le second (retrouvé, lui) fut en revanche sans doute trop mou à ses yeux, et il le rejeta aussi (1).

Plus fâcheux encore, Calimani, après avoir affirmé qu'Ehrenbourg refusa de signer la lettre, ajoute : *"D'autres intellectuels juifs célèbres n'eurent pas le même courage et signèrent. Parmi eux, l'écrivain Grossman, le physicien Landau, le violoniste Oistrakh, le physicien Kapitsa"* (ibidem). C'est entacher inutilement le nom de l'auteur de *Vie et Destin*, victime du régime stalinien, tout comme celui du physicien Landau, qui échappa de peu à la mort en 1938, et celui des deux autres...

Il dénonce aussi Staline, *"féroce dictateur sanguinaire qui, dans les années 1930 et 1940, fut responsable de millions de morts, probablement au moins 10 millions — en Union soviétique. Parmi ceux-ci, il y avait 500 000 juifs"* (p. 283. D'où sort ce chiffre imaginaire de 500 000 juifs victimes de Staline ? La campagne antisémite de Staline commence en

1948 ; elle se traduit par l'exécution des principaux dirigeants du Comité antifasciste juif, qui sont souvent les écrivains yiddish les plus talentueux (Markish, Bergelson, etc.), d'ingénieurs juifs de l'usine d'automobile ZIS, etc., en tout près de 150 personnes. Comment peut faire ce Calimani pour arriver à ce chiffre de 500 000 ? Il se garde bien de le préciser.

Qu'il y ait eu des juifs dans les victimes des purges sanglantes des années 1930, cela ne fait évidemment aucun doute... D'abord parce que de nombreux opposants, même repentis, étaient juifs, mais ils ont été réprimés en tant qu'opposants réels ou supposés, en tant qu'imaginaires espions et saboteurs trotsko-boukhariniens ou nationalistes bourgeois, et non en tant que juifs. Et de toute façon, leur nombre n'atteint pas, loin de là, ce chiffre fantastique.

(1) A propos de cet épisode du complot des blouses blanches, je me permets de renvoyer le lecteur aux pages 327 à 352 (qu'il m'est impossible de résumer ici) de mon livre *L'Antisémitisme en Russie de Catherine II à Poutine*.

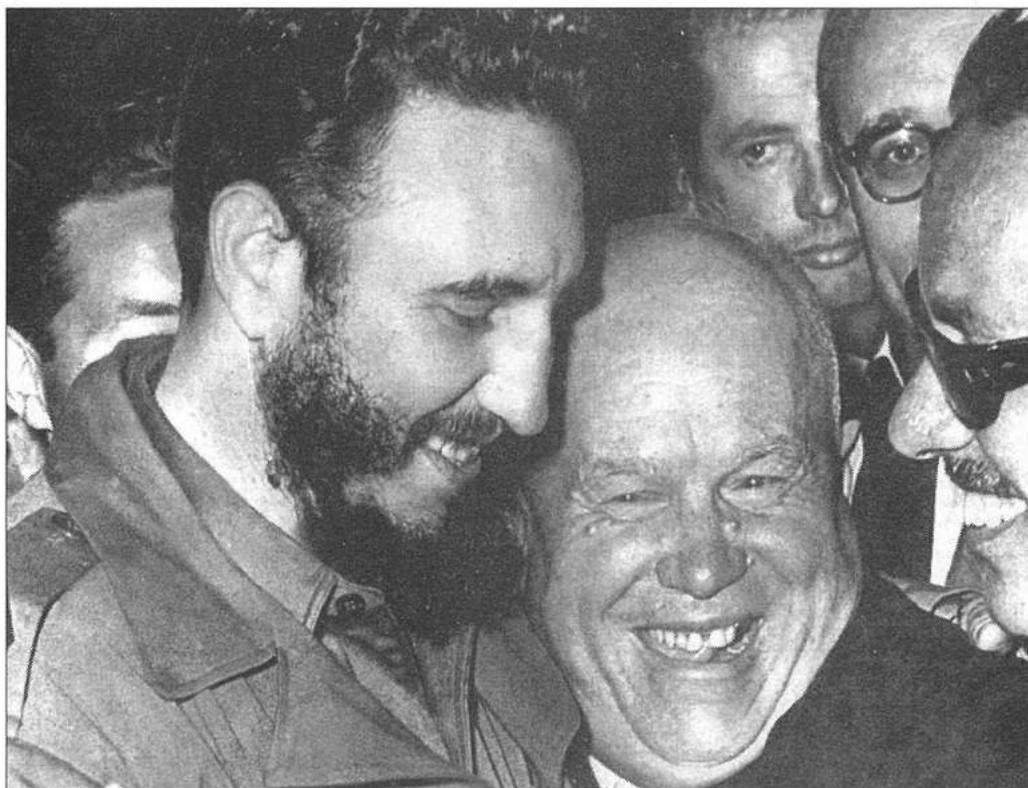
Un héros imaginaire

LMANCHE 21 février, après un film plutôt nullard (pour une fois) d'Hitchock, *L'Etau*, consacré à la crise des missiles à Cuba en 1962, Arte présentait un documentaire intitulé *"War Games"*, de Dariusz Jablonski. La présentatrice d'Arte et l'auteur du film affirment que le colonel polonais Ryszard Kulinski, qui appartenait aux sphères dirigeantes du pacte de Varsovie, aurait évité à l'humanité (et ainsi sauvé cette dernière !) la troisième guerre mondiale en fournissant à la CIA tous les documents confidentiels du pacte de Varsovie.

Cette affirmation suppose que l'éventualité de la troisième guerre mondiale aurait découlé d'une politique agressive du Kremlin et de ses satellites... Mais pour accrédi-ter une thèse aussi simpliste,

il aurait mieux valu éviter de montrer ce documentaire après un film consacré à la crise des missiles. Cette dernière a en effet révélé une infériorité écrasante de Moscou en missiles nucléaires par rapport à Washington, qui ne cessa de croître. Washington était informé de cette réalité par le colonel soviétique Penkovski, qui travaillait pour la CIA depuis 1961. Le secrétaire d'Etat américain Mac Namarra se fit d'ailleurs taper sur les doigts pour avoir un jour révélé cette infériorité, que le Pentagone devait absolument dissimuler afin de justifier ses demandes permanentes d'augmentation des crédits militaires pour "défendre le monde libre" face à une menace dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle était pour le moins très largement exagérée.

Perles



Florilège

“Que l’on arrête de vouloir faire croire à nos enfants que nos ancêtres étaient tous des Gaulois” (Jean-François Coppé, *Le Monde*, 18-19 octobre 2009)

Apparemment, l’avocat d’affaires qu’est le sieur Coppé n’a pas vu un manuel scolaire depuis un demi-siècle... Il y a au moins cinquante ans que l’affirmation qu’il dénonce en a disparu. Mais on peut être avocat d’affaires, maire, président du groupe UMP à l’Assemblée nationale, dissertar sur l’école et être ignare. C’est peut-être même une condition nécessaire, voire suffisante.

François Hollande, un penseur de la modernité

*“Nous avons bien vu que la lutte des classes s’effaçait derrière la lutte contre le déclassement social et que l’ennemi n’était, hélas ! plus celui d’en haut, mais celui d’à côté, voire d’en bas” (*Le Monde*, 1^{er}-2 novembre 2009, p. 9).*

“Le monde entier traverse une nouvelle période de brutalité, de précarité, et les manifestations d’anti-hébraïsme, de haine antijuive sont la conséquence d’un mal-être diffus” (Riccardo Calimani : *Le Préjugé antijuif*)

Le livre de Calimani porte en sous-titre : *“Introduction à la dynamique de*

la haine.” Il fait en effet de l’antisémitisme une catégorie particulière d’une constante : la haine de l’autre. Il souligne ainsi : *“Le mécanisme qui déchaîne la haine des juifs est simple : il a ses racines dans cette tendance ancienne de l’être humain à la méchanceté, à l’agressivité, à la destruction, et donc à la cruauté”* (p. 317).

Il illustre cette constante affirmée de la nature humaine en affirmant : *“Il y a toujours dans la société quelqu’un pour détester un peu quelqu’un d’autre, et, dans un train, le voyageur solitaire regarde toujours avec une défiance instinctive toute personne qui entre dans son compartiment.”*

Cette affirmation pour le moins unilatérale et simpliste débouche sur un postulat : *“L’hostilité humaine n’est pas un sentiment rare, mais un élément courant de la vie en société”* (p. 318). Si tel est le cas, l’antisémitisme est donc une donnée organique de l’homme et de l’existence en société. Il serait impossible dès lors de l’extirper. Calimani précise, ou plutôt corrige : *“Aujourd’hui, à la lumière des théories modernes de psychologie dynamique et de psychanalyse, l’antisémitisme est considéré comme l’expression d’une perturbation émotionnelle profonde, et, avec des nuances et des mises en relief différentes, l’antisémite est analysé comme un malade mental”* (p. 321). Mais la thérapie reste bien obscure...

Des perles de Soljenitsyne...

“Le Mexique : pays sur lequel les révolutionnaires fondaient de grands espoirs : Trotsky y débarquera...” (Soljenitsyne, *Deux siècles ensemble*, tome II, p. 117). En fait de débarquement... Trotsky y arriva en janvier 1937 parce que, après son assignation à résidence (très surveillée) en Norvège... c'est le seul pays qui lui offrit l'asile.

“Le soulèvement en Hongrie revêtit un caractère antijuif — point presque

passé sous silence par les historiens — peut-être à cause du grand nombre de juifs dans le KGB hongrois. N'est-ce pas là une des raisons, même si ce ne fut peut-être pas la principale pour lesquelles l'Occident ne soutint pas le soulèvement hongrois” (Alexandre Soljenitsyne, *ibidem*, pp. 449-450). Cela ne s'invente pas. On n'est pas très loin de la domination de l'Occident par les juifs !

Une perle rabbinique

Dans *Les Juifs et leur avenir* (Albin Michel), le rabbin Adin Steinsaltz affirme : *“La culture juive est l'ensemble des pratiques de la religion juive”* (p. 16), excluant ainsi environ 95 % de la culture juive... et même des juifs eux-

mêmes, puisque, dans la même page, il affirme : *“Dans la situation actuelle, seule une petite minorité du peuple juif peut être considérée comme véritablement juive”* (p. 16). Qu'est donc la grande majorité ?

Notes de lecture

MARC DELFAUD

Carnets de guerre d'un hussard noir de la République

Préface d'Antoine Prost

Publié sous la direction du général André Bach



éditions
italiques

Carnets de guerre d'un hussard noir de la République

Marc Delfaud. Préface d'Antoine Prost, publié sous la direction du général Bach. Editions Italiques, 2009, 680 pages.

VOICI un tout nouveau et très précieux recueil de notes prises au jour le jour par un combattant de la guerre de 14-18. Il occupera assez tôt une fonction, téléphoniste, qui, si elle était loin d'être une "planque" et de le mettre à l'abri des bombardements de l'artillerie ou d'un avion d'"en face", lui évita cependant de participer aux assauts démentiels hors des tranchées que le haut commandement programma de façon régulière, dès que la guerre s'enterra, et ce, dans les pires conditions, sachant pertinemment qu'il envoyait délibérément les hommes à l'abattoir.

Un jugement très tranché sur le haut commandement

Haut commandement : la plume de notre téléphoniste n'est pas tendre pour tous les haut gradés qui jouaient les fiers à bras peu soucieux de la vie des poilus et la sacrifiant sans mesure pour l'orgueil d'un communiqué. Les échelons inférieurs du commandement n'échappent pas non plus à l'œil vif de l'auteur révolté par le mépris et l'injustice dont

ils se rendent coupables. Certes, il sait aussi reconnaître l'humanité de ceux que le général Bach appelle les "*cadres de contact*" (lieutenants, capitaines) qui partagent la vie des hommes placés sous leurs ordres, mais il écrit souvent des phrases comme celles-ci : "*... état d'esprit à Nancy* (Marc Delfaud est alors sur le front à une quinzaine de kilomètres au nord de cette ville et il lui arrive de s'y rendre à bicyclette) : *les gens sont indignés de voir tous les jours les officiers s'y livrer à des orgies sans nom avec des femmes alors que tout le monde est dans l'affliction. On sait combien le pauvre soldat est maltraité. Du reste, on le voit peu, le pauvre, si ce n'est quand il passe dans les voitures médicales, blessé ou évacué*" (p. 190).

On lira aussi page 85 l'altercation grossière du colonel avec le capitaine Courtade, brave homme qui cherche à protéger ses soldats de sanctions encourues pour avoir ramassé du bois mort, et l'auteur conclut : "*Voilà comment on mène des hommes qui ont tout abandonné, qui ont fait le sacrifice de leur vie et qui font courageusement leur devoir, et ces hommes sont des citoyens libres et des soldats français.*"

Une longue note du général Bach commente ce passage avec beaucoup de

pertinence. A ce propos, signalons qu'on lira avec le plus grand profit l'impressionnant appareil de notes dont le général Bach a assorti nombre de passages de chacun des 18 carnets de Marc Delfaud. Travail remarquable réalisé dans le même esprit de minutie et de souci de la vérité que celui dont il fait preuve dans ses propres livres, dont on citera le plus connu, car il a apporté une mine de renseignements inédits et un regard d'un officier de haut rang — le fait mérite d'autant plus d'être signalé qu'il n'est pas courant —, soucieux des droits civiques des citoyens sous l'uniforme que sont, à ses yeux, les soldats. Ce livre d'André Bach : *Fusillés pour l'exemple*, est paru en 2003 chez Tallandier.

La conscience d'être un citoyen-soldat

Les Carnets de guerre de Marc Delfaud sont très révélateurs de ce sentiment de dignité civique qu'il a en lui, profondément ancré. A chaque fois que ce sentiment est bafoué, ce qui était une constante dans la vie du poilu, cela est ressenti durement par l'auteur : il l'exprime à de très nombreuses reprises. Lorsque plus tard, dans les carnets 11 et 12 (pp. 489 à 550), durant les mois de juin-juillet 1917, il évoque les refus d'obéissance de masse qui affecteront le front, dans le secteur Erbéviller-Champenoux, il insistera sur le rôle joué par une discipline aveugle et provocante. Il note le jeudi 14 mai : "*Repos toute la journée. Le régime des punitions est commencé : quatre jours de prison à Déchambre, ordre du capitaine, pour avoir dit quelques mots à voix basse à son voisin pendant le rapport. Quatre jours de plus aussitôt après pour avoir les bras croisés dans la position de repos.*" On lit pp. 508-509 : "*Le régime de terreur recommence : la prison pleut à la compagnie comme de plus belle.*" "*Discipline de caserne aggravée des outrances que la guerre a amenées*" ; et il décrit le mécanisme : "*On a imaginé l'excellent moyen de rendre les gradés responsables des fautes commises par les hommes. Ceux-là, vivant*

avec la perpétuelle terreur d'être punis, font à ceux-ci une vie impossible, etc."

En lisant ces lignes, tout en se gardant évidemment de toute analogie simplificatrice, on ne peut s'empêcher de penser aux discussions que Trotsky a eues avec les dirigeants du SWP dans les années 1939-1940, où le problème de l'intervention dans la guerre commencée se posa aux dirigeants de l'impérialisme américain ; sans vouloir, répétons-le, établir un parallèle grossièrement schématique, qui serait la rançon inévitable de sa décontextualisation, entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, et sans aborder la question sous l'angle de la défense de la démocratie contre le totalitarisme nazi, défense qui fut abondamment invoquée par les nations alliées contre l'Axe, sans qu'elles aient éprouvé le besoin de faire leur propre examen de conscience à ce sujet, on retiendra l'approche du fondateur de la IV^e Internationale ; dans le contexte précis de l'époque, du pays, de la disposition des forces sociales et politiques, etc., il recommandait aux trotskystes américains de ne pas appeler la classe ouvrière américaine à s'opposer à l'ordre de mobilisation ("*Nous ne pouvons exproprier maintenant la bourgeoisie, aussi nous la laissons exploiter les ouvriers. Mais nous essayons de les protéger par des syndicats.*") tout en mettant en avant des revendications précises comme celles du respect des libertés démocratiques fondamentales incluant le droit de se syndiquer, le droit de contrôler l'entraînement des soldats, le droit à des rapports de respect pour le soldat de la part du commandement, etc. (1).

Fraternisations et mutineries

Sans avoir vécu personnellement des scènes de fraternisation, Marc Delfaud mentionne au moins à deux reprises ce

(1) "*Nous sommes contre les officiers bourgeois qui nous traitent comme du bétail, qui font de nous de la chair à canon. Nous nous sentons en revanche, à la différence des officiers bourgeois, concernés par le fait que des ouvriers sont tués.*

phénomène si longtemps occulté par les historiens de la guerre de 14-18. Comme s'il s'était agi soit d'un phénomène marginal qui ne valait pas la peine d'être mentionné, soit d'un phénomène honteux qu'il ne fallait pas évoquer, car il ternissait par trop l'image d'Épinal d'un patriotisme inoxydable des poilus et de leur antigermanisme foncier, jamais démenti. Les fraternisations ne pouvaient être pour de tels historiens, faisant leur la vision qu'en ont eue le haut commandement, que des produits hautement suspects de la propagande "boche"... D'ailleurs, on peut penser que de nombreux carnets de guerre — revisités ou non par leurs auteurs après coup — firent l'impasse sur ce sujet considéré comme tabou, y compris longtemps après la guerre. Il n'y a pas si longtemps que ce tabou est levé. Il est vrai qu'accorder de l'importance à ce phénomène risque de déranger encore certains des historiens qui soutiennent mordicus que le "consentement", appellation moderne du patriotisme et de la fleur au fusil, fut à la base de la conduite des poilus durant la guerre...

En tout cas, Delfaud, quant à lui, dans ses carnets, se faisait scrupule de tout dire.

"Le secteur est calme depuis le 12 décembre (1914), date à laquelle le régiment attaqua les tranchées ennemies (l'auteur décrit alors les conditions abominables dans lesquelles l'attaque s'est déroulée :) ... fusils pleins de boue. D'aucuns pissaient dans leurs armes pour les nettoyer... 1 250 hommes furent mis hors de combat sur 2 000, etc.

Avant cette époque, Français et Allemands faisaient bon ménage. Les tranchées adverses distantes en certains endroits de 30 mètres, de 15 mètres même, permettaient aux soldats de se parler, beaucoup d'Allemands connaissant notre langue. Les rapports étaient si cordiaux que les frères ennemis se passaient cigares et tabac. Un jour même, à la suite d'une attaque, des blessés français et des morts étant restés entre les lignes, les Allemands les ramassèrent sous le couvert du drapeau blanc et les apportèrent aux tranchées françaises.

Mais depuis, des ordres ont été donnés pour mettre fin à des relations jugées trop cordiales par le commandement."

On aura noté que les faits rapportés par Delfaud précèdent de beaucoup la nuit de Noël 1914, qui a fait l'objet d'un film récent, nuit de Noël qui a été longtemps considérée comme une date, sinon unique, du moins fondatrice du phénomène des fraternisations. Il n'en est rien. Des scènes de fraternisation ont eu lieu bien avant Noël 1914 ; ce qui permet de confirmer ce dont on se doutait, à savoir que le contexte religieux ne fut pas à la source de ce phénomène, mais tout au plus l'habillage d'un phénomène "social" qui en fut le véritable déclencheur. Il est assez remarquable que, malgré la terreur exercée par le haut commandement, malgré le conditionnement mental écrasant subi par les soldats, de part et d'autre des tranchées, ce qu'on peut appeler "l'instinct de classe" a rapproché les exploités allemands et français sous l'uniforme, apportant ainsi le plus cinglant démenti aux dirigeants du mouvement ouvrier de l'époque, qui, comme on sait, firent leurs les "valeurs" de la classe dominante dans l'Union sacrée pour les uns, le Burgfrieden pour les autres. L'unité internationale des prolétaires brisée par leurs dirigeants tendait à se reconstituer de façon embryonnaire dès que les conditions le permettaient.

Pour conclure cette recension, on n'aura garde d'oublier, toujours dans ces carnets 11 et 12, les passages où l'auteur note les événements de l'été 1917, dans un secteur qui n'est pas celui de la Champagne (Chemin des Dames) et où, pourtant, les manifestations de mécontentement, pouvant aller jusqu'au refus

Nous voulons des officiers ouvriers, nous voulons des écoles spéciales pour ouvriers qui nous apprendront à être des officiers (...)" A un dirigeant du SWP posant la question (on est à la mi-juin 1940) : "L'instruction militaire pour tous. Sommes-nous d'accord ?", Trotsky répond : « Oui. C'est correct — mais sous le contrôle de nos propres organisations. Nous rejetons le contrôle des "soixante familles" (i.e. le grand capital) (...). Supposez que nous ayons un sénateur. Il proposerait un décret en faveur de camps d'entraînement pour les ouvriers (...). En même temps, il voterait contre le budget militaire parce qu'il est contrôlé par les classes ennemies » (Trotsky, Œuvres, tome 40, ILT, p. 135 sq.).

de continuer une guerre atroce, ont été nombreux. « *Les camarades qui reviennent du théâtre rapportent que des manifestations ont éclaté ; des cris désobligeants ont été proférés à l'adresse du général et de Montlebert (autre haut gradé) : "Assassins ! Bouchers !", etc. La Marseillaise a été sifflée et conspuée.* » L'auteur note le 11 juin : « *L'esprit d'indiscipline a fait des progrès immenses depuis que nous est parvenue la nouvelle de l'agitation qui depuis une quinzaine rongé sourdement l'armée. A demi-voix, les hommes s'entretiennent de leur hâte d'en finir par tous les moyens, etc.* » Et il évoque les très nombreuses manifestations, souvent violentes, qui ont eu lieu dans les gares au départ de permissionnaires ou des appelés. Le désir de paix fut alors d'une intensité maximum. La répression qui s'abattit à ce moment-là en contint certes les conséquences "politiques", mais elle ne put en effacer la trace au cœur du poilu et du civil.

Pour en finir avec la fable du "consentement"

Vous vous interrogez sur le degré de "consentement" des poilus à la guerre de 14-18 ?

Lisez Delfaud et votre point de vue sera vite fixé. Et vous ferez connaissance

avec un regard et une plume d'une indiscutable acuité. Delfaud était instituteur, il n'était ni un militant politique ni un militant syndical.

Mais son point de vue est celui d'un citoyen de la III^e République attaché aux libertés individuelles.

C'est ce qui rend important son témoignage, à placer, avec ses particularités propres, sur le même plan que celui de Barthas (*Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier – 1914-1918*, Maspero, 1983) ou celui de Rouvière (*Journal de guerre d'un combattant pacifiste*, Atlantica, 2007). Il ne s'agit pas de l'identifier ni au premier ni au second ; il a une "voix" bien à lui et des points de vue spécifiques. Les convergences sur des problèmes de fond avec d'autres témoignages comme ceux cités alors que les personnalités de leurs auteurs sont bien différentes sont à noter. Indiscutablement, cela leur confère du poids

Merci à sa fille, Jeanne Delfaud, qui a tenu à publier ces cahiers que son père avait tenus. Jugés par lui comme n'ayant plus d'intérêt, une fois la guerre terminée, il les avait donc en quelque sorte abandonnés parmi ses affaires personnelles, sans plus leur accorder d'importance.

Heureusement pour nous, lui d'abord, et la famille ensuite, les avait conservés...

Pierre Roy

La Révolution française, une histoire toujours vivante

Ouvrage collectif sous la direction de Michel Biard.
Editions Tallandier.

Aceux que les complaisances médiatiques à l'égard de François Furet avaient indignés, nous recommandons la lecture du livre récemment publié chez Tallandier, *La Révolution française, une histoire toujours vivante*. Cet ouvrage collectif présente les contributions de 31

historiens rassemblés sous la direction de Michel Biard, le directeur des *Annales historiques de la Révolution française*. Il s'agit d'une revue très large des thèmes étudiés par les chercheurs actuellement engagés "sur le front" de cette histoire qui fut toujours passionnée et conflictuelle, ainsi que le rappelle Clau-

de Mazaucic dans sa contribution historiographique (*200 ans d'histoire de la Révolution*).

La fin de la vague furetiste ?

Michel Vovelle, le préfacier, salue la fin de "*la vague furetiste*" qui avait paru triompher dans la décennie 1990. François Furet avait prophétisé "*La Révolution française est terminée*", accablé de son mépris ceux qui, peu ou prou inspirés par la lecture de Marx ou de Jaurès, avaient prétendu éclairer les relations entre les structures sociales et les réalités politiques, historiens "jacobins" (qualificatif péjoratif dans la bouche de Furet) qui n'exerçaient plus qu'une "*fonction chamanique résiduelle à destination des rescapés imaginaires du babouvisme*" (1).

C'est donc avec un bel esprit de provocation que M. Vovelle titre sa préface : "*A la résurrection des piques !*", reprenant le cri lancé par Jourdan dans la chaleur d'un banquet de la fin du Directoire. Provocation assumée et qui apporte une bouffée d'air frais en ces temps saturés de nostalgie monarchique, qu'il s'agisse de célébrer le roi fuyard rattrapé à Varennes ou d'ériger Marie Antoinette en championne de la modernité féministe.

Michel Vovelle se proclame robespierriste "*fédérateur des énergies*" : quelle que soit l'espérance politique qui accompagne en sourdine chacune de nos quêtes historiennes (chacun "*seul devant son âme*", dit-il, citant l'Incorruptible), "*cela n'empêche nullement de travailler ensemble à conquérir de nouveaux territoires*".

En effet : se côtoient ici des hommes de sensibilités différentes, depuis Claude Mazaucic, attaché à démêler les rapports entre marxisme et historiographie révolutionnaire (2), jusqu'à Jean-Clément Martin, qu'obsède la question de la violence et qui n'a jamais admis la justification traditionnelle de la Terreur par les "circonstances". Nous ne présenterons ici que quelques exemples des très nombreux thèmes abordés.

Retour sur une histoire sociale renouvelée, qui croise l'économique, le social et le politique

Plusieurs auteurs s'interrogent sur l'ampleur des bouleversements matériels que la Révolution signifia pour les paysans et les nobles. Jean Bart revient sur la complexité du droit féodal en matière de propriété et sur le vote du 4 août 1789 : la Constituante déclara abolis les droits féodaux sous la pression des révoltes paysannes et afin de réduire l'insurrection qui parut menacer la propriété non seulement nobiliaire, mais aussi bourgeoise (nombre de bourgeois avaient acheté des seigneuries dans l'espoir que leurs descendants pourraient se glisser dans l'ordre privilégié !).

Faut-il pour autant affirmer, comme Karine Rance, qu'une partie des députés nobles "*devint révolutionnaire*" en votant la suppression des privilèges en cette nuit fameuse ? Un marquis de Ferrières a dit la prise de conscience d'un rapport des forces nouveau qui commandait de lâcher du lest afin de garder l'essentiel ! Décision opportuniste et non pas conversion.

La propriété foncière nobiliaire fut à peine écornée par la Révolution, qui confisqua uniquement les biens des émigrés : K. Rance donne l'exemple de l'Eure, dans laquelle les biens confisqués représentaient 13 % de la surface du département, ils ne furent pas tous vendus, d'autres furent restitués, si bien que la noblesse de ce département ne perdit que 7 % de sa fortune foncière.

Plus symbolique qu'effective (car les droits seigneuriaux les plus lourds furent déclarés rachetables et à un taux élevé), cette suppression des rentes seigneuriales ne devint totale que le 17 juillet 1793 : alors seulement la promesse votée dans l'enthousiasme le 4 août fut hono-

(1) *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978, p. 171, réédité depuis.

(2) *L'Histoire de la Révolution française et la pensée marxiste*, paru aux PUF en 2009 : ouvrage important, qui appelle une analyse précise à paraître dans un numéro ultérieur de cette revue.

rée par la Convention, qui prenait acte de la ténacité des luttes paysannes dont plus du tiers avait été inspiré par la haine des vestiges seigneuriaux.

Une révolution paysanne “autonome” ?

Cette conjonction (même momentanée) des forces paysannes et bourgeoises, éclatante le 4 août 1789 et le 17 juillet 1793, invite à s'interroger sur une thèse chère à G. Lefebvre sur *“l'autonomie de la révolution paysanne”* à l'intérieur de la révolution bourgeoise, thèse que paraît défendre J.-P. Jessenne. Que les paysans aient défendu des revendications spécifiques, c'est une évidence, et la contribution de J.-P. Jessenne les détaille avec bonheur ; mais pour que certaines d'entre elles triomphent, partiellement le 4 août 1789, puis définitivement le 17 juillet 1793, il a fallu l'adhésion matérialisée par le vote de deux assemblées “bourgeoises”, la Constituante, puis la Convention.

Une paysannerie intégrée à la construction nationale malgré son archaïsme ?

Paysans archaïques : tel était le “verdict” prononcé par Furet, pour qui le progrès agricole ne se concevait que sur le modèle anglais de grande propriété et de liquidation des pratiques collectives. Dans un chapitre dense, Jean-Pierre Jessenne revient sur les “clichés” qui obscurcissent l'étude de la paysannerie, un terme inconnu de l'Ancien Régime, qui distinguait les laboureurs, les manouvriers, les métayers et autres closiers ou bordiers... soit les deux tiers de la population française aux conditions de vie très dissemblables. Le *“facteur de différenciation majeure était sans conteste la taille de la superficie exploitée et pas forcément la propriété”*.

Cette masse paysanne hétérogène était cependant unie à la veille de la Ré-

volution dans son ressentiment à l'égard des seigneurs plus âpres à exiger les droits féodaux, et dans sa haine de l'impôt qui l'écrasait tandis que les privilégiés y échappaient largement. De cette conjonction de mécontentements est née l'insurrection paysanne généralisée de l'été 1789, qui donne une dimension nationale à la crise politique. On entre en révolution et *“les paysans jouent un rôle décisif dans ces synergies collectives”*. Le tiers état a élu à la Constituante une majorité de bourgeois et d'hommes de loi, mais aussi une cinquantaine de paysans, surtout des gros fermiers, si bien que Thouret en Normandie, Robespierre en Artois se font élire en jouant *“la carte de l'alliance avec le tiers rural”*.

Ceux qui disposent du droit de vote participent pour les deux tiers d'entre eux aux élections de 1790 et les plus aisés occupent une place notable dans les municipalités, ce qui nuance la vision ancienne d'une paysannerie longtemps restée apolitique (et aisément manipulable par les Césars).

Toutefois, la guerre et l'économie partiellement dirigée qu'elle exige, ainsi que les levées d'hommes, introduisent de nouvelles tensions dans les villages : les gros fermiers vendeurs de grains ont haï cette politique de contrôle des prix et ont tout fait pour s'y dérober. Les administrations aux mains des oligarchies rurales se sont opposées aux sociétés populaires, où se sont parfois exprimées les doléances égalitaires des petits paysans. Saint-Just promit de partager en petits lots les biens confisqués aux suspects, mais cette mesure ne fut pas appliquée et il ne semble pas *“qu'un mouvement agraire massif était en passe de relayer et de radicaliser la politique foncière favorable aux petits exploitants-propriétaires”*. Cela nous renvoie à une autre question controversée.

L'attachement aux terres communales : un autre archaïsme ?

Guy Ikni estimait que les luttes villageoises en faveur de la petite exploita-

tion et de l'usage collectif des biens communaux avaient permis de maintenir une petite paysannerie, une des originalités de l'histoire rurale française. Ces micro-fermiers, ces micro-propriétaires faisaient pâître leur maigre troupeau sur les terres communales, ce qui leur permit de résister à l'offensive de la grande exploitation, seul vecteur de progrès agronomique selon les "économistes", encore appelés "physiocrates". Le modèle anglais qui avait liquidé cette petite paysannerie n'était pas la seule voie royale vers le triomphe du capitalisme industriel, une petite paysannerie nombreuse pouvait être le support d'un autre type de capitalisme davantage tourné vers le marché intérieur que vers le marché colonial. Jessenne esquisse prudemment la polémique : *"Tout se passe comme si la Révolution avait ... permis le maintien d'une paysannerie nombreuse et variée. C'est une autre question de savoir si cette transition atténuée (entre Ancien Régime et capitalisme) est synonyme d'inefficacité économique, ou si elle ne fut pas au contraire un atout."*

L'essentiel est ailleurs, selon lui : la contre-révolution vendéenne resta *"un phénomène singulier"*, la majorité des villages a répondu aux exigences de la guerre, levées de soldats, réquisitions de grains et de bétail, et *"la République fut sauvée"*.

La Révolution, catastrophe économique, politique, culturelle ?

Autant de clichés que démentent les faits !

Dans le cadre limité de cette fiche de lecture, nous n'analyserons pas d'autres chapitres passionnants : Danièle Pingué présente *"Les sociétés politiques, des laboratoires de la démocratie"*, ce qui nous met en garde contre l'assimilation fautive jacobinisme égale totalitarisme.

Guy Lemarchand démontre que la révolution ne fut pas une *"catastrophe*

économique", autre idée reçue toujours en vogue depuis le bicentenaire. Serge Bianchi revient sur *"Les fausses évidences du vandalisme révolutionnaire"* et remet dans son contexte thermidorien cette accusation polémique lancée par l'abbé Grégoire. Marcel Dorigny et Bernard Gainot présentent les rapports complexes entre la Révolution et les colonies, qu'ils étudient de 1789 à 1804.

Le jacobinisme centralisateur ?

Avant de conclure, nous évoquerons le chapitre que Michel Biard consacre à la *"centralisation jacobine"*. Il entreprend de pourfendre quelques clichés sur le *"centralisme jacobin employé aujourd'hui dans un sens péjoratif"*, sur la *"décentralisation"*, objet de *"discours parfois angéliques"*, et l'Etat jacobin *"chargé de mille et une tares supposées"*. M. Biard rappelle ici dans quelles circonstances la Constituante a établi un maillage dense de municipalités et de districts gérés par des élus en l'absence de tout représentant nommé par le pouvoir central. Il ne s'agissait pas d'appliquer un principe abstrait *"décentralisateur"*, mais d'ôter au chef de l'exécutif, le roi, tout pouvoir de paralyser les institutions révolutionnaires nouvellement établies. Les procureurs syndics présents dans les municipalités comme dans les districts étaient eux aussi élus, ils étaient là pour rappeler ce qu'exigeait la loi, car l'autonomie administrative s'exerçait dans un cadre strict : le respect dû à la loi, qui est la même pour tous.

Mais les troubles qui s'accumulent en 1792, d'origine religieuse ou politique, ou émeutes sur les marchés, obligent à imaginer des relais entre le pouvoir législatif central et les administrations locales. Ainsi apparaissent les *"commissaires"*, qu'on appellera en 1793 dans une période de difficultés devenues dramatiques les *"représentants en mission"*. Ils sont très différents des préfets napoléoniens : ils agissent sous le contrôle du pouvoir législatif, la Convention, leur mission de durée limitée s'exerce ici ou ail-

leurs selon l'urgence. Les préfets de Bonaparte nommés par lui, affectés à tel département, sont là pour faire respecter "son bon vouloir" ! Le préfet n'a suscité que quelques sarcasmes d'ordre littéraire, tandis que le représentant en mission a focalisé sur sa tête des haines durables. Elles visent moins le principe centralisateur que l'idéal égalitaire de l'an II, dont le passionnant colloque dirigé par M. Biard en 2007 à Rouen (3) a opportunément rappelé les principes et les réalisations.

Centralisation révolutionnaire et centralisation bonapartiste n'ont pas le mê-

me contenu politique ni le même contenu social.

C'est ce croisement des données, le social et le politique, qui fait la richesse de nombreux chapitres de ce livre, dont nous ne saurions trop recommander la lecture en ces temps de régression intellectuelle... et politique.

Nicole Perron

(3) *Les Politiques de la terreur*, Presses universitaires de Rennes et Société des études robespierristes, 2008.

La Mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres de la Libération à nos jours

Olivier Wieviorka. Le Seuil. 306 pages, 20 euros.

“ **C**ET ouvrage, nous informe d'emblée Olivier Wieviorka, répond au départ à une commande de la Direction de la mémoire et des archives (DMPA) du ministère de la Défense” qui “a lancé un appel d'offres qu'une équipe de quinze chercheurs conduite par Antoine Prost et moi-même avons remporté”, et il précise dans ses “Remerciements” : “Une première version de ce texte a été remise au ministère de la Défense dans le cadre d'une analyse comparée des mémoires combattantes.”

Remercions l'auteur de nous prévenir que son ouvrage répond à une commande...

Tous ceux qui écrivent dans un tel cadre ne prennent pas toujours la peine d'en avertir leurs lecteurs.

L'Union européenne en germe...

Olivier Wieviorka évoque en passant à quel point l'histoire de la période 1939-1945 est soumise aux impératifs de la politique actuelle : “La construction européenne, écrit-il, a substantiellement modifié les contours de la mémoire (...). De Charles de Gaulle à François Mitterrand (et leurs successeurs tout autant, d'ailleurs, J.-J. M.), la diplomatie a ainsi instrumentalisé la mémoire (...). Par la grâce des commémorations, le débarquement devint un jalon symbolique sur la route qui reliait le traité de Rome au traité de Maastricht.” Ainsi la guerre et la Résistance débouchent par un miracle digne de Lourdes sur la concurrence dite “libre et non faussée”, et sur la privatisation généralisée, donc sur le règne sans

frein des multinationales dont la Commission européenne est l'agent à peine déguisé. Etrange détour de l'histoire. La substitution de ce qu'Olivier Wieviorka appelle "*l'histoire savante*" des universitaires à une histoire longtemps fondée sur les souvenirs — fort souvent complaisants, voire douteux, comme le soulignent les méandres des souvenirs du couple Aubrac — des acteurs et même d'acteurs supposés n'y change rien.

Répondre à des objectifs politiques

En étudiant les variations de la politique officielle "mémorielle" dans l'évocation de Vichy et de la Résistance, l'ouvrage d'Olivier Wieviorka peut donc nourrir une réflexion utile sur la façon dont on infléchit, voire trafique l'histoire pour répondre à des objectifs politiques dont les modifications... modifient l'histoire elle-même, et donc l'image du passé.

Cela étant, on est plus d'une fois au cours de la lecture amené à se demander si l'évocation même qu'il en donne ne subit pas elle-même le contrecoup d'une forme de "politiquement correct" au moins à deux niveaux.

Olivier Wieviorka étudie les modifications de "la politique mémorielle" de la période 1939-1945 en fonction des buts suivis par les différents gouvernements. Ainsi, selon lui, de Gaulle, "*évitant de revenir sur les épisodes peu glorieux des années sombres, édifia une politique mémorielle destinée à suturer les plaies et à restaurer la confiance d'une nation divisée*". Il voulait "*promouvoir le rassemblement de tous les Français, sans peser au trébuchet leurs mérites respectifs*". De la situation sociale explosive des premières années de l'après-guerre, dans laquelle fut élaborée cette politique, l'auteur se contente de nous dire que le "*nouveau régime ne signe pas la naissance de la Nouvelle Jérusalem qu'avait escomptée l'armée des ombres*". Quant à la IV^e République, elle "*préféra à la loi du talion le pardon des offenses (...). Les tenants de la IV^e République ont privilégié l'apaisement, quitte*

à choquer les tenants d'une vision moins consensuelle des années sombres", attitude qualifiée d'"*irénisme*". Et ainsi de suite.

Ces formulations creuses, voire pompeuses, ne permettent guère d'appréhender le contenu politique et social des mesures visant d'abord à assurer quoi qu'il arrive la continuité de l'Etat menacée en 1944-1945, puis sa consolidation pour mener une politique fondée sur le refus des revendications sociales et la défense acharnée d'un empire colonial qui partait en lambeaux. La personne et le rôle de Georges Albertini, secrétaire général du RNP de Marcel Déat et futur conseiller de Guy Mollet, Pompidou et Jacques Chirac, soulignent les exigences de cette continuité. Evoquant la présence ministérielle de Mitterrand pendant la IV^e République, Olivier Wieviorka affirme : sa participation à "*des gouvernements dont la politique algérienne était pourtant contestable*". Merveilles de l'euphémisme ! "Contestable" une politique colonialiste que Mitterrand avait définie lui-même par la mâle formule : "*La seule négociation en Algérie, c'est la guerre*" !

Une réalité quelque peu biaisée

Ce politiquement correct ne va pas sans distorsion de la réalité. Ainsi, évoquant l'univers de Vichy, Olivier Wieviorka affirme : "*L'extrême droite, pour la première fois dans l'histoire nationale, accédait au pouvoir et entendait, sous le couvert de la Révolution nationale, appliquer son programme, épaulée par quelques hommes issus de la droite classique, voire de la gauche*" (souligné par moi). Il évoque un peu plus loin "*les apports fournis par la droite classique et des francs-tireurs venus de la gauche*". "Quelques hommes" ? Des "francs-tireurs" ? Vraiment ?

Des travaux de recherche auraient-ils donc permis de mettre en cause le constat que faisait il y a trente-cinq ans Pascal Ory dans son livre sur *Les Collaborateurs* : « *Nul mouvement politique n'est en apparence plus étranger au monde de la collaboration que le Front*

populaire, écrivait-il en 1976. (...) *Pourtant, les "hommes de gauche" certifiés par ce passé commun ne vont pas plus manquer dans le nouvel échantillonnage des options politiques que les fascistes de vieille souche.* »

Parmi eux, Marcel Déat, signataire, rappelons ce fait systématiquement occulté, du programme du Front populaire et membre du Front populaire, flanqué de son adjoint, Georges Albertini. Mais combien d'autres aussi, du secrétaire général de la SFIO, Paul Faure, flanqué de son équipe du secrétariat national de la SFIO, ou du secrétaire de la CGT, Belin, et son ami Georges Dumoulin, de Georges Barthélémy à L.-O. Frossard, ancien secrétaire général du PCF revenu au bercail socialiste avant de finir ministre de Pétain. Ajoutons-y pas mal de bons et fidèles staliniens qui avaient hurlé avec Moscou (et avec l'ambassadeur de France dans la capitale russe, Coulondre!) pour dénoncer en Trotsky le complice de Hitler : Marcel Gitton, l'ancien numéro 2 du PCF, Vassart, Clamamus, Soupé et tant d'autres ! Certes, ces hommes, flanqués de centaines de journalistes et essayistes de même origine, font moins de tapage que Doriot et Marcel Déat, mais sont des rouages tout aussi efficaces, voire plus, de la collaboration.

Certes, une partie de ces braves gens, comme les Maurice Papon et bien d'autres dans son genre, se sont ralliés à Hitler — au nom de l'Europe, rappelons-le — parce qu'ils croyaient que l'Allemagne nazie allait gagner la guerre et unifierait l'Europe sous sa botte ; ils jugeaient donc préférable d'être du côté des vainqueurs ; leur nombre, évidemment, se raréfiera peu à peu à partir du moment où la victoire soviétique à Stalingrad, puis plus encore la gigantesque bataille de chars de Koursk, en juin 1943, annonceront la défaite finale de l'Allemagne face à l'Armée rouge ; et certains d'entre eux glisseront discrètement des rangs de la collaboration affichée à une résistance discrète et prudente, et qui s'affichera tapageusement une fois la Wehrmacht boutée hors de leur portée. L'histoire vérifie souvent la phrase d'Edgar Faure : *"Ce ne sont pas les*

girouettes qui changent, c'est le vent qui tourne."

Certes, Olivier Wieviorka fait allusion aux travaux des historiens montrant que *"des vichystes avaient pu basculer après un temps de latence dans la résistance et récusaient le manichéisme résistants-collabos"*, en explorant, ajoute-t-il, *"la zone grise à laquelle tant de Français avaient appartenu"*. Le "temps de latence" relève de la vertu dormitive raillée par Molière, car il évite de répondre à la question posée non pas pour "tant de Français" en général, mais pour quelques milliers, voire dizaines de milliers, d'acteurs politiques et membres de l'appareil d'Etat : pourquoi furent-ils vichysois, puis "résistants" ? Selon Olivier Wieviorka, certains d'entre eux *"espéraient que le régime vichyste nettoierait les écuries d'Augias et procéderait à des réformes d'autant plus nécessaires que la IIIe République les avait durant des décennies reportées"*. Mais qu'est-ce que ces "écuries d'Augias" à nettoyer et que sont des réformes nécessaires qu'un régime par nature antidémocratique devait mener à bien et vis-à-vis desquelles l'auteur, sans doute par le flou de sa paraphrase, semble ne pas prendre de distance ? On n'en saura pas plus.

Popularité ?

Ensuite, Olivier Wieviorka manie des catégories floues et indifférenciées : les Français, le peuple français, la population (qui n'est même pas différenciée en catégories aussi élémentaires et vagues qu'ouvriers, paysans, cadres, patrons), qui semblent avoir tous des intérêts similaires. Mais ceux-ci se divisent en classes et couches sociales marquées par des différences, voire des antagonismes profonds, et l'on ne saurait confondre ce peuple ici indifférencié avec les institutions maintenues. Olivier Wieviorka affirme ainsi plusieurs fois la "popularité" de Vichy et de Pétain, dont on ne sait à l'aide de quels instruments cette "popularité" est mesurée, puisqu'il n'y eut jamais sous Vichy la moindre consultation électorale, pas de référendum, et, bien entendu, pas de sondages. Les foules se

pressaient aux apparitions du Maréchal ? Mais à cette aune, Brejnev était très populaire, alors qu'il ne suscita vite guère qu'indifférence, voire mépris. Les maires effectifs des organisations collaborationnistes (sans parler de la squelettique Légion des Volontaires français) ne permettent pas de déceler un réel enthousiasme. Olivier Wieviorka ne dit mot en revanche de l'engagement massif public du clergé catholique, à commencer par l'épiscopat, pour et derrière le Maréchal. Muet sur l'Église, il stigmatise en revanche ce qu'il appelle "*les turpitudes de la population*". La population a bon dos, mais Olivier Wieviorka n'évoque jamais les groupes précis qui ont tiré des bénéfices sonnants et rébuchants de la collaboration.

Et le patronat ?

L'Histoire secrète du patronat rappelle que le patronat (que l'on ne saurait à d'assez rares exceptions près assimiler à l'extrême droite) s'est massivement rué dans la collaboration active. Les raisons ne sont guère idéologiques. Malgré le pillage allemand, le régime de Vichy lui apportait en effet des bienfaits ici passés sous silence : dissolution des syndicats et des partis ouvriers, instauration

par la Charte du travail d'un ordre corporatiste liquidant le droit de grève. Si Paris valait bien une messe pour Henri IV, un tel cadeau, permettant une extraction améliorée de la plus-value, garantie par la présence militaire allemande, valait bien une collaboration active dans laquelle le patronat, désireux de prendre sa revanche de juin 36, s'engagea tout aussi massivement que l'épiscopat. Les affaires sont les affaires...

En conclusion, Olivier Wieviorka s'interroge : "*La politique mémorielle du nouveau président (...) sera-t-elle en mesure d'inscrire l'héritage des années sombres dans la (re)formulation de l'identité nationale ? L'avenir seul répondra à cette interrogation, à laquelle le débat public confère désormais une brûlante actualité.*" Faut-il comprendre de cette prudente interrogation, ainsi légitimée, que la vision des années 1939-1945 devrait s'inscrire dans le débat sur l'identité nationale lancé par le gouvernement Sarkozy ? On ne saurait mieux souligner à quel point l'histoire est subordonnée à la politique et les historiens eux-mêmes soumis à la pression de cette dernière. En toute indépendance, bien entendu.

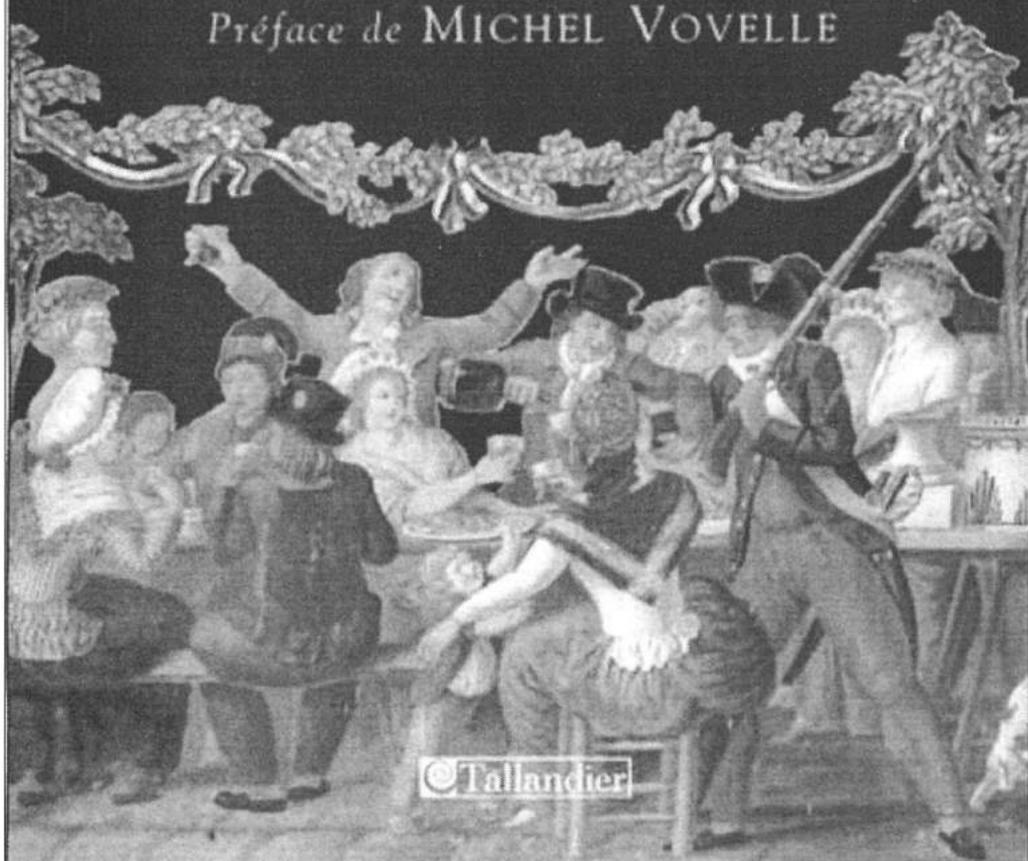
Jean-Jacques Marie

Sous la direction de MICHEL BIARD

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Une histoire toujours vivante

Préface de MICHEL VOVELLE



ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360